


# L’Italie et la révolution italienne de 1848

Cristina Trivulzio Belgiojoso

LU AVEC LIREGRATUITEMENT.COM

Livre libre de droits, lisible gratuitement en ligne et en quinze minutes par jour.

**01**

ET LA

RÉVOLUTION ITALIENNE DE 1848.

PREMIÈRE PARTIE.

L'INSURRECTION MILANAISE. — LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE. — LES CORPS AUXILIAIRES.

J'ai vu se former l'orage qui menaça d'abord les princes italiens et qui menace aujourd'hui les peuples mêmes de l'Italie ; j'ai secondé de tout mon pouvoir les nobles efforts tentés par quelques hommes d'élite afin d'éclairer les Italiens de toutes les conditions et de toutes les provinces sur leurs véritables intérêts, et leur donner confiance dans leurs propres forces ; j'ai vu s'allumer leur courage, leur intelligence s'ouvrir, leur résolution se former ; j'ai partagé leurs espérances ; enfin, j'ai glissé avec eux sur la pente de l'abîme où un effort désespéré peut seul encore nous retenir.

Les événemens à travers lesquels l'Italie a marché de progrès en progrès, de victoire en victoire d'abord, et de défaite en défaite, d'humiliation en humiliation ensuite, sont enveloppés d'un si grand mystère, les causes et les conséquences en sont si mal appréciées, l'ordre en est si bizarre, les circonstances en sont si étranges, qu'il est presque impossible de s'en former aujourd'hui une idée exacte, comme aussi d'en porter un jugement équitable. C'est pourquoi je vais essayer de raconter simplement les faits

dont j'ai été le témoin, tout en laissant à d'autres le soin d'expliquer ceux dont je ne saurais rendre raison avec quelque vraisemblance.

Il est une question à laquelle il importe de répondre avant tout. — Comment se fait-il que l'histoire d'Italie soit encore un mystère au siècle où nous vivons et dans la partie du monde que nous habitons ? — La publicité n'a-t-elle pas tout envahi en Europe ? Y a-t-il encore des causes secrètes, et les motifs des actions de tous peuvent-ils demeurer cachés ? L'histoire d'Italie manque d'unité, parce que l'Italie elle-même en a toujours manqué. Ce n'est pas là une seule histoire dont toutes les parties, groupées autour d'un sujet principal, marchent à un même dénoûment. Ce sont plusieurs histoires distinctes et pourtant se touchant et se tenant les unes les autres de si près, qu'aucune ne peut subsister indépendamment de ses compagnes. L'histoire est toujours plus ou moins soumise aux lois qui régissent les poèmes dramatiques. Or, le moyen de rendre clair et attachant un drame dans lequel ne se trouve aucune des trois unités ! Là ne gît pourtant pas toute la difficulté, ou, pour mieux dire, cette première difficulté en engendre d'autres. Les Italiens sont de tous les peuples d'Europe celui dont le génie subtil a donné naissance aux politiques et aux hommes d'état les plus artificieux. Toutes les villes de l'Italie n'ont pas lutté entre elles de force et de pouvoir seulement ; elles ont lutté d'habileté, de ruse, et quelquefois de fraude. Figurez-vous Machiavel d'un côté, les Borgia de l'autre, — Galéas Visconti ou Ludovic le More aux prises avec les princes de la maison de Savoie, avec André Doria ou avec les grands hommes de la république de Venise, — les Bentivoglio avec les Ezelins, les Montefeltre ou les La Rovère, — et voyez si vous pouvez vous flatter de connaître les événemens dans lesquels ces hommes ont joué le

principal rôle, et qu'ils ont par conséquent intérêt à présenter sous un faux jour. Qu'un homme puissant et adroit soit pour quelque chose dans une affaire, et personne ne pourra s'en former une idée précise. Que sera-ce donc si le pape, tous les princes de la chrétienté et les plus rusés politiques du monde y sont intéressés, et chacun d'une manière différente ? Pour prouver la vérité de mon assertion, je voudrais que l'on me permît de dresser une liste de tous les princes qui eurent quelque chose à démêler avec la cour de Rome, et l'on verrait que l'histoire les érige en héros ou en tyrans, selon qu'ils se sont montrés pleins de déférence envers le saint-siége, ou disposés à résister à ses volontés impérieuses. En Italie, on ne saurait trop le répéter, autant de villes, autant d'intérêts divers, autant d'hommes appelés à les représenter, et par conséquent autant de versions différentes pour les mêmes faits, autant de systèmes auxquels on force les événemens de se conformer.

Le développement que la publicité a acquis depuis un demi-siècle en Europe a rendu en quelque sorte plus impénétrables encore les nuages qui enveloppèrent de tout temps l'histoire d'Italie. Il n'y a guère qu'un an, les gouvernemens italiens et leurs adhérens jouissaient seuls du privilége d'en appeler par la presse à l'opinion publique. Le citoyen patriote et libéral qui prétendait rectifier les fausses assertions des agens de la police autrichienne et de toutes les polices qui en découlent, courait grand danger d'aller expier cet excès d'audace sur la paille d'un cachot. Les nations étrangères, la France, l'Angleterre et l'Allemagne libérale, savaient bien à peu près à quoi s'en tenir sur la véracité des écrivains auxquels l'Autriche laissait la faculté d'écrire sur les affaires politiques d'Italie ; mais, si elles refusaient d'ajouter foi à leurs assertions, il fallait aussi qu'elles renonçassent, en l'absence de

témoignages sincères, à se former une idée de ce qui se passait véritablement dans la péninsule. Les mieux renseignés sur les affaires d'Italie étaient donc précisément ceux qui avouaient n'en pas connaître le premier mot, tandis que ceux qui croyaient en être informés par les ouvrages publiés en Italie tenaient pour vrais des faits complètement faux, et acceptaient comme équitables les jugemens les plus iniques.

Le voile qui cachait à l'Europe les questions italiennes s'épaissit encore, lorsqu'une ombre de liberté de la presse eut pénétré en Italie, et lorsque les intérêts divers qui depuis long-temps s'agitaient sourdement dans la péninsule se trouvèrent ouvertement aux prises. La partie libérale de la population, le peuple et ses amis marchèrent avec ardeur, avec courage et franchise à la conquête de leurs droits, sans trop se soucier des piéges que leur tendaient leurs ennemis communs. Tirant avantage de cette confiance naïve, le parti rétrograde et absolutiste, le parti de l'étranger, entreprit de semer la discorde par de calomnieux rapports entre le peuple et ceux qui s'étaient institués ses défenseurs. On s'attacha à dénaturer les caractères, les intentions et les actes des adversaires de l'Autriche, de telle façon que les libéraux ne se reconnussent plus eux-mêmes et que les nations étrangères leur retirassent à jamais toute estime et toute sympathie,

J'ai assisté, ai-je dit, au drame qui vient de se dérouler en Italie et à la catastrophe dont les suites pèsent encore sur cette malheureuse contrée. En parcourant la péninsule d'une extrémité à l'autre, j'ai entendu des faits dont j'avais été moi-même le témoin racontés de cent manières différentes. J'arrive en France, et j'y trouve de nouvelles versions qui s'écartent de la vérité au point de la rendre méconnaissable. Comment l'histoire se fera-t-elle ?

comment découvrira-t-on, à quelques siècles de distance, la raison et les suites d'événemens présentés sous tant d'aspects divers et dont aucun n'approche du vrai ? C'est afin de donner un récit exact de ces événemens que je prends la plume. Mon témoignage ne sera pas accepté aujourd'hui par tout le monde : ceux surtout auxquels il est peu favorable trouveront commode de le récuser ; mais l'on s'apercevra tôt ou tard que j'ai raconté les faits sans aucune altération et que je n'ai eu pour but, en écrivant, le triomphe d'aucun parti. Il y a un accent de vérité qu'on n'emprunte pas et qui, là où il se trouve, est toujours reconnu.

## I.

L'histoire de l'Italie depuis cinq mois comprend deux ordres de faits bien distincts. D'une part, l'attention est attirée par le gouvernement provisoire de Milan, de l'autre, par les opérations de l'armée piémontaise. Il y a là deux centres d'intérêt que nous chercherons à ne pas confondre. Pendant les premiers mois qui suivirent son installation, le gouvernement provisoire de Milan a eu sur les affaires de l'Italie une action qu'il importe d'apprécier ; dans la période plus récente, qui a précédé la capitulation de Milan, l'armée piémontaise apparaît comme le principal acteur. C'est le rôle peu connu du gouvernement milanais que nous voudrions préciser dans la première partie de cette étude.

Au commencement de l'année 1848, le sort de Palerme et de Milan préoccupait surtout les esprits. La première de ces villes essayait de s'arracher au joug d'un gouvernement oppresseur, mais national ; l'autre se préparait à s'affranchir de la tyrannique et cruelle domination de l'étranger. Quant aux autres provinces de l'Italie, elles semblaient marcher à pas lents, mais sûrs, vers un meilleur état de choses. Turin, Florence et Rome poussaient à

l'envi leurs gouvernemens dans la voie du progrès, et toute violence nouvelle commise par le roi de Naples ou par l'empereur d'Autriche soulevait partout d'unanimes élans d'indignation.

La révolution milanaise éclata dans la journée du 18 mars. Toutes les villes de la Haute-Italie répondirent à ce signal, et, chassés de tout asile, fuyant devant une population désarmée, mais héroïque, les soldats autrichiens cherchèrent un refuge dans leurs places fortes, disposées à l'avance pour les recevoir. Pendant que Milan livrait bataille dans ses rues, le peuple s'ameutait à Gênes, à Turin, devant les palais du gouverneur et du roi ; il déclarait qu'il voulait se battre, se mettait en marche, et faisait comme une violence morale au roi Charles-Albert pour le décider à la guerre. Le marquis Pareto, de Gênes, venait d'entrer au ministère, et n'avait accepté le portefeuille qu'à la condition de porter secours aux Lombards. Les menaces réitérées de l'Autriche et les dispositions bien connues de la population piémontaise avaient contraint le gouvernement à se mettre sur le pied de guerre, de sorte qu'il suffit d'un ordre donné et de trois jours de marche pour amener l'armée piémontaise sous les murs de Milan. Elle n'y entra pourtant pas, car l'armée autrichienne en était déjà fort éloignée, dans la direction de Mantoue et de Vérone.

Ces deux villes voulaient et pouvaient fermer leurs portes aux soldats de Radetzki et se défendre jusqu'à l'arrivée des Piémontais. Les forteresses de Mantoue et de Vérone renfermaient à la vérité une garnison autrichienne, mais trop faible et trop découragée pour être à craindre. La conspiration de la lâcheté et de la perfidie, conspiration permanente pendant toute la durée de la guerre parmi certains hauts personnages du Piémont et peut-être aussi de la Lombardie, conserva ces deux places fortes et les deux

autres moins importantes qui en dépendent, Legnago et Peschiera, au maréchal Radetzki. À Mantoue, ce fut l'évêque qui parcourut les rues de la ville, suppliant les habitans étonnés et interdits de lui laisser le soin de tout arranger avec le chef des troupes qui approchaient, et qui devaient, disait-il, se concerter avec les soldats enfermés dans la citadelle, de façon à sortir ensemble de la ville sans inquiéter la population et sans s'exposer à recevoir d'insultes. À Vérone, ce furent quelques nobles seigneurs qui, s'adressant au peuple de la part du vice-roi (l'archiduc Ranieri), le conjuraient d'accorder le passage à des troupes consternées, battues, qui ne demandaient que la faculté d'évacuer au plus tôt l'Italie. Dans l'une comme dans l'autre de ces villes, le mensonge réussit complètement. Les Mantouans et les Véronais consentirent à ouvrir un passage à l'armée autrichienne, qu'ils reçurent l'écharpe tricolore sur la poitrine et le fusil sur l'épaule, car dans chacune de ces villes la population s'était déjà constituée en garde nationale ; mais, à peine les troupes autrichiennes furent-elles dans les murs de Vérone et de Mantoue, que, levant le masque, elles déclarèrent ne plus vouloir en sortir. La garde nationale fut cassée, l'administration et la police autrichienne furent rétablies, et les étrangers commencèrent à faire peser sur ces deux malheureuses cités l'odieux système de contributions forcées qu'ils n'ont pas cessé de pratiquer depuis cette époque. À partir de ce moment aussi, la position de l'armée autrichienne, maîtresse des quatre plus fortes places de la Lombardie, devint formidable, et une tâche des plus difficiles échut à l'armée piémontaise.

L'enthousiasme et l'ardeur extrême des Milanais leur avaient rendu la victoire aisée ; mais, la victoire obtenue, il restait à constituer un gouvernement. Depuis trente-six ans que la domi-

nation autrichienne pesait sur la Lombardie, la carrière des emplois avait été fermée à tous les Italiens qui auraient pu s'y distinguer par leur caractère ou par leurs talens. Le peuple était donc réduit à chercher dans les familles nobles ses chefs et ses guides. Il y a sans doute en Lombardie des hommes capables de conduire la nation, à travers mille dangers, sur la voie des révolutions et des combats, vers la liberté et l'indépendance ; mais leurs noms sont ignorés du peuple, tandis que ceux des nobles familles qui acquirent leur célébrité quelques siècles avant nous sont dans toutes les mémoires. C'est vers ces familles, nous le répétons, que le peuple a dû se tourner d'abord. Parmi les nobles lombards, quelques-uns, non entièrement étrangers aux affaires, étaient connus pour leur attachement à la maison d'Autriche. D'autres, en plus grand nombre, témoignaient depuis long-temps une profonde aversion pour la puissance autrichienne ; mais, contraints par cette aversion même de se tenir éloignés des affaires, ils menaient une vie frivole et dissipée, et paraissaient incapables de diriger une administration. Ce fut donc aux plus libéraux parmi les premiers, aux moins frivoles parmi les seconds, que la nation accorda sa préférence ou plutôt son adhésion tacite.

Le comte Casati était podestat de Milan depuis six ans, ce qui signifie qu'il avait été réélu deux fois, et qu'il avait vécu en bon accord avec l'Autriche pendant tout ce temps. Le comte Borromeo, décoré de la Toison d'or, occupait plus d'une fonction à la cour de Vienne. L'un et l'autre de ces hommes, qui, avant l'année 1848, avaient toujours vécu en paix avec le gouvernement impérial et la police de Milan, s'étaient enhardis, peu de temps avant les événemens de mars, jusqu'à présenter quelques observations au gouverneur comte Spaur au sujet des actes d'inexplicable brutalité que lui-même ou ses collègues venaient de permettre ou

d'ordonner aux soldats croates. Le gouvernement autrichien de Milan était en ce moment en proie à une sorte de fièvre : toute représentation, toute opposition, quelques ménagemens qu'on mît à les exprimer, lui étaient insupportables. MM. Casati et Borromeo reçurent d'abord l'ordre de se taire ; puis, sans même leur laisser le temps de résister ou de se soumettre, l'on passa aux menaces, aux persécutions, à l'ordre d'exil et même d'arrestation. Loin de moi la pensée d'atténuer le mérite de la résistance de MM. Borromeo et Casati. Dans les quelques semaines qui s'écoulèrent entre leur rupture avec le gouvernement autrichien et la révolution milanaise, l'un et l'autre firent preuve de courage et de fermeté, le comte Borromeo surtout, qui refusa constamment, malgré des injonctions impérieuses et réitérées, de quitter Milan.

Telle était l'attitude de ces deux fonctionnaires lorsque l'insurrection, ayant renversé tout l'édifice de l'administration autrichienne, ne laissa debout que les autorités municipales dont M. Casati était le président. Le gouvernement provisoire qui se forma alors se plaça tout naturellement sous sa présidence. Le comte Borromeo se trouva aussi, et par la même raison, appelé au pouvoir. Le comte Durini, ancien podestat et homme d'une rare capacité en matières administratives ; le comte Giulini, l'un des Mécènes de la Revue européenne et l'un des chefs d'un parti ou plutôt d'une petite école dite des humanitaires ; le comte Alexandre Porro, jeune naturaliste de mérite et collaborateur de M. le comte Giulini ; M. Baretta, administrateur assez intelligent, mais généralement connu pour son attachement à la maison d'Autriche et à son système ; le comte Pompée Litta, homme d'une rare distinction : tels furent les principaux collègues de MM. Casati et Borromeo. Autour d'eux vinrent se grouper les représentans des villes qui, ayant, comme Milan, chassé les Autri-

chiens, avaient envoyé leur adhésion au gouvernement de la métropole, au gouvernement provisoire de la Lombardie.

Peut-être, en lisant les noms des membres du gouvernement provisoire et des représentans des villes lombardes, a-t-on pensé qu'il y eut à Milan et dans les autres villes une sorte d'élection populaire qui attribua à quelques hommes le pouvoir souverain. Qu'on se détrompe : pendant que le bruit des canons, des fusils, du tocsin et du tambour, remplissait l'air, pendant que la mort parcourait nos rues et que les destinées de l'Italie étaient en question, la plupart des hommes que nous venons de nommer se rendirent au palais Marino, se distribuèrent les rôles et se partagèrent le pouvoir. Ils ont souvent répété que, si le succès eût favorisé les Autrichiens, leurs vies eussent été les premières sacrifiées. Il est certain que l'Autriche eût sévi contre des hommes qui auraient franchement pris l'attitude et le rôle de chefs révolutionnaires ; mais, supposons qu'ils se fussent abstenus, pendant la lutte, de toute mesure hostile aux intérêts autrichiens : ne pouvaient-ils pas justifier leur conduite devant un ennemi vainqueur en se donnant comme des sujets fidèles qui s'étaient dévoués pour assurer l'ordre et contenir la fureur populaire ? Je ne dis pas que telle ait été la pensée des membres du gouvernement provisoire ; je tiens seulement à établir que le peuple n'a pas été appelé à les choisir, et que leur cause ne fut jamais confondue avec la sienne.

Le chef de la police, le baron Torresani, s'était échappé avec le reste de l'administration autrichienne. Il fallut donc réorganiser la police, et l'on s'y prit fort mal. Un ancien médecin de Padoue, aujourd'hui précepteur dans une famille vénitienne établie à Milan, homme d'esprit, mais d'un esprit superficiel et léger, point

méchant, point capable, à mon avis, d'une trahison, égaré seulement par une vanité excessive, fut placé à la tête de la police. Jamais emploi n'exigea un plus rare mélange de pénétration, d'adresse et de fermeté ; jamais homme ne fut moins propre à le remplir que le nouveau directeur de la police milanaise, le docteur Fava.

Parmi les représentans que les villes révoltées envoyèrent à la métropole, l'un d'eux était connu de tous pour son attachement à la maison d'Autriche, et un autre ne l'était pas moins pour ses opinions républicaines. Ce dernier est le marquis Guerrieri de Mantoue ; le premier était envoyé par la ville de Como. Quelques Milanais ayant reproché ce choix à certains citoyens de Como, ceux-ci répondirent qu'ils ne connaissaient que trop bien les opinions de leur représentant, mais que, pour être admis dans un gouvernement quelconque, il fallait être rompu aux affaires, que Como renfermait sans doute un grand nombre d'hommes habiles, mais que personne n'avait pu les voir à l'œuvre, tandis que le comte Rezzonico avait donné des gages de son aptitude. Le gouvernement provisoire comptait aussi plus d'un secrétaire et un grand nombre de sous-secrétaires dont les opinions étaient singulièrement disparates, et qui tous avaient leur part d'influence et même de pouvoir. L'un de ces secrétaires, M. Mauri, homme d'un grand sens et d'un esprit rare, écrivain distingué, cœur honnête et d'une probité à toute épreuve, ne joignait à tant de qualités précieuses ni l'habitude des affaires et la connaissance des hommes, ni des opinions bien arrêtées sur tous les articles du catéchisme politique, ni enfin une véritable fermeté de caractère. On l'employa à rédiger les proclamations, les ordres du jour, etc., si bien que lui-même se nommait le poète de la troupe. Le mot pouvait être spirituel, mais il était triste. Était-ce donc là

tout le parti que le gouvernement savait tirer d'un homme de talent et d'un esprit élevé ?

M. Correnti était l'un des collègues de M. Mauri. Jeune, intelligent, légèrement imbu du socialisme français et de la philosophie allemande, M. Correnti était depuis plusieurs années le véritable soutien de la Revue européenne, recueil mensuel fondé sous les auspices de la jeune aristocratie milanaise. Celle-ci avait prodigué les plus gracieuses marques de sympathie au spirituel écrivain qui lui assurait une sorte d'initiative littéraire. Aussi, à peine les nobles fondateurs de cette Revue arrivèrent-ils au pouvoir, que M. Correnti fut appelé à occuper auprès d'eux une place secondaire à la vérité, mais d'une importance réelle. Conduit par les jeunes seigneurs dont il était depuis long-temps l'orateur et l'écrivain dans la salle du conseil, il fut accepté par les membres plus âgés du gouvernement provisoire comme pouvant continuer ce rôle sous leur patronage. Républicain lui-même, M. Correnti était intimement lié avec les principaux organes du parti républicain en Italie. Il était en outre accoutumé à ne pas discuter sa pensée, mais à la supposer bonne et à ne jamais craindre de l'exprimer, soit qu'elle dût se traduire par un discours, par un article, ou même par un acte. L'on passait aisément sur de pareils inconvéniens ; les opinions républicaines de M. Correnti s'accorderaient avec celles de MM. Guerrieri et Anelli ; quant à son humeur indépendante, chacun se flattait d'en venir à bout, tandis que lui-même se promettait bien d'établir victorieusement son ascendant sur ses collègues et jusque sur ses chefs.

Il serait trop long de nommer ici tous les sous-secrétaires, tous les employés subalternes, quoique influens, dont les salles du palais Marino étaient encombrées. Qu'il me suffise de dire que cer-

taines recommandations ouvraient l'accès à tous les emplois, et qu'avec un peu d'adresse on acquérait dans l'administration une autorité égale à celle des plus hauts fonctionnaires.

La constitution du gouvernement lombard était par elle-même très incomplète. Le gouvernement provisoire représentait le souverain ; mais, au-dessous de lui, point de ministère responsable qui se partageât les différentes branches de l'administration, point de représentation nationale qui exerçât le pouvoir législatif. Seulement, et vu l'importance extrême qu'avait pour la Lombardie tout ce qui touchait à la guerre, l'un des membres du gouvernement provisoire, le comte Pompée Litta, fut spécialement attaché à ce département. Ce fut le seul ministère organisé, et en vérité, si les affaires militaires ne marchèrent ni avec plus d'ensemble, ni avec plus d'énergie, ce ne fut pas faute d'hommes pour les conduire. Ce n'était pas assez d'un ministre de la guerre ; il y avait un général en chef commandant l'armée lombarde (qui n'existait pas encore), un commandant de la place et un intendant chargé de l'organisation de l'armée. N'oublions pas que l'armée piémontaise avait aussi, outre son ministre de la guerre et son roi, qui la commandait, un général en chef et une multitude d'autres généraux ; n'oublions pas que tous ces chefs de l'armée piémontaise, aussi bien que de l'armée lombarde, essayaient d'imprimer aux troupes la direction qui leur paraissait la meilleure, sans songer que l'unité de commandement est une des premières nécessités de la guerre, que chacun d'eux s'entourait des hommes sur lesquels il pouvait personnellement compter, que chacun avait son système et ne s'inquiétait guère de le mettre d'accord avec celui de ses collègues, que les ordres et les contre-ordres se suivaient et se croisaient rapidement, que les fonctions, loin d'être sagement distribuées, appartenaient toutes à chacun,

et on comprendra aisément pourquoi l'on eut tant de peine à organiser une armée dans un pays dont tous les habitans, presque sans exception, demandaient à se battre.

Il y avait à peu près deux mois que le gouvernement provisoire de Milan était établi, lorsque l'on imagina de créer un ministère de l'instruction publique, et d'y appeler M. Berchet, émigré de 1821 et poète célèbre. Ce choix était excellent ; mais il est permis de se demander pourquoi on créait ce ministère avant que l'édifice complet de l'administration fût sorti du chaos. Le besoin d'une réforme dans l'instruction publique se faisait d'ailleurs fort peu sentir à une époque où tous les étudians et les séminaristes eux-mêmes étaient soldats dans l'armée ou volontaires dans les montagnes. Quoi qu'il en soit, les deux ministères de l'instruction publique et de la guerre furent les seuls institués.

Ce que j'ai dit de l'installation du gouvernement provisoire peut servir à faire comprendre pourquoi il s'appliqua si activement à arrêter l'élan populaire et à sortir de la crise révolutionnaire. L'histoire de ce gouvernement, mi-parti de républicains et de monarchistes, ne se compose guère que d'une suite de concessions échangées entre ses membres, qui n'étaient ni ralliés par une pensée commune ni soutenus par un même principe. Ce fut pour se rendre mutuellement la vie plus douce que les gouvernans milanais mirent au jour ce fameux système d'impartialité, moyennant lequel la Lombardie se vit soumise à un pouvoir qui n'avait ni tendances monarchiques, ni tendances républicaines. À tous ceux qui croyaient qu'un gouvernement ne pouvait exister qu'à la condition d'être ou monarchique ou républicain, ils répondaient qu'ils n'étaient là que provisoirement, que le peuple n'avait pas fait connaître sa volonté, et qu'eux-mêmes voulaient

demeurer neutres, pour n'exercer sur lui aucune influence et ne pas le gêner dans ses futures déterminations. Cette neutralité n'était pourtant que le chaos. Les gouvernans monarchiques obéissaient à la direction donnée par Charles-Albert et s'efforçaient non-seulement de rallier autour de lui la majorité des Lombards, mais aussi d'éteindre dans le cœur de ces derniers toute ardeur patriotique, toute étincelle démocratique, de façonner enfin les Lombards à l'image du peuple de Turin, afin que Charles-Albert, en les admettant au nombre de ses fidèles et trop heureux sujets, n'eût rien à craindre ni de leur caractère, ni de leurs principes. Le parti républicain, d'un autre côté, représenté au pouvoir par le marquis Guerrieri, par le secrétaire M. Correnti et par un ou deux autres personnages, voyait sans regrets les fautes nombreuses commises par la fraction monarchique du gouvernement ; il donnait même les mains à ces fautes, se flattant peut-être de perdre par là le parti monarchique et constitutionnel, mais oubliant d'empêcher que le pays ne fût entraîné dans sa ruine.

## II.

Ce système de neutralité ne tarda pas à porter des conséquences funestes dans toutes les branches de l'administration. Parlons d'abord de la police, dont j'ai déjà nommé le chef. M. Fava était, à proprement parler, le président d'un triumvirat dans lequel résidait toute la puissance politique de l'état. Le troisième membre de ce comité, M. Lissoni, jouissait d'une bonne renommée, qu'il méritait sans doute. Le second, M. le baron de Sopransi, était un avocat fort distingué, mais attaché de cœur à la maison d'Autriche, lié d'amitié avec tous les personnages du gouvernement autrichien et de la police de Lombardie, ainsi qu'avec

les membres des trop célèbres commissions spéciales de 1821 ; enfin, sans doute pour que la liste de ses titres auprès du gouvernement issu de la révolution milanaise fût complète, M. Sopransi était beau-frère du général Welden. Tandis que vingt-sept de nos malheureux volontaires étaient mutilés d'abord et fusillés ensuite dans les fossés qui entourent la ville de Trente, par ordre et sous les yeux du général Welden, M. Sopransi, devenu l'un des directeurs de la police milanaise, se disait appelé à préserver le pays de tout complot séditieux tenté en faveur de l'Autriche. Il faut bien dire quels furent les résultats de la confiance accordée au beau-frère du général Welden.

Les communes de Lombardie sont groupées par district, et chaque district est présidé par un commissaire de police qui cumule, avec ses propres attributions, celles du maire, du sous-préfet et du juge de paix. La constitution communale lombarde est peut-être la plus libérale de l'Europe ; mais l'exécution de la loi est si imparfaite, que le commissaire se trouve investi d'un pouvoir dictatorial tel que l'exercent en Turquie les cadis. Ces commissaires, dont les appointemens sont des plus modiques, sont choisis d'ordinaire dans la dernière classe des employés de la police, et se livrent sans scrupule à l'espionnage, pour peu qu'il soit lucratif. Le premier acte de la police révolutionnaire de Milan devait être la destitution de tous ces fonctionnaires et peut-être l'abolition même de cette charge. Loin de là, pas un des anciens commissaires ne fut destitué. Cette fausse clémence porta bientôt ses fruits. Les campagnes furent inondées de misérables auxquels les Autrichiens avaient ouvert les portes du bagne de Mantoue, et de prétendus déserteurs des troupes autrichiennes. Dans plusieurs chefs-lieux de district, le commissaire se composa une petite garde prétorienne de ces individus et des mauvais sujets du

village. C'est par ce moyen que les Autrichiens étaient tenus au courant de tous nos mouvemens, tandis que nous ignorions ce qu'il nous importait de savoir. C'est à la faveur de cette conspiration permanente, tolérée par le gouvernement, que les vivres ou autres objets destinés à l'armée piémontaise tombèrent plus d'une fois aux mains de l'ennemi, que plusieurs villages furent incendiés, que des cris de mort furent proférés contre les maîtres, et que la révolte pénétra quelquefois parmi nos paisibles paysans. La très grande majorité de la population des campagnes ne prenait aucune part à ces désordres, mais elle n'osait pas s'y opposer, car le refrain habituel du commissaire et de ses satellites était celui-ci : Radetsky reviendra bientôt ; gardez-vous d'en douter, ni lui, ni les siens ne seront jamais expulsés de ce pays, et, à son retour, justice sera faite de tous. Ceux qui lui seront demeurés fidèles auront pour leur part ce qui sera enlevé aux méchans. Ceux qui ont quelque chose à se reprocher seront cloués sur le battant de leur porte. Faites votre profit de ce que vous avez entendu. — Les malheureux paysans demeuraient interdits et se retiraient effrayés, non-seulement pour eux-mêmes, mais pour ceux de leurs maîtres qu'ils savaient compromis.

Le mal alla plus loin. Parmi les incendiaires qui tombèrent entre les mains des gendarmes, plusieurs déclarèrent être sortis de Mantoue et avoir reçu des secours de la police de cette ville, à la condition de se rendre dans le Milanais et de semer la discorde parmi les Lombards. La justice ne poursuivit pas ces hommes, et plusieurs d'entre eux furent rendus à la liberté après quelques jours d'emprisonnement.

Il est, à peu de lieues de Milan, une manufacture de poudre connue sous le nom de poudrière de Lembrate. Tout à coup, au

commencement du mois de mai, pendant que personne, à Milan, ne songeait à l'approche possible des Autrichiens, l'on apprit, un matin, que la poudrière de Lembrate avait été attaquée, pendant la nuit, par une bande d'Autrichiens déguisés. Qui donc les avait guidés ? comment s'étaient-ils avancés jusqu'aux portes de Milan, et comment n'avait-on pas été informé de leur passage ? Ce mystère demeura inexpliqué, et le directeur de la police se renferma dans un dédaigneux silence. Un autre jour, la générale se fit subitement entendre, et les gardes nationaux se précipitèrent rapidement vers la porte Nuova, où est située la geôle de la ville. Cinq cents détenus pour vols et pour assassinats s'étaient trouvés inopinément armés, les poches remplies de munitions, et, après s'être emparés des gardiens et les avoir renfermés à leur place, ils s'étaient barricadés, et, menaçant de tirer sur quiconque ferait mine d'approcher, ils s'efforçaient de s'évader. La garde nationale eut bientôt fait justice de cette révolte, et, après avoir réintégré ces misérables dans leurs prisons, elle déféra les gardiens à la justice, comme coupables d'avoir fourni des armes aux détenus et favorisé leur tentative d'évasion. Les soupçons paraissaient d'autant mieux fondés, que tout le personnel de l'administration des prisons était demeuré le même, et que l'on avait trouvé beaucoup de pièces de monnaie autrichienne dans les poches des détenus et de leurs gardiens. Malgré tant de graves indices, on ne donna aucune suite à cette affaire.

Les finances ne furent pas mieux administrées que la police. Le premier soin du gouvernement devait être de se procurer de l'argent, des soldats et des armes. Le trésor était tellement épuisé lors du départ des Autrichiens, que, neuf jours après cet événement, l'échéance de l'intérêt de la dette força le fisc à faire banqueroute. L'accident ne fit aucun bruit, car les créanciers étaient

les Milanais eux-mêmes, et ils attendirent sans impatience ni clameurs que le numéraire fût rentré dans les caisses du trésor. Afin de subvenir aux dépenses nécessaires, le gouvernement ouvrit un emprunt volontaire et une souscription pour les offrandes que les citoyens lui apporteraient. L'emprunt ne devait d'abord rapporter aucun intérêt ; mais, plus tard, comme le chiffre n'en grossissait pas assez vite, on promit un intérêt de 4 et demi, et l'on arriva bientôt jusqu'au 5 pour 100. Ces tergiversations étaient d'un effet déplorable dans le public, car elles avaient une signification évidente : c'était que l'emprunt, soutenu par le seul dévouement des citoyens, ne marchait pas, et cela était vrai ; mais ce qui était faux et ce que les mesures adoptées par l'état tendaient à faire supposer vrai, c'est que l'insuccès de la mesure de l'emprunt eût pour cause l'avarice des propriétaires ou des capitalistes lombards. L'emprunt portait en lui-même, dans sa propre conception, des germes de mort subite. J'essayai plusieurs fois d'en convaincre le gouvernement, mais sans réussir mieux que d'autres à faire prendre en considération mes conseils. Le fisc ne recevait pour l'emprunt que de l'argent comptant ou des valeurs effectives, telles que bijoux, argenterie, etc., à titre d'offrande. Quel est l'homme privé, quelque riche qu'il soit, qui garde dans son tiroir une somme assez considérable pour secourir un état aux abois ? Le commerce, effrayé de la révolution, de la guerre et des revers possibles, suspendit ses opérations, et les capitaux disparurent de la place, de sorte que les propriétaires du sol le plus riche de l'Europe se virent hors d'état de réaliser la valeur effective de leurs terres pour venir en aide au pays. La difficulté était d'autant plus grande, que l'emprunt avait été ouvert au commencement de l'été, et que les fermiers lombards paient leurs loyers en trois termes, en août, en novembre et en décembre. En juin et

en juillet, toutes les caisses étaient à peu près vides. On pouvait offrir 2,000, 5,000, 10,000 francs au trésor, mais il y avait presque honte à offrir si peu, et il était impossible d'offrir davantage.

Quant à la souscription volontaire, ce fut là que les petites sommes furent versées, et elles formèrent un total de près de 4 millions de livres. C'était beaucoup, parce que ces 4 millions sortaient de la bourse du pauvre et représentaient de nombreux sacrifices accomplis par un sentiment patriotique ; mais ce n'était presque rien relativement aux besoins de l'état. Pourquoi le gouvernement ne contractait-il pas un emprunt avec quelque forte maison de banque génoise, française, anglaise ou américaine, en lui offrant pour garantie hypothécaire le territoire lombard, dont les plus riches propriétaires étaient disposés à engager une partie considérable ? S'étant refusé à recourir à ce moyen, le trésor ne prolongea son existence qu'à force d'expédiens. Il exigea d'avance quatre termes de l'impôt foncier, il créa un impôt sur les capitaux empruntés, et il fit peser cet impôt sur le débiteur et non sur le créancier. Cet impôt était ruineux surtout pour le commerce, qui se fonde principalement sur la faculté que lui assure le crédit de faire valoir les capitaux d'autrui. Or, les négocians, les propriétaires, qui, ne pouvant suffire à leurs besoins par leurs seules ressources, s'étaient vus forcés d'emprunter un capital, se trouvaient tout à coup grevés d'une nouvelle charge à laquelle ils n'avaient pas pourvu, et qui dérangeait toute l'économie de leurs affaires. Avec le temps, le poids de cet impôt se serait réparti régulièrement entre le débiteur et le créancier par la diminution de l'intérêt du capital ; mais, établi à l'improviste, il apportait une perturbation fâcheuse dans les fortunes et dans les affaires. Le produit de ce nouvel impôt n'ayant pas suffi, l'argenterie des particuliers

et les objets de prix des églises furent réclamés par le gouvernement, qui recueillit par ce moyen plus de 4 millions de livres. Malheureusement, de tels expédiens ne pouvaient être que d'une efficacité passagère, et le déficit finissait toujours par reparaître, faute d'une bonne et sage administration qui réglât les dépenses ordinaires, et d'un fonds de caisse suffisant pour subvenir aux dépenses extraordinaires de la guerre.

En présence des embarras financiers du gouvernement provisoire, on se demandait comment la Lombardie, qui avait entretenu jusque-là une armée autrichienne forte quelquefois de quatre-vingt mille hommes, et qui, toute mal administrée qu'elle était, envoyait chaque année non moins de 40 millions à l'Autriche, ne pouvait plus se suffire à elle-même depuis que l'armée étrangère et le tribut annuel de 40 millions avaient cessé de peser sur elle. Ce fait s'expliquait de deux façons. Et d'abord, l'armée autrichienne était en partie remplacée par l'armée piémontaise, dont l'entretien avait été stipulé entre les gouvernemens piémontais et lombard et mis à la charge de la Lombardie à raison de plus de 3 millions de livres par mois. D'autre part, le gouvernement provisoire s'était plu à faire étalage de philanthropie ; il avait supprimé d'un coup, et sans rien mettre en place, l'impôt personnel et la loterie, en même temps qu'abaissé considérablement l'impôt du sel. Ces mesures, excellentes en temps de paix, étaient extravagantes en temps de guerre et lorsque les coffres de l'état étaient vides. Elles signifiaient, pour le paysan et pour les classes pauvres en général, que le nouveau gouvernement allait leur rendre la vie plus douce. C'était comme un engagement pris, et cet engagement, dans la crise terrible où l'on se trouvait, en face de la catastrophe épouvantable qui s'approchait, personne ne pouvait le tenir. En effet, lorsque l'abolition de l'impôt personnel

et l'abaissement du prix du sel furent proclamés, le sentiment qu'éprouva le pauvre ne fut pas de la satisfaction, mais plutôt de l'espoir ; il vit dans ces mesures moins un avantage immédiat que le gage d'une amélioration progressive dans sa condition. Aussi, lorsqu'au lieu de parvenir à l'aisance, il se vit enlever ses fils par la guerre, ses ressources par la ruine du commerce et par l'économie forcée des riches, le malheureux soupira après ses illusions détruites et ne songea plus au léger bienfait qu'il avait reçu d'abord. On l'avait préparé au bonheur lorsqu'on n'avait à lui proposer que des sacrifices. Quant à l'abolition de la loterie, c'était une mesure pleine en effet de moralité, mais peu prudente, nous le répétons, vu la pénurie d'argent dont l'on souffrait et le mécontentement qu'elle ne pouvait manquer d'exciter dans le peuple.

Si les charges nouvelles créées par l'entretien de l'armée piémontaise et par des mesures intempestives avaient gravement compliqué la situation du trésor, le désordre extrême qui s'introduisit dans toutes les parties de l'administration vint surtout accélérer la ruine de nos finances. Le choix des membres du gouvernement provisoire n'avait pas été bon ; le choix de leurs adhérens fut plus mauvais encore. Dans les premiers jours qui suivirent l'expulsion des Autrichiens, beaucoup de personnes eurent les places qu'elles se donnèrent elles-mêmes ; plus tard, ce furent les cliens des nobles familles qui entrèrent en possession des emplois les plus lucratifs ; un assez grand nombre d'anciens employés, créatures de l'Autriche, demeurèrent à leurs postes, et, comptant sur le retour des Autrichiens (retour qu'ils préparaient de toutes leurs forces), ils tiraient profit du provisoire pour s'enrichir impunément.

On a vu ce qu'étaient la police et l'administration financière du gouvernement provisoire de Milan : il nous reste à le suivre sur un autre terrain. Le ministère de la guerre était celui où se commettaient les plus honteuses dilapidations. Le chef de ce ministère, le comte Litta, homme honorable autant qu'excellent citoyen, tomba malade, et l'intérim du ministère fut confié à M. Collegno, émigré piémontais de 1821, administrateur intègre et libéral, mais faible et fatigué des révolutions. M. Collegno convenait mieux au gouvernement provisoire que M. Litta ; aussi ce dernier ne parvint-il pas à ressaisir le portefeuille de la guerre : il tint ferme pendant quelques jours dans son refus de se retirer ; mais, placé dans l'alternative ou de faire éclater des discordes intestines ou de céder, il se démit. Ce fut M. Collegno, son successeur, qui appela aux affaires le général Perron, dont presque toute l'armée crut avoir à se plaindre.

M. Collegno et le général en chef Théodore Lecchi, ancien général du royaume d'Italie, ne surent point mettre un terme aux désordres qui excitaient l'indignation publique contre le ministère de la guerre. Le payeur en chef, l'employé par les mains duquel tout l'argent du ministère devait passer, était un ancien commerçant, connu de la ville entière pour avoir fait quatre banqueroutes frauduleuses. L'armée lombarde et les corps francs manquaient de souliers, d'habits, de manteaux, de tous les objets de première nécessité. L'armement n'avançait pas faute d'argent, et pourtant tous les revenus des familles aisées étaient versés dans les caisses du trésor. Il n'était bruit dans la ville que des vols audacieux commis par tel ou tel membre de l'administration, et ces récits, quoiqu'en partie faux ou exagérés, achevaient de détruire la confiance que le peuple avait placée d'abord dans son gouvernement. L'opinion du pays se manifestait en toute occa-

sion, elle empruntait tous les organes dont elle pouvait disposer pour conjurer le gouvernement de se disculper ou de faire justice de ses agens. « Vous ne voulez, lui disait-on, avoir recours qu'à des mesures de confiance pour assurer votre autorité, puisque vous n'ouvrez que des emprunts volontaires ; sachez alors obtenir cette confiance, sans laquelle vous mourrez. » Mais non, le gouvernement ne comprenait pas ce langage, et il mettait une sorte de point d'honneur à ne rien faire de ce qui pouvait lui concilier l'opinion. En attendant, la population hésitait ; elle se demandait si l'argent dont elle faisait hommage à la cause de l'indépendance était employé en effet au service de la patrie ; elle attendait des preuves pour ou contre, et le temps marchait.

La question de l'armement était une des plus difficiles qu'eût à résoudre le gouvernement provisoire. Pour comprendre son attitude touchant cette question, il ne faut pas oublier qu'à partir de la fin d'avril, époque de la maladie du comte Litta, tous les emplois du ministère de la guerre furent entièrement confiés à des Piémontais, qui recevaient leurs inspirations des chefs de l'armée piémontaise. Quant au général en chef Théodore Lecchi, il n'eut jamais aucun véritable pouvoir dans cette administration. Dès le jour de la sortie des Autrichiens, la population entière demanda à marcher. On lui objecta le défaut d'armes, et on lui promit d'y pourvoir promptement. Malgré cette promesse, la garde nationale s'arma lentement, et huit jours avant la capitulation de Milan, lorsque le peuple, ameuté devant le palais Marino, refusait de se retirer, si la levée en masse n'était pas immédiatement décrétée, on lui répondait encore : « Comment voulez-vous qu'on décrète une levée en masse, puisqu'il n'y a pas d'armes dans la ville ? » Cependant, huit jours plus tard, le peuple découvrait soixante-deux mille fusils cachés dans le palais dit du Génie.

Je n'entrerai pas ici dans le détail des négociations manquées, des commandes données et retirées, des mille obstacles qui vinrent sans cesse entraver l'armement et l'habillement des troupes lombardes. Les fabricans d'armes de Brescia avaient offert de livrer cinq cents fusils par semaine au gouvernement : on ne parvint pas à s'entendre. Les fabricans de drap de Como avaient proposé de livrer dans un temps donné un certain nombre de pièces de drap vert pour les troupes : on refusa. Le premier ban publié, les conscrits qui arrivaient des campagnes dans la ville ne trouvèrent ni équipement, ni logement prêt pour les recevoir, et, lorsque les régimens commencèrent enfin à se former, ce fut avec une lenteur et une gaucherie désolantes. Le duc Visconti ayant offert de lever un régiment à ses frais, on lui délivra un brevet de colonel. Le duc était animé de la meilleure volonté, mais il ignorait jusqu'aux premières notions de l'art militaire. Il choisit pour ses officiers des Piémontais dont la capacité était des plus équivoques, puisque tous les bons officiers de cette nation occupaient leur place à l'armée du roi Charles-Albert. La discipline était bannie de ce régiment, composé d'hommes grands et forts, mais grossiers et dépravés, accourus sous le drapeau parce que la solde était de trente sous par jour. Un autre régiment, celui des chevau-légers, avait pour colonel le comte Max Caccia, excellent officier de l'armée française ; mais l'intelligence même du jeune colonel et la connaissance qu'il avait du service militaire ne faisaient que lui rendre sa position plus pénible. Je ne citerai qu'un exemple des désagrémens qu'il eut à essuyer. Pendant trois mois, il demanda vainement des chevaux pour ses soldats, et, n'ayant obtenu, au bout de ce temps, que des chevaux de deux ans et demi, incapables de servir, il dut envoyer sa démission. La triste situation du pays qu'il était appelé à défendre,

l'engagement que prit enfin l'administration de faire droit à ses demandes, le décidèrent pourtant à revenir sur sa détermination et à rester à son poste.

La lenteur et la maladresse des chefs qui avaient organisé l'armée, l'incapacité, l'improbité même d'un trop grand nombre d'agens chargés de subvenir aux dépenses militaires, devaient paralyser, il faut en convenir, le gouvernement le mieux intentionné. En eût-il été autrement d'ailleurs, eût-on rencontré des agens plus zélés, plus habiles, pour seconder des vues mieux arrêtées, il eût encore été impossible aux organisateurs les plus capables de former une bonne armée en deux ou trois mois. La population lombarde le sentait bien ; c'est pourquoi elle hésitait à prendre du service dans les troupes régulières, et préférait entrer dans les corps francs. C'était là, à vrai dire, la seule voie ouverte à toute une population qui, étrangère depuis trente-six années aux sévères exigences de la vie militaire, ambitionnait néanmoins de se distinguer dès ses premiers pas dans la carrière des armes. Plusieurs bandes de volontaires se formèrent dès les premiers jours qui suivirent la révolution milanaise, et partirent pour le Tyrol italien, se dirigeant du côté des lacs de Garda et d'Idro. Tout ce que les familles les plus distinguées de la ville comptaient de jeunes gens dévoués et ardens s'enrôlèrent dans ces corps, sans distinction de classes, sans ambition de grades. Ces colonnes de volontaires, ainsi formées à la hâte, n'étaient, dans la pensée des citoyens, que l'avant-garde de corps plus considérables que le ministère de la guerre allait s'empresser d'organiser. Quel ne fut pas leur douloureux étonnement, lorsqu'ils entendirent les chefs du ministère ne parler qu'avec un profond dédain de la noble jeunesse qui venait de se porter avec un si généreux enthousiasme au-devant de l'ennemi ! Non-seulement on

paraissait ne point compter sur ces premiers corps francs, mais on repoussait avec vivacité toute proposition d'en former de nouveaux, et on se déclarait bien résolu à ne jamais recourir à de pareils moyens.

Ce ne fut pas assez cependant, pour le gouvernement, d'avoir accablé les volontaires de son dédain ; il leur fit bientôt la guerre avec d'autres armes. Les soldats les mieux équipés, lorsqu'ils sont une fois entrés en campagne, manquent bientôt de tout, si leur chef n'y pourvoit. Or, sous le prétexte commode que nos légions de volontaires étaient composées de jeunes gens de bonnes maisons, on ne les paya point, et on les laissa manquer de tout. Placés sur le sommet des Alpes tyroliennes, enfoncés dans les neiges, sans tentes, sans médecins ni ambulances, les volontaires lombards couchaient en plein air, au milieu d'une population effrayée, pauvre et intéressée, qui, voulant se dédommager des périls qu'on lui apportait, arrachait à ces malheureux leurs dernières ressources, et faisait payer chaque morceau de pain au poids de l'or. Ces jeunes gens succombaient souvent à la peine, mais ils ne se plaignaient pas. Leur poste, où ils étaient constamment attaqués, leur plaisait, au contraire, parce qu'ils y trouvaient l'occasion de servir leur pays. Et que faisait le gouvernement pour rendre hommage à cet héroïque dévouement ? Jamais un bulletin officiel ne rendit compte des combats soutenus ni des avantages remportés par les volontaires lombards. Pas un de leurs noms ne fut recommandé à la reconnaissance des contemporains ni au souvenir de l'histoire. Les mères qui perdirent leurs enfans dans les gorges du Tonale ou du Caffaro n'entendirent jamais un mot d'éloge prononcé sur leurs tombes, et nous n'apprenions les combats de nos volontaires que par les vides nombreux que chacune de ces luttes ignorées laissait dans nos familles.

À Pavie, le corps universitaire forma un bataillon, et partit pour le théâtre de la guerre ; à Milan, les lycées et les colléges, le séminaire même, en firent autant. Ces jeunes gens avaient demandé instamment qu'on les envoyât sans retard au-devant de l'ennemi. C'est sur Mantoue qu'on les dirigea, et là, sous le feu et à la portée du canon autrichien qui les décimait, on les condamna à l'immobilité. La population de Milan s'émut aux nouvelles qui lui arrivaient du camp placé devant Mantoue, et on n'osa pas traiter ses réclamations avec dédain. On abandonna la position si malheureusement choisie pour le camp de Mantoue, et les tentes furent transportées à quelques pas en arrière.

L'ardeur de nos volontaires ne faiblissait pas malgré tant d'épreuves et de sourdes menées. Relégués dans les montagnes, accusés de manquer de discipline et de ruiner l'état, ils supportaient des fatigues sans gloire avec une patience inébranlable. Trois fois on les désorganisa sous le vain prétexte de les réorganiser sur des bases plus solides ; on les força même à quitter les passages dont la défense leur était confiée, pour les enfermer dans la ville de Brescia en attendant leur nouveau règlement et leurs nouveaux chefs : ils ne se laissèrent point décourager. Enfin les chefs de l'armée leur permirent de retourner à leurs postes, sans qu'on eût donné la moindre suite aux promesses réitérées d'organisation. On continua donc la guerre avec le concours des volontaires dont les offres de service avaient été acceptées lors de l'entrée en campagne ; seulement, et cela prouve l'aversion que ces auxiliaires inspiraient aux chefs de l'armée régulière, on résolut de n'en point admettre de nouveaux. Ce fut en vain que des jeunes gens sortis des écoles militaires, que d'anciens officiers qui avaient servi, soit dans la légion étrangère de France, soit en Espagne, en Suisse ou même sous l'empire, se présentèrent au

ministre de la guerre, ne demandant qu'à entrer comme simples soldats dans un corps de volontaires : un refus dédaigneux fut la seule réponse qu'on fit à ces demandes. Ce n'était pas seulement le gouvernement provisoire, c'était l'état-major de l'armée piémontaise qui s'opposait à l'engagement des volontaires. On se plaignait de ce que le contingent lombard ne fût ni assez nombreux, ni assez habile au métier de la guerre, et le roi Charles-Albert ne voulait pas permettre que les corps francs guerroyassent en rase campagne, parce que, disait-il, on fusille en temps de guerre tous les militaires pris sans uniforme, et qu'il ne voulait pas exposer les volontaires à un sort pareil.

On avait raison quand on signalait l'inexpérience militaire des Lombards ; mais c'était à cause de cette inexpérience même qu'il fallait les employer à la seule guerre qui leur offrît des chances favorables : nous voulons parler de la guerre de partisans. Pendant les trente-six années du régime autrichien, l'honneur, qui commandait aux Lombards de s'abstenir de toute fonction publique, ne leur avait laissé de choix qu'entre la vie frivole de l'homme du monde ou la vie paisible de l'agriculteur. Pourtant le Lombard est naturellement brave : il l'a montré dans les cinq journées de mars ; mais la bravoure, sans l'éducation militaire, ne suffit pas pour faire un bon soldat. Le temps qu'eût exigé la formation d'une armée régulière lombarde manquait absolument aux généraux chargés de cette organisation. Il ne fallait que vingt-quatre heures, au contraire, pour composer un corps de partisans, et ce corps, bien que formé à la hâte, eût remplacé avec avantage des régimens qu'on ne pouvait qu'imparfaitement discipliner.

Il faut bien le dire, Charles-Albert voulait faire la guerre avec l'armée piémontaise seule. C'est pour cela qu'il évita autant qu'il

le put d'invoquer l'intervention française, c'est pour cela qu'il repoussa les offres de services d'officiers et même de généraux étrangers que leur dévouement à la cause des nationalités et de la liberté attirait en Italie ; c'est pour cela enfin qu'il se montra si malveillant envers les volontaires lombards, et qu'il reçut de si mauvaise grace les soldats que lui envoyèrent les autres états italiens.

## III.

Nous touchons ici à une autre face de la question soulevée par l'accueil que fit aux demandes des corps francs de Lombardie le gouvernement provisoire de Milan, d'accord avec l'armée piémontaise. Ce n'est pas seulement en effet aux volontaires lombards, c'est aux volontaires et aux renforts réguliers accourus de tous les points de l'Italie que l'on fit subir des traitemens inexplicables.

Il était absurde d'espérer qu'un grand-duc de Toscane, prince de la maison d'Autriche, qu'un pontife romain et qu'un Bourbon de Naples viendraient officiellement en aide à la maison de Savoie et à la population révoltée de Milan pour chasser les Autrichiens du nord de l'Italie. L'invitation que fit, à peine installé, le gouvernement provisoire de Milan aux autres états italiens pour les engager à prendre leur part des fatigues et des dangers de la guerre, cette invitation était un simple acte de convenance, et n'avait de sens qu'en tant qu'elle s'adressait aux peuples eux-mêmes. Les peuples, en effet, comprirent cet appel, et le contingent qui fut formé dans les états romains prouva ce qu'on pouvait attendre du généreux élan des populations italiennes. L'histoire de ce contingent, placé sous les ordres du général Durando, est un épisode trop significatif de la guerre de l'indépendance

italienne pour ne pas trouver place ici comme une preuve indispensable à l'appui de nos assertions.

La première armée qui se forma dans l'Italie inférieure pour marcher au secours de l'Italie du nord, ce fut l'armée romaine. Le peuple romain exigea la formation immédiate d'un corps de troupes que le général Durando serait chargé de conduire dans la Vénétie. Plusieurs légions de gardes nationaux, un assez grand nombre de volontaires, quelques troupes de la ligne et près de sept mille Suisses composaient une armée de quatorze mille hommes qui représentait le contingent romain dans la grande armée d'Italie.

L'Italie éprouva un sentiment de sécurité profonde lorsqu'elle apprit la nouvelle de la nomination du général Durando au rang de commandant des forces actives du saint-siége. Le général Durando avait quitté depuis plusieurs années le Piémont, à une époque où il était excessivement difficile à un Italien du parti libéral d'y demeurer sans transiger avec son honneur. Durant la guerre d'Espagne, il avait soutenu le bon droit, et s'était acquis le renom de brave officier. Rentré en Italie lorsque les idées libérales avaient cessé d'en être proscrites, le général avait refusé toute situation douteuse, et vivait modestement à Rome pauvre et sans dignités, mais honoré de tous et entouré de la considération qui s'attache à une vie sans tache et à des talens bien connus. Lors donc que la Lombardie apprit qu'il acceptait le commandement de l'armée romaine, elle crut pouvoir compter sur la coopération active d'un ami fidèle. La Vénétie, qui n'avait jusque-là reçu de secours d'aucun côté, tourna ses regards vers la Romagne et se crut sauvée.

Durando était à Ferrare, et ses troupes, échelonnées depuis cette ville jusqu'au Pô, le pressaient de passer outre. Lui s'excusait sans cesse et sous divers prétextes. Aujourd'hui, c'était un renfort qu'il attendait ; demain, c'étaient des ordres qui n'arrivaient pas. Et pourtant, dès sa première entrée en campagne, il avait adressé à ses troupes une proclamation dans laquelle il se disait envoyé par Pie IX pour les commander et les faire marcher sur les Autrichiens. La Lombardie et la Vénétie entières avaient les yeux sur lui et ne savaient que penser de cette étrange inaction. Charles-Albert s'excusait sur les lenteurs de Durando du retard que lui-même apportait à ses opérations. L'aide-de-camp du général Durando, le marquis Rosales, arriva à Milan sur ces entrefaites et apporta au gouvernement provisoire l'explication de cette énigme. Le général Durando manquait de l'argent nécessaire pour compléter l'équipement de ses troupes, et il demandait au gouvernement provisoire une somme assez considérable, qui lui fut accordée presque sans discussion. Le marquis Rosales s'éloigna de Milan avec l'espoir d'y rentrer sous peu à la suite de son général victorieux. Cependant, malgré ce secours, malgré les instances vives et réitérées que le marquis Rosales apportait au général Durando, celui-ci passa encore plusieurs jours dans l'immobilité, n'alléguant aucun motif à son refus de se porter en avant, et paraissant n'avoir d'autre but que de gagner du temps.

Ici, comme partout et toujours, durant ces quatre mois de lutte, ce furent les masses qui entraînèrent les chefs. L'armée romaine força le général à passer le Pô et à marcher au-devant de l'ennemi ; mais à peine avait-elle franchi ce fleuve, qu'une allocution de Pie IX apprenait aux peuples que la mission de son armée se bornait à la défense de l'intégrité du territoire romain, et renouvelait au général l'injonction de ne jamais prendre l'offensive

envers l'Autriche. Cette allocution, qui était suivie, disait-on, d'un ordre secret recommandant au général Durando de rétrograder jusqu'à Ferrare, excita dans Rome et dans les provinces une irritation menaçante. D'une part, la révolte paraissait imminente, de l'autre, Charles-Albert mandait au général Durando qu'il était désormais sur le théâtre de la guerre dont lui-même était le chef, que tout général lui était par conséquent subordonné et ne devait plus recevoir d'ordres que de lui, qu'il eût donc à marcher sans se soucier des injonctions qu'il pourrait recevoir d'ailleurs. L'armée romaine appuya la protestation de Charles-Albert ; la population de Rome exigea du pape qu'il se rétractât. Durando se décida à marcher en avant, et il y fut autorisé, peu de jours après, par Pie IX lui-même.

La situation des provinces de la Vénétie était devenue des plus critiques, car le général Nugent descendait du côté de Trévise, d'Udine et de Bellune, à la tête de douze à quinze mille hommes, dans l'intention de se joindre avec Radetzki, toujours enfermé dans Vérone. Nugent dévastait tout sur son chemin, et prenait toutes les positions qui n'étaient pas assez fortes pour lui opposer une longue résistance. Et si l'on réfléchit que la Vénétie ne possédait pas à cette époque un seul régiment de ligne, on comprendra que l'armée du général Nugent dut y apporter l'effroi et y causer d'affreux ravages.

Après avoir traversé le Pô, Durando marcha lentement vers Trévise, qui était attaquée par les troupes de Nugent. Je dis qu'il marcha lentement, et en effet sa lenteur fut telle que la question était vidée avant qu'il y arrivât, et, grace à la fermeté et à la bravoure des citoyens, elle le fut cette fois à notre avantage. Les soldats de Nugent, redoutant peut-être d'avoir à perdre trop de

temps sous les murs de Trévise, renoncèrent à s'en emparer et se dirigèrent sur Bellune, Udine et Vicence. À peine avaient-ils abandonné les murs de Trévise et pris la direction d'Udine, que Durando rebrousse chemin, et, se résignant à la perte de toute une province, il court se placer à l'endroit où la route de Vienne vient déboucher à peu de distance de Vicence, sur la grande route de Milan à Venise. Il garde cette position pendant que Nugent s'empare de Bellune, d'Udine, de Bassano, et lorsque, n'ayant plus de villes à conquérir, Nugent descend en ligne directe sur Vicence, Durando se retire à Mestre. Nugent arrive sans être inquiété devant Vicence ; il attaque la ville et la bombarde pendant plusieurs heures. Les habitans, aidés par plusieurs corps de volontaires que commande le général Antonini, repoussent Nugent et le contraignent à lever le siége. Nugent s'y résout et reprend le chemin de Vérone, où il entre sans obstacles, amenant au maréchal Radetzki un renfort considérable.

Que devenait pendant ce temps le général Durando ? Il suivait lentement et à petites journées les troupes de Nugent, de manière à se tenir toujours à quelque distance du général autrichien ; et, lorsqu'il l'eut vu faire son entrée à Vérone, il fit volte-face et retourna à Vicence pour y établir son quartier-général. Bientôt, cependant, l'armée autrichienne presque entière, qui était renfermée à Vérone, en sortit pour se porter sur Vicence. Charles-Albert, qui venait, après un combat sanglant, de s'emparer de Rivoli, envoya un courrier à Durando pour lui demander combien de jours il pouvait tenir dans Vicence. — « Six ou huit jours au moins, » répondit le général, et, sur cette réponse, Charles-Albert prit ses mesures pour lui apporter du secours.

La confiance que les habitans de Vicence plaçaient dans l'appui de l'armée romaine eut-elle pour effet de ralentir leur propre activité, et pensèrent-ils que le salut de la ville ne dépendait plus de leur seul courage ? On le croirait en voyant la rapidité avec laquelle les Autrichiens s'emparèrent des hauteurs qui dominent cette ville. C'était un malheur, mais ce malheur était réparable. Le général Durando sembla en juger différemment, car, à peine les canons ennemis avaient-ils commencé à lancer les bombes dans l'intérieur de la ville, qu'il fit déployer le drapeau blanc, signe muet de la reddition de toute place. Les citoyens ne l'eurent pas plutôt aperçu, qu'ils forcèrent le général à le retirer et à continuer le combat ; mais, au milieu de la bataille même, le malheureux drapeau blanc reparut d'un autre côté de la ville. Avertis de nouveau que la capitulation allait être conclue, les habitans furieux tirèrent à plusieurs reprises sur le drapeau et le firent tomber. Toutefois le signe seul disparaissait, la chose demeurait ; la honte était consommée, et la ville se rendait, après un combat de quelques heures, ayant une armée entre ses murs pour la défendre, et une autre armée à peu d'heures de distance pour la secourir. Les termes de la capitulation sont connus. Le général se réservait la faculté de quitter la ville, accompagné de ses soldats et de ceux des citoyens qui voudraient le suivre, avec armes et bagages. Il s'engageait, en son propre nom et au nom de ses troupes, à ne point porter les armes contre l'Autriche pendant trois mois. On était alors au commencement de juin, et ces trois mois sont écoulés.

Le général Durando avait quitté Vicence, suivi d'une partie de la population, et les Autrichiens n'avaient pas craint d'insulter, de maltraiter, au mépris de la convention, les citoyens sortis les derniers de la ville. L'armée romaine avait repris la route de Fer-

rare, et tout était accompli, lorsque les troupes piémontaises se présentèrent devant Vérone. Hélas ! le drapeau jaune et noir y flottait sur tous les murs ; les hommes dépêchés en éclaireurs apportèrent la triste nouvelle que tout était fini à Vicence, et que les Autrichiens victorieux se trouvaient déjà de retour à Vérone. Pourquoi cette lenteur dans la marche des troupes piémontaises ? Leurs chefs répondirent qu'elles étaient fatiguées, et que l'on avait compté sur les six ou huit jours dont avait parlé le général Durando. Je raconte exactement et n'explique pas. Que l'on me permette pourtant d'ajouter que ma conviction personnelle a toujours été favorable au général Durando. Je ne saurais dire quelle peut être sa justification, car il me semble qu'en pareil cas des ordres secrets, de quelque part qu'ils viennent, ne peuvent être considérés comme une justification satisfaisante. Si peu favorables que soient les apparences au chef de l'armée romaine, quelles qu'aient été les tristes conséquences de sa conduite, je me dois à moi-même de déclarer que j'ai connu personnellement le général Durando, et que j'ai toujours cru voir en lui un homme d'honneur et de sens, ami sincère de son pays, incapable d'une bassesse et d'une lâcheté, un de ces hommes enfin sur lesquels, dans des momens difficiles, on se repose avec une pleine confiance. J'ai voulu faire ici cette déclaration pour soulager mon propre cœur et pour persuader le général, comme tous ceux dont je pourrai avoir à parler ici avec quelque sévérité, que ce n'est point la colère de la défaite qui dicte mes paroles, que ce ne sont pas des préventions défavorables qui me portent à faire peser sur eux la responsabilité de tous nos malheurs. Le seul sentiment auquel j'obéis, c'est le désir de justifier mon pays, en faisant retomber les torts qu'on lui attribue sur les vrais coupables. Les populations italiennes, les Lombards et les Vénitiens en par-

ticulier, ont été admirables pendant ces quatre mois. Leurs chefs ont commis des fautes énormes, dont la nation porte aujourd'hui la peine. Si l'Italie souffre pour les fautes d'autrui dans ses intérêts, dans son indépendance, sa liberté, son existence, je voudrais empêcher du moins qu'elle n'en souffrît aussi dans son honneur.

On a vu, par la campagne du général Durando, quelle étrange direction avait été donnée aux opérations du contingent romain. En montrant quel a été le sort d'autres corps auxiliaires, je continuerai la justification de la nation italienne, qui n'a rien négligé, on pourra s'en convaincre, pour prendre sa part des dangers de la guerre.

La Toscane offrit, dès le premier jour, cinq à six mille volontaires, dont une partie fut employée au blocus de Mantoue. Ces malheureux furent traités avec une négligence inhumaine et que j'aurais hésité à croire, si je n'avais eu sous les yeux le témoignage écrit de leur chef. On leur confia le côté des marais, et on les oublia pendant plus d'une semaine dans cette position mortelle. Les marais qui baignent d'un côté les murailles de Mantoue forment un véritable lac d'eau stagnante, et un homme debout dans ces eaux y enfonce jusqu'à mi-corps. C'est là, debout dans ces eaux, que les soldats toscans furent laissés pendant huit jours sans pouvoir seulement étendre leurs membres fatigués et endoloris par la fièvre, et sans que leur sacrifice fût d'aucune utilité pour l'armée lombarde, puisque le prétendu blocus de Mantoue n'existait que du côté du lac, tandis que l'entrée et la sortie de la ville étaient entièrement libres de tous les autres côtés.

Quant au vaillant bataillon universitaire de Pise, qui emportait sur le champ de bataille toutes les espérances d'une génération, personne n'ignore que, chargé de défendre la position de Curta-

tone, il fut abandonné seul aux prises avec une division tout entière d'Autrichiens pendant huit heures, et que les secours tardifs envoyés par Charles-Albert à Curtatone ne trouvèrent que des monceaux de cadavres.

Naples s'était engagé à envoyer en Lombardie une forte armée, et l'ardeur extrême de la population ne permit pas au gouvernement de manquer à sa parole. Chacun connaît l'horrible catastrophe qui rétablit le roi dans l'exercice de son autorité, et lui permit de rappeler ses troupes ; mais ce que l'on ignore, ce sont les causes de cette catastrophe, puisqu'on l'attribue généralement à l'impatience du parti républicain de Naples. Si ce parti existe réellement dans le royaume de Naples, toujours est-il qu'il ne se montra aucunement dans les derniers troubles de ce pays. Il était, depuis quelque temps, question de réformer le statut royal, que personne n'approuvait, et l'opinion publique s'était hautement prononcée pour une seule chambre. La querelle commença par une pétition des députés prêts à s'assembler, qui exprimaient leur désir de voir le statut royal réformé dans le sens indiqué par le vœu unanime du pays. Le roi répondit avec humeur, fit circuler des troupes et se mit en état de défense dans son palais. Le peuple, de son côté, fit des barricades, mais ni lui, ni les soldats ne pensaient que ces préparatifs dussent avoir des suites sérieuses. En effet, les bases d'une transaction amicale venaient d'être arrêtées, lorsqu'un coup de fusil, parti l'on ne sait d'où, donna le signal du combat et alla frapper mortellement un Suisse. Les vengeances royales eurent ensuite leur cours, et exigèrent le retour des troupes. Le général Pépé essaya vainement de retenir son armée sur le théâtre de la guerre ; il vit ses bataillons le quitter peu à peu, et il demeura seul avec quelques lé-

gions de volontaires : c'était sur ceux-ci qu'il fallait en effet s'appuyer.

Naples avait envoyé quatre colonnes de volontaires. Bientôt cependant un tiers au moins de ces jeunes gens rentra dans ses foyers, disant aux Napolitains qui se préparaient à partir comme eux pour la Lombardie : « Les Lombards ne veulent pas de nous ; pourquoi aller les secourir contre leur gré ? » Ce reproche des volontaires n'était fondé qu'à demi. Ce n'était pas la population milanaise qui avait repoussé les Napolitains : elle les avait accueillis comme des frères, et toutes les maisons leur avaient été ouvertes ; mais le gouvernement provisoire semblait prendre à tâche de les fatiguer de leur propre dévouement. Ceux qui étaient arrivés malades, et qui demandaient à se rétablir par quelques jours de repos, étaient menacés des peines infligées aux réfractaires. Ceux qui réclamaient leur solde étaient accusés d'indélicatesse, ceux qui priaient le gouvernement de leur donner des officiers dignes de sa confiance recevaient des reproches pour leur insubordination ; ceux enfin qui désiraient changer de corps et entrer dans les troupes de ligne étaient montrés au doigt pour leur inconstance et leur légèreté. Il était trop évident que la présence des volontaires était considérée comme un inconvénient par leurs chefs ainsi que par le gouvernement, et qu'on eût béni l'événement qui eût délivré l'état de ces importuns auxiliaires.

## IV.

Je viens d'exposer des faits que personne ne peut contredire sérieusement. Si l'on m'objecte que les intentions des chefs du gouvernement et de l'armée étaient bonnes, et qu'un concours de malheureuses circonstances a tout fait, je répéterai que je ne discute ici ni l'innocence ni la culpabilité de personne. Je me borne

à raconter, à rassembler mes souvenirs. Ce qui est évident pour moi, ce qui doit l'être pour tout esprit impartial, c'est que l'Italie tout entière s'était émue à la nouvelle de l'insurrection lombarde, c'est que l'Italie tout entière voulait prendre part à la guerre contre l'Autriche. Quelques hommes seuls ont vu ce noble mouvement avec inquiétude ; ils ont craint que le Piémont ne perdît de son influence à partager le mérite de son dévouement avec le reste de l'Italie. Au moment même où vingt millions de frères ne demandaient qu'à prendre les armes pour sa cause, il fallait que la Lombardie n'oubliât pas qu'elle devait tout attendre, tout espérer du Piémont, et qu'elle ne pouvait prétendre exister autrement que par lui. Il n'est que trop certain qu'une pareille pensée explique seule les dédains étranges, les catastrophes mystérieuses qui ont récompensé si tristement le zèle des volontaires napolitains, toscans, lombards, et abouti finalement à paralyser les généreuses dispositions des peuples italiens. Cela n'a pas empêché cependant ceux mêmes dont les coupables manœuvres avaient amené ce résultat de se répandre en récriminations contre la tiédeur des Italiens en général et des Lombards en particulier. Ces accusations ont même passé les Alpes et retenti jusqu'en France. En présence des faits que j'ai racontés et de ceux qu'il me reste à signaler, on peut dire si elles sont justes.

Le gouvernement provisoire de Milan avait une seule excuse à invoquer pour justifier sa mollesse et ses lenteurs : c'étaient les obstacles que lui opposaient les partis qui divisaient la population autour de lui. Voyons donc si cette excuse est valable.

Lorsque Charles-Albert mit le pied sur le territoire des provinces lombardes, il protesta, on le sait, dans une proclamation solennelle, contre toute pensée ambitieuse, et prit plaisir à s'inti-

tuler l'épée de l'Italie. Il y avait de la chevalerie dans cette déclaration ; il y en avait beaucoup trop pour que le roi de Piémont pût la soutenir jusqu'au bout. Les deux élémens dont se composait le gouvernement provisoire trouvèrent dans la proclamation de Charles-Albert l'occasion de dessiner nettement leur attitude. Le parti royaliste paraissait la considérer comme l'effet d'une exaltation généreuse, et croyait que les Lombards devaient s'opposer de toutes leurs forces à l'exécution d'une promesse imprudente. Le parti républicain célébrait de son côté bien haut cette générosité, la disait pleine de sagesse, et soutenait que c'eût été faire au roi une sanglante injure que de le supposer capable de revenir sur une pareille résolution.

Lorsque Mazzini arriva à Milan, vers le 10 avril, le gouvernement lui fit une réception brillante. Les deux nuances représentées au sein du pouvoir avaient un égal intérêt à bien l'accueillir : les royalistes espéraient le gagner à la cause de la monarchie constitutionnelle, et les républicains se flattaient peut-être, ou d'obtenir, grâce à l'éloquence de Mazzini, la conversion de leurs collègues, ou de les compromettre vis-à-vis de Charles-Albert par leur liaison avec le chef du parti républicain. Cet accueil étonna tout le monde, et fit naître d'abord des soupçons parmi les hommes du parti constitutionnel contre les tendances du gouvernement provisoire, et parmi les républicains contre Mazzini lui-même ; mais ces soupçons étaient mal fondés, et la population ne tarda pas à s'en convaincre en voyant combien le bon accord entre les représentans des deux opinions contraires fut de courte durée. À peine les premiers symptômes de refroidissement se furent-ils manifestés, que les républicains, alors assez nombreux, se groupèrent autour de Mazzini, et l'acceptèrent tacitement pour leur chef.

Il faut bien le reconnaître pourtant, le parti républicain se conduisit avec beaucoup plus de prudence qu'on ne l'a prétendu généralement. Dans le journal qu'il fit paraître à cette époque sous le titre de l'Italie du peuple, Mazzini ne s'opposa aucunement à l'union de la Lombardie et du Piémont ; il se borna à réclamer l'exécution de la promesse royale, et le droit, pour le peuple lombard, de ne rien décider sur son propre sort avant la fin de la guerre, de s'assembler après avoir conquis son indépendance, et de se prononcer, à la suite d'une mûre délibération, sur la forme de gouvernement la plus propre à fonder l'unité et la liberté de l'Italie.

Je ne dois pas négliger de remarquer ici que le parti républicain se partageait en deux camps : le parti républicain unitaire, dont Mazzini était le chef, et le parti républicain fédéraliste, qui se ralliait autour de M. Cattaneo, illustre écrivain et profond économiste milanais. Mazzini et les siens ne pouvaient parler au nom d'une seule province italienne, et, leurs vœux les plus ardens ayant pour objet l'unité de la péninsule, ils devaient nécessairement se borner à insister pour que l'on consultât les différens peuples d'Italie, et pour que la forme du gouvernement à venir fût déterminée par la majorité des suffrages. Entre le parti républicain unitaire et le parti des royalistes constitutionnels, la divergence d'opinion consistait surtout en ceci : — les constitutionnels voulaient former d'abord un état puissant, un royaume de l'Italie du nord, lequel se serait tenu prêt à profiter de toutes les circonstances favorables pour attirer à lui les autres états italiens jusqu'à la constitution d'une seule Italie ; — les républicains unitaires rejetaient ce procédé comme lent et peu sûr, puisqu'il était douteux que les populations du centre et du midi de l'Italie prissent fait et cause pour un prince de la maison de Savoie

contre leurs propres souverains. Ils déclaraient que l'Italie ne pouvait se régénérer que par un élan unanime des peuples italiens qui briseraient résolument avec leur passé, pour commencer une existence nouvelle sur ces nouvelles bases : la liberté, l'indépendance et l'unité. Le fait de la séparation de la Sicile d'avec le royaume de Naples, celui de la réunion du royaume lombardo-vénitien au Piémont, les touchaient peu, et leur semblaient de peu d'importance. Ce n'était ni de la réunion, ni de la séparation de quelques provinces qu'il s'agissait pour eux ; il fallait, à les en croire, un mouvement général de tous les Italiens contre le système des provinces, un mouvement destiné à former d'emblée une seule Italie. Les républicains unitaires s'appuyaient sur la proclamation de Charles-Albert, qui avait déclaré ne rien vouloir accepter des Lombards avant l'expulsion totale des Autrichiens ; ils protestaient n'avoir d'autre but que de mettre le peuple à même de se prononcer avec connaissance de cause, lorsque le moment en serait venu ; ils s'engageaient à respecter le choix du peuple, quel qu'il fût, et à servir la monarchie constitutionnelle, si le peuple l'adoptait par un choix libre et réfléchi. Les constitutionnels, on le voit, ne rencontraient pas des prétentions bien déraisonnables du côté des républicains unitaires.

Il était plus difficile de marcher de bon accord avec les républicains fédéralistes, car, selon eux, tout ce que faisaient les Lombards et les Piémontais partait d'une fausse donnée, s'appuyait sur le faux, et avait pour but une chimère. Ce parti aurait pu sans doute susciter des obstacles à l'œuvre de l'affranchissement de l'Italie, tentée uniquement par les armes piémontaises et lombardes ; mais le chef du parti fédéraliste, M. Cattaneo, n'est ni un intrigant ni un ambitieux inquiet. S'il sent sa propre valeur et aspire à occuper dans son pays une position digne de ses nobles fa-

cultés, la droiture de ses intentions, une sorte de nonchalance et de paresse qui lui sont naturelles, l'empêchent de saisir avidement et sans scrupule toute occasion de parvenir. M. Cattaneo sait se placer dans l'ombre, lorsqu'il juge que sa présence peut nuire soit à lui-même, soit à autrui. Pendant toute la durée de la domination autrichienne, il rechercha l'obscurité, parce que sa propre dignité ne lui permettait pas de se montrer ailleurs qu'au premier rang de l'opposition, et qu'il avait peu de confiance dans le succès de ses adhérens. Depuis le 22 mars, après être demeuré quelques jours à la tête du comité de la guerre, il comprit que ses collègues dans le gouvernement ne tarderaient pas à se tourner contre lui, et que ses opinions pouvaient, d'un moment à l'autre, blesser d'implacables susceptibilités. Il se retira donc non-seulement des affaires, mais renonça même à toute polémique. À partir du moment de sa retraite, c'est-à-dire de la dissolution du comité dont il était le président, M. Cattaneo s'imposa la loi de ne provoquer ni d'accepter aucune discussion politique tant que durerait la guerre. Pas un journal ne put se vanter, en effet, de le compter parmi ses rédacteurs ; pas un club ne put le nommer parmi ses membres. Lorsqu'il s'aperçut que le gouvernement et la population lui attribuaient néanmoins des discours et des écrits séditieux, M. Cattaneo s'enferma chez lui et ne consentit plus à recevoir qu'un très petit nombre d'amis intimes. Il est juste de dire que l'opinion des républicains fédéralistes ne fut pas même représentée dans l'arène des discussions politiques en Lombardie.

Ce que j'ai dit de l'attitude des républicains unitaires et fédéralistes a dû suffire pour montrer que le gouvernement provisoire ne pouvait aucunement attribuer aux menées des partis les embarras de sa situation. Les causes de ces embarras, je les ai fait

connaître, et c'est en lui-même qu'il faut les chercher. Avant de commencer le récit de nos derniers malheurs, j'ai dû montrer sur qui en doit peser la responsabilité. Si l'ennemi nous a surpris avec un trésor vide, une population désarmée, des troupes sans discipline, en face de l'Italie inactive et presque indifférente, on sait maintenant que la population lombarde réclamait en vain des armes, que le désordre et la division étaient au sein du gouvernement provisoire, que ce gouvernement et le quartier-général de l'armée piémontaise avaient refroidi, par une suite de mesures impolitiques, l'enthousiasme fraternel des volontaires italiens. Ces faits étant connus, on comprendra mieux l'histoire des dernières épreuves que la Lombardie vient de traverser, et qui seront pour toute l'Italie, nous l'espérons, un enseignement salutaire.

*Christine Trivulce de Belgiojoso.*

## 02

ET LA

RÉVOLUTION ITALIENNE DE 1848.

DEUXIÈME PARTIE.

LA GUERRE DE LOMBARDIE, LE SIÉGE ET LA CAPITULATION DE MILAN.

I.

Lorsque la révolution milanaise éclata, je me trouvais à Naples. Je ne pus résister au désir de rejoindre aussitôt mes concitoyens, et je me hâtai de louer un bateau à vapeur qui devait me transporter à Gênes. À peine le bruit de mon départ s'était-il répandu, que je pus reconnaître combien la cause lombarde éveillait de chaudes sympathies dans la population napolitaine. Des volontaires de toutes les classes venaient me supplier de les emmener avec moi en Lombardie, et, pendant les quarante-huit heures qui s'écoulèrent avant mon embarquement, ma maison ne désemplit pas : près de dix mille Napolitains voulaient partir sur-le-champ, mais le bateau à vapeur que j'avais loué ne pouvait contenir que deux cents passagers. Ce fut donc un corps de deux cents volontaires seulement que je consentis à transporter en Lombardie, et la petite phalange, on le devine, ne tarda pas à se trouver au complet. On avait rarement vu toute une population s'arracher aussi brusquement à un long repos sous l'influence d'une même pensée de guerre et de dévouement. Parmi les jeunes gens qui demandaient à me suivre en Lombardie, les uns, appartenant aux premières familles de Naples, s'étaient échappés furtivement de leurs maisons pour venir me trouver, et n'emportaient sur eux que quelques carlins ; les autres, modestes employés, échangeaient sans regret contre la vie des camps la place qui les faisait vivre ; des officiers s'exposaient au châtiment des déserteurs pour aller porter le mousquet contre l'Autrichien ; des pères de famille s'éloignaient de leurs femmes et de leurs enfans, et un jeune homme, dont le mariage long-temps attendu devait être célébré le lendemain du jour fixé pour mon départ, faisait passer la défense de la patrie avant les plus chers devoirs.

Je n'oublierai jamais le moment de ce départ. Le temps était admirable, et l'embarquement devait avoir lieu à cinq heures du

soir. Lorsque j'arrivai au bateau, la mer était déjà couverte de légères embarcations accourues de toutes parts afin de nous souhaiter un heureux voyage. Au milieu de cette foule de navires, le nôtre était aisément reconnaissable à la rangée d'armes étincelantes qui couvraient le pont et dépassaient le bordage. Mes volontaires m'attendaient. Pendant les courts instans qui furent remplis par les derniers préparatifs, nous fûmes encore assaillis d'innombrables demandes. De tous les petits bâtimens qui entouraient le nôtre s'élevaient des voix suppliantes pour nous conjurer d'inscrire un nom de plus sur notre liste, déjà complète. Nous ne pûmes malheureusement opposer que des refus réitérés à ces instances si pressantes, et, lorsque notre bateau se détacha du rivage, un seul cri partit de cent mille bouches ; tous nous laissaient pour adieu ces mots : « Nous vous suivrons ! »

Notre traversée fut des plus rapides. À Gênes, nous trouvâmes un accueil vraiment cordial. La population milanaise s'était préparée également à saluer notre arrivée par des témoignages de sympathie auxquels le gouvernement provisoire jugea prudent de s'associer. Mes deux cents volontaires étaient, après les soldats piémontais, les premiers Italiens venus en Lombardie pour prendre part à ce que l'on appelait alors la croisade et la guerre sainte. La présence à Milan du premier corps de volontaires napolitains semblait garantir que la guerre contre l'Autriche allait devenir une guerre italienne, au lieu d'être une guerre lombardo-piémontaise. Les départs consécutifs de quatre autres légions napolitaines vinrent bientôt ajouter au sentiment de confiance que l'arrivée de ces premiers volontaires avait déjà inspiré. Quelques-uns de nos gouvernans se refusèrent pourtant à le partager. Appelée en quelque sorte à répondre du sort des jeunes gens qui m'avaient suivie de Naples à Milan, je cherchai plus d'une fois à

appeler sur eux l'intérêt du gouvernement provisoire, et je me heurtai trop souvent contre une mauvaise volonté qui ne se déguisait guère. Il m'arriva, par exemple, de présenter mes volontaires napolitains comme l'avant-garde d'une armée de cent mille hommes, composée de toute la jeunesse italienne, qui n'hésiterait pas à accourir au moindre appel. — Dieu nous garde, s'écriait-on, d'un pareil secours ! — Je jugeai inutile de prolonger la discussion. Pourtant ce sont des volontaires napolitains qui ont concouru à la défense de Trévise et de Vicence, et aujourd'hui encore Venise renferme dans ses murs attaqués des défenseurs qui ont quitté pour la secourir les beaux rivages de Sorrente et les gorges sauvages de la Calabre.

Quand j'arrivai à Milan, les Autrichiens n'avaient quitté la ville que depuis huit jours, et les barricades encombraient encore les rues. C'était la première fois que je voyais les couleurs italiennes flotter sur les murs de la capitale lombarde. J'éprouvais une joie profonde et sans mélange. Tout m'annonçait que l'enthousiasme politique n'était pas refroidi, mais tout aussi ne tarda pas à me prouver que la situation du pays n'était pas comprise par ceux à qui était échue la difficile mission de la dominer et de la diriger.

Si je jetais les yeux sur le théâtre de la guerre, je ne me sentais rassurée ni par les mouvemens de l'armée piémontaise, ni par la direction donnée aux généreux efforts de nos volontaires. Charles-Albert, à la tête de plus de cinquante mille hommes de belles et de bonnes troupes, marchait, il est vrai, sur les places fortes encore occupées par les Autrichiens, tandis qu'un appel aux armes parcourait l'Italie, et forçait les princes à envoyer leurs contingens en Lombardie. Un moment (ce fut pendant les quelques jours qui précédèrent la capitulation de Durando et le

rappel des troupes napolitaines), le chiffre des troupes régulières italiennes marchant contre l'Autriche s'éleva presque à cent mille hommes. En même temps, le général Perron organisait le contingent lombard, qui devait suffire, et au-delà, à réparer les pertes de cette armée. Personne pourtant ne suivait sans inquiétude la marche de la guerre. Entouré de son vieil état-major de comtes et de marquis piémontais, Charles-Albert se plaisait à tracer des plans stratégiques qui eussent peut-être fait honneur à Frédéric-le-Grand ou à Charles XII, mais qui n'avaient plus de sens depuis la révolution opérée par Napoléon dans l'art de la guerre. Les troupes piémontaises s'avançaient à pas lents vers Mantoue et Vérone, perdant un temps précieux à de longs travaux de siége, tels que chemins souterrains, redoutes, etc., qui ne devaient servir à rien, et chaque jour cependant de nombreux renforts arrivaient d'Allemagne. L'enthousiasme des soldats piémontais se refroidissait d'ailleurs, il faut bien l'avouer, devant les souffrances qui venaient les surprendre loin de l'ennemi. C'est surtout l'armée piémontaise qui eut à se plaindre du gouvernement provisoire. Les autorités communales, qui avaient été maintenues dans leurs fonctions, étaient pour la plupart aux gages de l'Autriche, de sorte que les vivres destinés aux Piémontais furent très souvent livrés aux Autrichiens. En même temps, aucune manœuvre de l'armée italienne n'échappait aux espions de Radetzky. De là une défiance qui devait bientôt séparer fatalement deux peuples dont l'union importait au salut de l'Italie.

Du côté de la frontière, défendue par nos volontaires si dédaignés, la guerre avait un autre caractère. Il faut le dire à la louange des jeunes légions italiennes, les seuls passages à travers lesquels aucun Autrichien ne put se frayer un chemin, ce furent les défilés des Alpes tyroliennes, placés sous leur garde, dominant Brescia,

Bergame et Salo. On accusait, il est vrai, les volontaires de manquer de discipline et d'unité dans leurs mouvemens. Pendant plusieurs jours, en effet, après l'ouverture des hostilités, les commandans Mannara, Anfossi, Thamberg, Griffini, Torre, Borri et Arcioini avaient été livrés à leurs propres inspirations, et chacun avait pu diriger ses colonnes comme bon lui semblait. Enfin, le bruit s'étant répandu que le Tyrol avait été occupé par nos volontaires, la crainte d'agir contrairement au droit des gens et d'attirer sur lui-même le courroux de la diète de Francfort décida le gouvernement provisoire de Milan à investir du commandement des colonnes de la frontière le général Allemandi, Piémontais d'origine, mais dont la Suisse était la patrie d'adoption. Les marches et contre-marches inexplicables qui furent exécutées sous les ordres de ce général, et dont les suites furent souvent désastreuses, firent bientôt crier à la trahison. Je ne rapporterai qu'un seul des faits qu'on mit en avant contre le général Allemandi.

Dans les premiers jours d'avril, quelques volontaires de la colonne Mannara s'étaient attardés dans le village de Castel-Nuovo, situé à quelques toises du lac de Garda, du côté de la grande route de Milan à Venise. Surpris pendant la nuit par un corps d'Autrichiens qui leur était dix fois supérieur en nombre, les volontaires lombards réussirent, à force de bravoure et de sang-froid, à se dégager en bon ordre du cercle fatal qui les enfermait ; mais Castel-Nuovo restait, et les Autrichiens résolurent d'assouvir leur rage sur les habitans. Le bruit de la fusillade et du tocsin ne tarda pas à avertir le corps des volontaires, campé à Riva, sur les bords du lac, que l'on se battait du côté de Castel-Nuovo. Le général Allemandi se décida à envoyer quelques hommes au secours de ce malheureux village. Tous les volontaires sont en un

instant rassemblés et prêts à partir. Ils reçoivent des complimens sur leur zèle et l'ordre de s'embarquer sur un bateau à vapeur qui va les transporter à quelques pas de Castel-Nuovo. On part ; ces volontaires étaient, pour la plupart, des jeunes gens de bonne famille, accoutumés à une vie douce et même efféminée, n'ayant jamais vu le feu, ni supporté les fatigues des camps. Ils n'en étaient que plus impatiens et plus joyeux de se trouver en face de l'ennemi. Le bateau avait gagné le large ; les volontaires apercevaient à quelque distance un point lumineux dont le reflet colorait en rouge une partie du ciel ; ils comprenaient que c'était là Castel-Nuovo en feu, et ils eussent volontiers gagné la terre à la nage. Une heure, deux heures s'écoulent, et Castel-Nuovo ne semble pas se rapprocher. Un des volontaires qui avait servi jadis dans la marine autrichienne, soupçonnant quelque ruse, descend alors à la machine ; il trouve les robinets ouverts, de façon à ce que la vapeur s'échappât au lieu de pousser la roue. Il remonte, et le machiniste, interrogé sur un fait aussi étrange, répond en tremblant que tel est l'ordre donné par le capitaine du bateau. Le commandant du détachement des volontaires est alors averti, le capitaine du bateau est arrêté, le machiniste reçoit l'ordre de remettre la machine en mouvement ; mais il était trop tard. Lorsqu'au point du jour les volontaires purent atteindre le rivage, la dernière maison de Castel-Nuovo achevait de brûler, et la dernière victime des Autrichiens rendait l'ame. Le capitaine du bateau fut remis entre les mains du général Allemandi et des magistrats civils de Riva pour qu'on instruisît son procès, précaution fort inutile, car, deux jours plus tard, il fut rendu à la liberté, et put remonter sur son bateau, qu'il continua de commander.

Le général Allemandi ne tarda pas à être rappelé par le gouvernement de Milan, qui enjoignit aux autorités de Bergame de

lui donner une escorte jusqu'à Milan. Le gouvernement central lui destinait une escorte d'honneur ; mais le bruit de la trahison du général était si généralement accrédité, que les autorités de Bergame pensèrent qu'il s'agissait d'une escorte de sûreté. Elles le placèrent donc au milieu d'un escadron chargé de le conduire jusqu'à Milan, où le général arriva un matin dans le triste appareil d'un prisonnier d'état. Le gouvernement lombard se hâta de lui accorder réparation pleine et entière. Aucune enquête publique n'eut lieu, et on déclara officiellement que le général Allemandi était un excellent patriote. Le colonel Jacques Durando, auteur d'un ouvrage sur l'Italie et frère du commandant de l'armée romaine, fut promu au grade de général, et remplaça Allemandi dans le commandement des volontaires.

Je n'ai pas à raconter l'histoire des combats et des fatigues qui éprouvèrent la patience des légions confiées au général Jacques Durando. Avant toutefois d'aborder le récit des événemens qui se passèrent au cœur de la Lombardie, je me bornerai à indiquer les principales positions occupées par ces volontaires. Les faits que j'ai déjà racontés me dispensent de dire comment ces positions furent défendues. Les colonnes de Mannara, Anfossi, Thamberg, occupaient les défilés qui mènent des lacs de Garda et d'Idro dans le Tyrol italien, la vallée de Lodrone, le fort d'Anfo, le pont de Storo, la vallée du Caffaro, les monts du Fouale, etc. Les colonnes Griffini, Torres et Arcioni s'étaient portées du côté de Mantoue. Outre la première colonne de volontaires napolitains qui fut incorporée à la colonne Thamberg, d'autres légions des mêmes volontaires furent dirigées de Pavie par les bateaux du Pô sur Mantoue et sur la Vénétie. Des bataillons de volontaires des duchés se portèrent du même côté ; enfin les volontaires toscans, et le bataillon universitaire de Pise entre autres, gardèrent aussi

les environs de Mantoue. La Vénétie tout entière était confiée aux volontaires de la légion Antonini, venue de Paris et composée d'Italiens, de Français et de Polonais. On y avait également envoyé une partie de la garde nationale de Milan, qui avait obtenu d'être mobilisée, et à laquelle s'étaient joints les séminaristes de cette ville.

Telle était donc la situation des forces italiennes : aux frontières et dans la Vénétie, de nombreux corps de volontaires luttant contre des difficultés sans nombre avec un courage infatigable ; dans la Lombardie même, l'armée piémontaise en présence des Autrichiens maîtres de quelques places fortes. Quant à l'attitude des troupes ainsi partagées, on peut la caractériser en deux mots : si l'armée piémontaise opérait trop méthodiquement, il est juste de dire que les mouvemens des volontaires péchaient par absence complète de méthode. Pendant que la guerre se faisait ainsi d'une part avec la lenteur d'une tactique surannée, et de l'autre avec toute la témérité de l'inexpérience, voici ce qui se passait à Milan.

## II.

Je m'étais attendue à y trouver la discussion établie sur la forme du gouvernement qui conviendrait le mieux à la Lombardie. Aussi ne fus-je pas médiocrement étonnée d'apprendre en arrivant que le mot d'ordre des constitutionnels était le silence. Je demandai aux principaux représentans de ce parti pourquoi l'on ne s'adressait pas au peuple par des discours, aux classes plus lettrées par des écrits. L'on me répondit avec effroi qu'agir ainsi, ce serait manquer à toutes les lois de la prudence ; que, le parti républicain étant de beaucoup le plus fort, les constitutionnels n'avaient d'autre moyen pour ne pas divulguer leur faiblesse,

que de faire le moins de bruit possible, de vivre enfin comme s'ils n'existaient pas. Je fis remarquer à ceux qui me tenaient ce langage qu'une pareille tactique ne me paraissait nullement propre à relever une cause compromise. Je ne fus pas écoutée ; mais je ne perdis pas courage, et je me décidai à tenter presque seule ce que des constitutionnels trop timides avaient déclaré impossible.

L'expérience m'avait appris ce qu'une idée juste gagne à se servir sans relâche de tous les modes de propagation et de publicité. Quelques amis partageant à cet égard ma manière de voir, nous nous efforçâmes de faire accepter, en les répétant sans cesse, des vérités que notre pays avait pour le moment un intérêt essentiel à ne pas méconnaître. Nous disions que ce qu'il nous fallait d'abord, c'était une armée capable de nous délivrer des Autrichiens ; que pareille armée n'existait qu'en Piémont, ce qui rendait nécessaire notre union avec ce pays ; que, l'esprit de la nation piémontaise étant éminemment monarchique, nous ne pouvions accomplir cette union qu'en adoptant pour forme de gouvernement la monarchie constitutionnelle. Après deux ou trois semaines de discussion verbale, nous publiâmes un journal intitulé le Crociato, qui devint l'organe d'une nuance des constitutionnels. Je fis paraître aussi deux courts écrits sur la forme de gouvernement la plus favorable à notre affranchissement. L'accueil fait à ces publications, de fort peu d'importance en elles-mêmes, démontra suffisamment que le parti républicain n'était ni aussi considérable ni aussi contraire à toute transaction qu'on le supposait. La question une fois posée sur ce terrain : — la Lombardie doit-elle s'unir au Piémont, ou former à elle seule un état indépendant ? — fut bientôt et presque unanimement résolue dans le sens de l'union avec le Piémont. Cette solution impliquait l'adoption du gouvernement constitutionnel et assurait ain-

si le triomphe de la monarchie représentative, puisque les opinions contraires croyaient devoir ou se condamner au silence ou se rallier transitoirement à l'opinion constitutionnelle. Quelques jours de discussion avaient ainsi mis en évidence la très grande majorité qui était acquise à cette dernière opinion. On fit hommage de ce résultat au bon sens national, qui s'était promptement converti au système monarchique. La vérité est que le bon sens national n'avait jamais perdu de vue les avantages réels qui résultaient pour la Lombardie de son union avec le Piémont.

La question paraissait donc vidée, et le gouvernement provisoire voyait ainsi disparaître une des grandes difficultés de la situation ; mais ses actes imprudens ne tardèrent pas à lui créer de nouveaux obstacles. Au moment où le besoin de l'union se faisait sentir à tous les partis, une suite de mesures maladroites vint rétablir d'anciennes divisions et réveiller partout l'inquiétude. Pendant quelques jours, Milan reprit confiance, se reposant sur la force des armées réunies de la Lombardie et du Piémont, ainsi que sur les promesses formelles du roi. Bientôt cependant il fut impossible de persister dans cette confiance. Les employés n'étaient plus payés qu'à de rares intervalles et par de faibles à-compte, l'armement de nos soldats n'avançait pas ; les membres du gouvernement ne parlaient que de leurs embarras pécuniaires, de l'impossibilité d'acheter des fusils, de fournir les équipemens, etc. On parlait souvent dans la ville des mesures étranges auxquelles l'un des secrétaires du gouvernement provisoire avait conseillé de recourir pour se procurer l'argent nécessaire aux paiemens de la fin du mois. Il fallait, disait-il, aller demander cet argent de porte en porte ; et comme on lui objectait que les citoyens ne donneraient pas d'argent et que tout serait dit : « Eh bien ! en ce cas, ajoutait-il, nous nous ferons suivre par

une bande de peuple à laquelle nous dénoncerons les récalcitrans. » Les mêmes hommes qui proposaient sérieusement de confier au peuple un si étrange rôle étaient pourtant ceux qui se montraient le plus contraires à son intervention dans les affaires politiques.

Ce fut au milieu de ces agitations que le bruit du mécontentement général de l'armée piémontaise se répandit sourdement dans la ville. Des individus arrivant du quartier-général représentaient le roi comme résistant avec désespoir aux instances de ses lieutenans et de ses soldats, qui exigeaient ou la prompte réunion de la Lombardie au Piémont, ou la conclusion de la paix et le retour au-delà du Tésin. Le roi craignait, ajoutait-on, de ne pouvoir s'opposer sans péril aux résolutions de son peuple, car il n'était plus qu'un prince constitutionnel et se voyait dès-lors forcé de rendre compte aux chambres de sa conduite et de ses actions. L'effet de ces bruits fut, on le devine, de replacer la population lombarde en face d'une question dont elle avait résolu d'ajourner prudemment le débat, pour ne pas se diviser avant la fin de la guerre. L'esprit de dissension reparut dès-lors dans la ville, et les partis s'agitèrent de nouveau.

Les hommes dévoués à l'opinion républicaine, ceux qui voulaient bien accepter Charles-Albert, mais à la condition que telle fût, sans nul doute, la volonté nationale, ceux qui ne considéraient pas le concours du Piémont comme nécessaire à notre triomphe, étaient d'avis de ne prendre aucun souci des plaintes des Piémontais, et de ne rien changer à la détermination sagement prise dès le commencement de la guerre. Ceux qui voyaient dans les rapports arrivés du camp l'expression sincère des sentimens piémontais, et qui n'espéraient pas pouvoir vaincre sans la

coopération de Charles-Albert, reprochaient aux républicains de préférer au salut de la patrie le triomphe d'un principe et de ne vouloir ajourner l'union que dans l'espoir de l'empêcher plus tard. De tels reproches chaque jour échangés n'excitaient que trop puissamment l'esprit de discorde. Effrayée du progrès de cette irritation dangereuse, je proposai alors au gouvernement d'ouvrir dans chaque paroisse des registres sur lesquels tous les citoyens seraient appelés à déclarer : 1 quelle forme de gouvernement ils choisissaient ; 2 s'ils préféraient voir cette forme de gouvernement s'établir immédiatement ou attendre dans le statu quo la fin de la guerre. M. Gioberti avait fait, dit-on, vers le même temps, une proposition assez semblable à la mienne, sauf quelques modifications qui furent adoptées. On va juger de la portée de ces modifications.

Le gouvernement ouvrit des registres dans chaque paroisse. Sur la page de gauche, les citoyens qui voulaient attendre pour se donner à Charles-Albert que la guerre fût terminée étaient invités à s'inscrire ; ceux qui désiraient au contraire l'union immédiate avec le Piémont devaient écrire leur nom sur la page de droite. L'on voit qu'il ne s'agissait pas de choisir entre la république et Charles-Albert. Charles-Albert était présenté comme inévitable ; il restait à décider si l'on voulait se donner à lui sur-le-champ ou attendre la fin de la guerre. À l'appui de cette mesure, le gouvernement donnait moins des explications que des ordres. L'on disait aux populations : Le gouvernement provisoire est dans le plus grand embarras ; ses finances sont épuisées ; il ne peut mettre une armée sur pied ; il va être forcé de demander aux populations d'énormes sacrifices qui ne pourront, en aucun cas, lui suffire. Que sera-ce si l'armée piémontaise se retire ? Le retour des Autrichiens est inévitable. Si vous vous donnez au contraire

sans délai à Charles-Albert, le gouvernement provisoire se démet, vos finances vont se trouver fondues avec les finances très prospères du Piémont et gérées par les sages administrateurs piémontais. L'armée piémontaise sera la vôtre, et vos soldats lombards, incorporés dans les régimens piémontais, seront instruits et dirigés par de véritables officiers. Le Piémont est un état fortement constitué, et ce n'est qu'en vous unissant à lui que vous sortirez du régime provisoire où vous vous traînez douloureusement depuis deux mois.

C'est à peine s'il y eut quelques noms sur la page de gauche ; mais la susceptibilité de la population avait été vivement blessée, et des germes nombreux de mécontentement avaient été répandus. Ceux qui souhaitaient la république et qui ne voulaient se soumettre qu'à la volonté nationale librement exprimée se plaignirent non sans raison de ce que l'on écartait implicitement une question importante, en ayant l'air de la considérer comme déjà résolue. Quant aux partisans éclairés de la monarchie constitutionnelle, ils ne pouvaient admettre qu'il fût sage de se défier ainsi du libre jugement des Lombards. Ne valait-il pas mieux poser franchement la question et offrir le choix à la nation lombarde entre la république et la monarchie ? Oui, sans doute, car on n'eût fait par ce moyen que constater la grande minorité du parti républicain.

Quelques membres du gouvernement provisoire se rendirent auprès du roi pour lui apprendre le résultat du dépouillement des registres, et lui apporter l'hommage de ses nouveaux états. Charles-Albert se montra fort calme et peu empressé ; il répondit que c'était aux chambres de Turin à se prononcer définitivement sur l'acceptation de ce surcroît de territoire. Les députés se ren-

dirent donc à Turin, où ils ne furent pas très favorablement accueillis. Le parti de la cour ne voyait pas sans inquiétude l'adjonction d'une province dont la population avait des instincts républicains, des mœurs et des habitudes démocratiques. La clause insérée par les Milanais dans leur acte de fusion, touchant la convocation d'une assemblée constituante à laquelle il appartiendrait de régler les rapports des différentes provinces entre elles, ainsi que ceux du peuple et du pouvoir, fut interprétée par la noblesse piémontaise comme un faux-fuyant et une réserve en faveur de la république. On craignit aussi que la constituante lombarde ne s'ingérât de déplacer le siége du gouvernement. Cette double crainte, habilement exploitée par les ennemis de l'unité italienne, donna lieu à plusieurs séances scandaleuses, et accrédita l'opinion déjà répandue en France au sujet de nos discordes municipales.

Milan pourtant ne s'était que faiblement ému à l'annonce des démonstrations hostiles que la proposition de fusion avait suscitées au sein du parlement de Turin. Les députés milanais accédèrent à un amendement par lequel il était interdit à la future assemblée constituante de mettre en question l'existence de la monarchie constitutionnelle personnifiée par un prince de la maison de Savoie et les priviléges de la ville de Turin en sa qualité de capitale. Cette concession termina le débat. Peu de temps s'écoula entre la fusion (je me sers de l'expression consacrée) de la Lombardie et celle de la Vénétie. Le même cérémonial fut adopté pour celle-ci, et le résultat principal d'événemens aussi graves fut la création d'un ministère dans lequel les différentes provinces, les anciennes comme les nouvelles, avaient leurs représentans. — MM. Casati et Collegno représentaient la Lombardie, M. Pareto Gênes, M. Gioja Parme, M. Paleocopo Venise. — Cette dernière

ville s'était réunie au Piémont pour en obtenir des troupes. Elle reçut deux ou trois mille Piémontais et un secours pécuniaire de 800,000 fr. Milan s'était donné au Piémont dans l'espoir d'être délivré sans retard de son gouvernement provisoire. Pendant long-temps encore, son espoir fut déçu. L'autorité demeura à ceux qui en avaient fait jusque-là un si déplorable usage. Les sacrifices dont on avait menacé le pays, dans le cas d'une résistance aux demandes du Piémont, lui furent imposés aussitôt après la fusion, et l'armement ne marcha pas plus vite.

Les actes qui précédèrent la dissolution du gouvernement provisoire montrèrent, il est vrai, que ce gouvernement lui-même avait le sentiment de son impuissance. Quant à la population milanaise, peut-on sérieusement la rendre responsable des désastres qui se succédèrent si rapidement ? Est-il bien vrai que le gouvernement n'eût en face de lui que des partis irréconciliables ? C'est ce qu'il faut, avant tout, examiner.

Ce n'étaient pas ses opinions que l'on reprochait au gouvernement provisoire. Ce qu'on lui reprochait surtout, nous le répétons, c'étaient ses lenteurs inexplicables et les tendances autrichiennes de sa police. Il n'y avait pas, à proprement parler, deux partis à Milan. Les républicains avaient mis leur république en quarantaine, et se contentaient de soutenir la supériorité théorique de cette forme de gouvernement dans le journal de M. Mazzini, sans songer à la mettre en pratique dans le moment actuel. La garde nationale, qui représentait la classe moyenne, s'était constituée en assemblée délibérante, et envoyait une ou deux fois par semaine des députés au gouvernement pour lui adresser des remontrances et des conseils. À côté des républicains qui ajournaient de bonne grace la mise en pratique de leurs théories, à

côté de la classe moyenne qui s'efforçait d'arracher le gouvernement à son apathie dangereuse, l'attitude du peuple faisait honneur à son bon sens, à sa modération. Le peuple sentait à merveille le tort que le gouvernement faisait à sa cause. S'il supportait avec patience une domination si funeste au pays, c'est qu'il tenait surtout à ne point mériter le reproche de se plaire aux désordres civils, pendant que l'ennemi était à ses portes. Il n'ignorait pas qu'il faudrait substituer au gouvernement du 22 mars un gouvernement nouveau, qu'il faudrait composer celui-ci d'hommes plus ardens, plus énergiques, et qu'on ne trouverait de pareils hommes que dans les rangs du parti républicain. Or, le peuple se disait : Si nous renversons nos gouvernans pour leur substituer les partisans de la république, que dira-t-on de nous ? Que nous avons fait un mouvement républicain, anticonstitutionnel, antipiémontais ; la discorde se mettra entre l'armée piémontaise et le peuple lombard, entre les républicains et les constitutionnels, et notre désunion fera la joie de l'Autriche. Souffrons tout plutôt que de fournir le plus léger prétexte à nos ennemis. Forçons le gouvernement à marcher, mais ne le renversons pas, et attendons qu'il soit naturellement absorbé par le gouvernement piémontais. Le peuple comme la classe moyenne, se bornait donc à de simples démonstrations, auxquelles les dépositaires du pouvoir ne répondaient que par des promesses.

Toutefois le gouvernement lui-même, nous l'avons dit, avait fini par sentir sa faiblesse et par agir en conséquence. Pressé et harcelé par les dénonciations journalières de la presse et de la voix publique, le ministre de la guerre destitua le plus taré de ses employés, celui dont la nomination avait causé le plus de scandale : il pria le gouvernement de charger une commission de mettre en ordre les comptes du ministère et d'épurer son admi-

nistration. La commission siégea pendant quelques jours au ministère ; mais son règne fut de courte durée, car elle déclara, ces quelques jours écoulés, que le désordre était trop grand pour qu'il fût possible d'y porter remède à moins de pouvoirs plus étendus que ceux dont elle jouissait. La commission se sépara donc, et le désordre continua.

La police suivit l'exemple du ministère de la guerre. Ne pouvant plus supporter les reproches trop fondés que lui attirait son entêtement à employer des créatures de l'Autriche, le triumvirat de la police nomma ou fit nommer par le gouvernement provisoire une commission dite des sept, dont les attributions consistaient à rechercher les correspondances, les conspirations et les tendances autrichiennes partout où il s'en trouvait, et à en faire bonne et prompte justice. Ceci avait lieu peu de temps après l'irruption des forçats de Mantoue dans le Milanais. Quelques actes de sévérité firent un moment espérer au peuple qu'il serait enfin délivré des impurs débris du régime autrichien. Cet espoir fut bientôt déçu. L'homme le plus influent des sept se rencontrait souvent dans les salons avec les membres de l'ancien triumvirat : la conformité des occupations ne tarda pas à changer ces relations toutes mondaines en des rapports plus intimes ; les sept et les trois finirent par travailler ensemble, par se concerter sur les mesures à prendre, et il ne leur manqua que l'habileté pour donner à Milan son conseil des dix.

La commission réformatrice du ministère de la guerre s'était dissoute, et le ministre, M. Collegno, appelé à remplir ces mêmes fonctions dans le cabinet de Turin, avait été remplacé à Milan par le général Sobrero, Piémontais peu connu dans cette ville. Il fallut donc que le gouvernement cherchât de nouveau à s'abriter

contre la défiance générale, et il nomma un comité dit de défense, composé de trois membres, le général Fanti et MM. Restelli et Maestri. Peu de jours après la nomination de M. Casati à la présidence sans portefeuille du nouveau ministère, ou, pour mieux dire, du ministère remanié, un commissaire royal, le général Olivieri, se présentait au palais du Marino et exhibait le décret qui le substituait au gouvernement provisoire, déjà en partie dispersé. Ceux des membres de ce gouvernement qui occupaient encore leurs places élevèrent quelques objections contre la forme de cette substitution ; mais peu de jours suffirent pour corriger ce que cette forme pouvait avoir d'imparfait, et le gouvernement provisoire de la Lombardie s'éteignit sans bruit, sans éclat, presque furtivement, et sans laisser derrière lui aucun regret. Son dernier acte fut un avis quelque peu comminatoire adressé à tous les citoyens, qui étaient invités à porter à la monnaie le superflu de leur argenterie. On réalisa ainsi une somme de quatre millions. La création du comité de défense avait eu lieu vers le milieu de juillet ; la substitution du commissaire royal au gouvernement provisoire se fit le 20 du même mois. Milan ne savait encore quel jugement porter sur un si brusque changement de régime, lorsque de graves événemens, préludes de nos derniers désastres, vinrent détourner et absorber l'attention publique.

## III.

C'est le 26 juillet qu'arriva à Milan la nouvelle d'une victoire éclatante remportée par les Italiens et de la prise de Vérone. Les dispositions stratégiques du roi et de ses généraux avaient été sévèrement blâmées jusqu'à ce jour. On avait peine à comprendre comment l'on osait, avec une armée de cinquante mille hommes, occuper une ligne de vingt à trente lieues, sur laquelle s'ouvraient

comme trois batteries terribles les forteresses de Mantoue, de Vérone et de Legnago, gardées chacune par des forces considérables. La nouvelle de cette victoire dissipa nos appréhensions, et on admira le bonheur étrange qui faisait tourner nos fautes mêmes à notre avantage.

Cette joie fut de courte durée, et presque immédiatement l'annonce d'un revers vint nous surprendre. Interdits, nous ne savions à laquelle des deux nouvelles ajouter foi, et nous nous rassurions par la pensée que même un revers ne pouvait être irréparable, pour peu qu'on sût tirer parti des ressources du pays, trop long-temps négligées par le gouvernement provisoire. Bientôt cependant nous apprîmes que les troupes piémontaises avaient abandonné les belles positions de Rivoli, de Valeggio, de Volta et de Somma-Campagna, pour se concentrer à Goito. L'ennemi avait donc passé le Mincio sans autre combat. À partir de ce moment, chaque jour nous apporta la nouvelle d'un mouvement rétrograde. De Goito, les troupes piémontaises s'étaient repliées sur Crémone ; un jour plus tard, c'était à Pizzighettone qu'elles se trouvaient. Le jour suivant, les troupes avaient atteint Lodi, tandis que le quartier-général du roi était à Codogno, gros bourg à cinq milles de Lodi même, sur la route de Crémone. Ce fut à Lodi que les troupes piémontaises firent une première halte. Il fallait laisser à lord Abercromby le temps de visiter le chef de l'armée ennemie et de lui demander un armistice de deux mois au nom de l'Angleterre et de la France.

J'habitais alors la campagne, à trois petites lieues de Milan, sur la route de Pavie et du côté de Lodi. Depuis que les événemens avaient pris une certaine gravité, je ne laissais point passer de jour sans me rendre dans la ville, car il importait, selon moi,

que ceux des nobles et des riches dont le dévouement à la cause italienne était connu protestassent, par leur présence à Milan, contre l'exemple de l'émigration donné par quelques grandes familles. Ayant appris l'arrivée des Piémontais à Lodi, je résolus de m'y rendre aussitôt, pour recueillir des renseignemens précis sur les derniers événemens ; mais je voulus, avant tout, me rendre compte de l'état des esprits tant à Milan que dans la campagne.

Le jour où je partis pour Lodi (le 2 août), Milan était calme. Charles-Albert, disait-on, n'ayant pu, faute de vivres, défendre la ligne du Mincio, avait dû se retirer jusqu'à l'Adda pour y attendre l'arrivée de l'armée française et de sa propre réserve, ainsi que de la garde nationale mobile. Le comité de défense, que le général Olivieri avait confirmé dans ses fonctions et auquel de pleins pouvoirs avaient même été confiés, venait d'envoyer des ingénieurs le long de la ligne de l'Adda pour la fortifier et pour élever les eaux de la rivière de manière à ce qu'elle ne fût pas guéable. L'ordre avait été expédié en même temps aux autorités de Cassano-d'Adda (gros bourg situé sur cette rivière, à quatre lieues de Milan) pour que le pont fût rompu. L'on fit remarquer au comité qu'un troisième pont, celui de Bisnate, se trouvant entre celui de Lodi et celui de Cassano, et sur la route directe de Crémone, c'était par là que les Autrichiens tenteraient probablement le passage. Or, l'on ignorait si des précautions avaient été prises par les Piémontais pour couper les communications sur ce point. Le comité, tout en refusant d'admettre que la prudence piémontaise eût pu négliger ce soin, envoya en toute hâte le capitaine Gatti à Bisnate, avec mission de faire sauter immédiatement le pont. Le capitaine Gatti était à peine sorti de la ville, qu'il fut rejoint par un messager du général Salasco, qui l'engagea, au nom de cet officier supérieur, à ne pas continuer sa route, assurant que le pont

de Bisnate se trouvait gardé par un détachement piémontais que M. Salasco lui-même y avait envoyé. M. Gatti ne crut point néanmoins devoir revenir sur ses pas, car il se proposait de rendre compte au gouvernement de la situation du pays ; seulement il se pressa moins. Arrivé à Bisnate, il est fort étonné de ne pas apercevoir un seul soldat piémontais : il se dirige vers le pont ; mais, avant qu'il ait pu s'en approcher, une douzaine de coups de feu l'avertit que le rivage est gardé, et qu'il est trop tard pour empêcher l'ennemi de passer l'Adda. M. Gatti dut revenir sans avoir pu rencontrer le détachement promis et annoncé par le général Salasco.

Quoi qu'il en soit, l'attitude de Milan au moment où, prête à me rendre à Lodi, je passai dans cette ville, était, je le répète, calme et digne. Dans la campagne, au contraire, tous les symptômes du désespoir et de la terreur me frappèrent douloureusement. Dans un rayon de trois ou quatre lieues, à partir de Milan et du côté méridional, tous les villages étaient déserts, et la grande route était encombrée de familles entières, qui traînaient après elles des provisions pour quelques jours et les objets auxquels elles tenaient le plus. Les vieillards et les enfans suivaient de leur mieux ; les infirmes étaient portés par les jeunes et les forts. L'alarme se répandait de temps à autre dans cette foule éplorée. Le fracas d'un chariot roulant dans le lointain, le pas de quelques troupeaux, le moindre bruit suspect devenait un signe d'alarme. On criait aussitôt de toutes parts : Voici les Autrichiens ! et l'ordre gardé par ces longues colonnes de fugitifs était rompu ; des cris et des sanglots s'échappaient de toutes les poitrines ; les plus timides s'enfuyaient au hasard à travers champs ; les plus braves ou les plus résignés s'asseyaient sur le bord de la route, et, jugeant tout effort inutile, ils se recomman-

daient à Dieu. Péniblement émue de ce spectacle et ne sachant quel conseil donner aux malheureux paysans qui se pressaient autour de moi, je fis du moins tous mes efforts pour leur rendre un peu de confiance. Je leur appris le but de mon voyage, et j'obtins d'un grand nombre de ces familles fugitives qu'elles consentiraient à attendre mon retour avant de continuer leur marche.

Je trouvai la ville de Lodi remplie de troupes. Les soldats paraissaient fatigués et souffrans, mais non abattus. Ils ne parlaient que de l'avenir et nullement du passé, ce qui est toujours un signe infaillible d'énergie et de vitalité. Leurs discours roulaient sur la guerre, sur la prochaine déroute des Autrichiens, sur la protection que Dieu ne pouvait leur refuser. J'admirais l'expression martiale de ces visages amaigris ; j'écoutais avec émotion les chansons militaires qui sortaient de ces lèvres blêmes, de ces poitrines décharnées, comme à l'ouverture d'une campagne. Quelque chose me disait que l'Italie ne pouvait pas périr, tant qu'elle s'appuierait sur de pareils hommes.

Charles-Albert se tenant toujours à Codogno, j'avais demandé à voir l'un des aides-de-camp, soit du roi, soit des princes. L'un de ces officiers, dont je crois devoir taire le nom, vint bientôt me trouver. Je lui parlai de l'inquiétude mortelle qui régnait dans nos campagnes et de l'incertitude qui pesait sur la population milanaise relativement aux intentions du roi. Cet officier me fit un tableau touchant des souffrances de l'armée, qui, dans certains jours, avait complètement manqué de vivres. Il parut douter du désir que j'attribuais aux Milanais de défendre leur ville ; mais, lorsque je l'interrogeai formellement sur les intentions du roi, il se renferma tout à coup dans une réserve étrange, m'avouant qu'il ignorait jusqu'à quel point je pouvais être informée sans in-

convénient des projets du roi, et m'assurant que ces projets étaient connus à cette heure de certains membres de l'ancien gouvernement provisoire. Je le priai alors de remarquer que je ne demandais à connaître aucun secret, mais seulement à apprendre ce que tout le monde était intéressé à savoir. J'insistai sur le danger qu'il y avait à tenir la population de Milan dans un état d'incertitude qui pouvait amener de graves désordres ; je demandai instamment qu'on me mît à même de rassurer ceux de mes concitoyens qui avaient en moi quelque confiance. L'officier hésitait encore ; il était évidemment sous le coup d'une émotion pénible. Enfin il me dit que la route choisie par le roi devait m'être un gage suffisant de sa résolution de défendre Milan à tout prix. « Je vous dis, reprit-il en s'interrompant, je vous dis ce qui est évident pour tout homme ayant quelques notions de stratégie et de topographie ; mais je ne vous parle point au nom du roi, qui ne m'a pas autorisé à le faire. — Puis-je répondre à mes concitoyens, demandai-je, que le roi veut les défendre ? — Mais il me semble que cela est évident ; sans cela, pourquoi serait-il venu par ici ? » Cet officier se mit alors à me faire un éloge mérité de ses troupes. « Les pauvres soldats se désolent de cette retraite, » me dit-il, et, tout en disant ces mots, de grosses larmes coulaient le long de ses joues maigres et brûlées par le soleil. « De cette retraite, ai-je dit retraite ? C'est fuite que je devrais dire. Oui, madame, ajouta-t-il avec un accent de colère et d'amertume, voilà huit jours que nous fuyons ignominieusement, et nous ne savons pas devant qui. » Il ajouta que lord Abercromby était dans le camp autrichien, et qu'il obtiendrait vraisemblablement un armistice. « Sans cela, dit-il encore, c'est à Milan que les destinées de l'Italie seront fixées. »

Je repris le chemin que j'avais suivi en allant à Lodi, et je cherchai à calmer les populations en leur affirmant qu'elles n'avaient rien à craindre de l'invasion autrichienne aussi long-temps qu'elles n'auraient pas vu l'armée piémontaise traverser la province pour se retirer sous les murs de Milan. Ce raisonnement les rassura, et elles me promirent d'attendre de pied ferme le passage des Piémontais, quitte à les suivre alors et à se réfugier dans Milan, d'autant plus qu'une proclamation du comité de défense invitait les habitans des campagnes à se rendre à la ville, ceux qui possédaient des armes en qualité de gardes nationaux, ceux qui n'étaient pas armés avec leurs ustensiles de labour pour travailler aux fortifications et aux barricades.

Le soir du même jour, 2 août, je me rendis à Milan. C'est le lendemain matin, de bonne heure, que le roi et son armée, forte de quarante-cinq mille hommes, vinrent camper hors de la porte Romaine. Cela signifiait que les efforts de lord Abercromby avaient échoué, et que la guerre allait continuer sans interruption. J'appris alors par un officier du régiment des gardes les détails suivans du dernier combat à partir duquel la marche de l'armée n'avait été qu'une fuite incompréhensible. Le 25 juillet, les troupes devaient se tenir prêtes dès le matin. On les laissa l'arme au bras sous le soleil de juillet jusqu'à cinq heures du soir. C'est alors seulement que l'ordre d'attaquer fut donné. Les Piémontais avancèrent sans direction, comme à l'ordinaire ; ils fondirent sur l'ennemi, et, après un rapide combat, ils le forcèrent à tourner le dos. Ils le poursuivirent jusqu'à ce que la nuit vînt leur dérober les traces des fugitifs, puis s'arrêtèrent, attendant des ordres. Les ordres arrivèrent au point du jour. Les Piémontais devaient reprendre leur poursuite et ne faire aucun quartier à l'ennemi. Ils se mettent en devoir d'exécuter les instructions reçues ; ils

marchent en avant : nulle part les Autrichiens ne se montrent. Nos soldats pourtant ne se découragent pas ; ils s'avancent, toujours sans généraux ; ils s'isolent, ils se partagent. Bref, ils sont victimes de leur fougue imprudente. Les Autrichiens paraissent en nombre supérieur au moment où on les attendait le moins ; les Piémontais étaient tombés dans un guet-apens. L'on se battit avec acharnement jusqu'à la nuit, les Piémontais pour s'ouvrir un passage, et les Autrichiens pour les exterminer ou les faire prisonniers. Les Piémontais parvinrent non-seulement à se dégager, mais ils gardèrent et emmenèrent les deux mille prisonniers et les vingt pièces d'artillerie qu'ils avaient pris la veille à l'ennemi. Pendant ce temps, un corps détaché ressaisissait la position de Somma-Campagna, que les deux armées considéraient comme fort importante. Ainsi reprise, puis reperdue encore une fois, cette position avait fini par demeurer aux Piémontais. Telle avait été l'issue du combat qui avait précédé la retraite de l'armée. Rien ne semblait, on le voit, nécessiter un mouvement rétrograde, lorsque les troupes sorties honorablement de cette lutte inégale reçurent l'ordre de se replier immédiatement sur Goito pour y rejoindre le gros de l'armée. De Goito à Milan, l'armée piémontaise ne s'était arrêtée qu'un jour à Lodi, pendant que lord Abercromby traitait avec le général autrichien.

## IV.

Le 3 août, le roi et l'armée étaient donc aux portes de Milan ; la nouvelle de leur arrivée s'étant aussitôt répandue dans la ville, la joie et la confiance parurent y rentrer. — Le roi veut donc sérieusement nous défendre ; il ne nous abandonne pas ; que Dieu le récompense ! — Ces mots étaient dans toutes les bouches. On attendait cependant qu'une communication officielle vînt infor-

mer la population de l'arrivée et des intentions du roi, et, la journée étant déjà à moitié écoulée sans qu'aucune proclamation eût été faite, le soupçon rentra dans tous les cœurs. — Est-il bien vrai que le roi soit à nos portes ? S'il y est, pourquoi donc se cache-t-il ? Pourquoi nous laisse-t-on ainsi dans l'ignorance ? N'a-t-on pas confiance en nous ? Qui donc doit défendre nos rues, nos places, nos maisons ? Qui se tiendra derrière nos barricades ? N'est-ce pas nous ? Pourquoi donc ne pas nous avertir de ce qui se passe, ne pas nous apprendre ce que nous aurons à faire ? — Ce n'était pas seulement la classe moyenne, c'était le peuple qui parlait ainsi. Je pus m'en convaincre, car, tenant à m'éclairer par moi-même sur les dispositions des classes inférieures, que la haute société milanaise croyait assez tièdes, j'allai dans les quartiers les plus pauvres de la ville, entrant dans les plus humbles maisons, interrogeant tantôt les ouvriers isolés, tantôt les groupes réunis sur la voie publique, et partout j'entendis les mêmes réponses, je constatai le même sentiment : un désir violent d'en finir avec les Autrichiens et l'assurance du succès mêlée à une vague défiance à l'égard des chefs de l'armée piémontaise. — Que feront-ils là-bas ? me disait un homme d'une cinquantaine d'années, à la taille athlétique, et dans les traits duquel se lisait un singulier mélange de ruse et de bonhomie joviale, un de ces hommes nés pour devenir ce que l'Italien appelle un capo popolo, et qui ce jour-là était déjà entouré d'un groupe d'auditeurs enthousiastes. Que feront-ils là-bas ? reprenait-il en clignant de l'œil et en hochant la tête du côté de la porte Romaine. Y a-t-il quelqu'un ou n'y a-t-il personne ? Tout le monde est-il muet, qu'on ne nous informe de rien ? C'est aux soldats pourtant à commencer ; nous, nous resterons aux barricades, et il faut que les soldats occupent pendant quelques jours les Autri-

chiens avant que notre tour vienne. Alors, si tout le monde y a été de bon compte, vous nous verrez à l'œuvre ; nous démolirons plutôt nos maisons pierre à pierre pour les jeter sur les Autrichiens, nous ferons des montagnes de nos corps pour les empêcher de passer. — La pensée qui occupait tous les esprits, c'était qu'une sorte de fatalité ramenait les Autrichiens aux lieux mêmes d'où ils avaient été chassés et d'où ils s'étaient enfuis avec tant d'effroi. Le même cri sortait de toutes les bouches. — C'est ici que la guerre a commencé, c'est ici qu'elle finira ; nous avons porté le premier coup, nous porterons le dernier.

Convaincue de l'excellent esprit du peuple, je me rendis au comité de défense pour l'engager à publier une proclamation qui instruisît les Milanais des résolutions du roi et du gouvernement, des dispositions prises pour assurer la défense de la ville, des ressources sur lesquelles Milan pouvait compter, et de la mesure dans laquelle on aurait à réclamer la coopération du peuple. On me promit de suivre ce conseil. J'étais encore au comité, lorsque plusieurs personnes vinrent formuler la même demande et obtinrent la même réponse. Quelqu'un me dit qu'un malentendu entre le roi et le peuple était à craindre, que l'on disait au peuple : Le roi ne veut pas se battre, et que l'on disait au roi : Le peuple ne se battra pas. Je compris alors qu'une démarche était nécessaire pour prémunir le roi contre ces faux rapports, et je me décidai à la tenter.

Le roi avait établi momentanément sa résidence dans une petite auberge voisine de la ville. Je m'y rendis le soir même, et j'exposai le but de ma visite à son secrétaire, le comte C… Après m'avoir écoutée avec attention, le secrétaire me dit qu'en effet plusieurs personnes avaient annoncé au roi que la population de Mi-

lan ne voulait pas se battre, mais que le moment viendrait bientôt de s'assurer qui avait raison. Le roi, me dit-il, défendra Milan jusqu'à la dernière extrémité ; il n'est plus permis d'en douter depuis qu'il a refusé de se porter sur le Tésin et qu'il a préféré venir ici. — Je me retirai en le priant de féliciter le roi sur ses belles résolutions, et en lui répétant que la tranquillité publique était intéressée à ce qu'il y persistât.

Le comité de défense avait employé toute cette journée à faire rentrer dans la ville des provisions de bouche et des munitions de guerre ; on y avait aussi appelé des ouvriers et des soldats des campagnes. La petite ville de Monza, celles de Como, de Lecco et de Varèse, nous avaient envoyé leurs gardes nationaux, et nous savions que les populations entières des montagnes voisines s'apprêtaient à nous venir en aide. Les paysans des villages environnant Milan arrivaient en foule pour travailler aux fortifications, qui s'élevaient rapidement. La vaste place d'armes qui s'étend devant le château était transformée en un camp fortifié entrecoupé de fossés, de redoutes et de palissades. Les remparts aussi étaient prêts à recevoir et à repousser l'ennemi ; les arbres qui en faisaient une ravissante promenade avaient été coupés, puis convertis en palissades, et des meurtrières avaient été pratiquées dans les parapets pour y recevoir des canons. Les maisons avaient été mises en état de défense, et nos principaux édifices étaient gardés par des forces imposantes. Plusieurs grandes salles des palais Borromeo et Litta étaient remplies de balles et de boulets. Les poudrières, situées à peu de distance de la ville, avaient été vidées, et le contenu ajouté aux dépôts qui existaient de tout temps à Milan. Ces approvisionnemens, bien que très considérables, pouvant paraître insuffisans pour un long siége et des attaques multipliées, le comité avait fait venir de la Suisse soixante mille

kilogrammes de poudre. À l'exception de deux ou trois portes donnant sur les routes par lesquelles l'ennemi était attendu, et qui avaient été murées pour plus de sûreté, les autres demeuraient encore ouvertes et laissaient par conséquent passer de longs convois de vivres. D'ailleurs, chaque famille jouissant de quelque aisance s'était approvisionnée pour plus d'un mois, et la pensée du superflu était bien loin de tous les esprits. Il faut avouer cependant que le comité de défense n'avait pas pris toutes les mesures nécessaires en pareil cas. Il eût dû, par exemple, fixer un maximum pour le prix des denrées de première nécessité. Ces précautions ayant été négligées, le prix de ces denrées s'éleva, dès les premiers jours du siége, à un taux exorbitant. Rien ne manquait pourtant encore ; mais l'augmentation subite de la population, les ravages commis dans quelques provinces par les Autrichiens, l'accumulation des vivres dans les maisons particulières, l'encombrement des routes et l'émigration des paysans avaient causé un dérangement momentané dans l'équilibre des besoins et des ressources. Il eût été du devoir du comité de veiller à ce que ce dérangement ne s'annonçât pas pour la ville comme une véritable famine. C'est ce qu'il ne fit pas, et cette négligence ajouta de graves embarras à ceux qui pesaient déjà sur nous.

Le 4 août, une revue de la garde nationale était commandée pour six heures du matin. Le roi, invité à y paraître, avait refusé sous le prétexte assez frivole, à mon avis, d'une promesse qu'il s'était faite à lui-même de ne mettre le pied à Milan qu'après avoir repoussé les Autrichiens au-delà des Alpes ; le général Olivieri le remplaça. J'assistai à cette revue, et les tristes pressentimens qui m'agitaient la veille ne tinrent pas devant le spectacle qu'elle m'offrit ; ceux qui connaissent la place d'armes de Milan pourront seuls s'en faire une idée. Lorsque je débouchai des

sombres allées de la Piazza-Castello, trois des côtés de l'immense carré que forme la place d'armes étaient occupés par la garde nationale milanaise et par les troupes piémontaises demeurées en dépôt ou en garnison à Milan. Les deux tiers de ces troupes étaient composés de notre garde nationale ; les soldats piémontais formaient l'autre tiers. Trente-trois drapeaux indiquaient les trente-trois paroisses de Milan. Les paysans, accourus des environs, étaient réunis en bataillons, et les gardes nationales des villes voisines étaient groupées par communes. Trente-huit pièces d'artillerie, suivies de leurs caissons, nous rassuraient sur les ressources dont pouvait disposer la ville, lors même que l'appui du Piémont lui eût été retiré. Tous ceux qui assistèrent à cette revue en revinrent pleins de confiance. Il n'y avait pas moins ce jour-là de trente mille gardes nationaux sous les armes, et plusieurs capitaines m'assurèrent qu'un tiers à peu près de leurs compagnies n'avait pu se rendre à cette solennité. Milan avait donc pour le défendre près de cinquante mille hommes de garde nationale, et, à côté d'eux, toute une population, hommes, femmes et enfans, prête à payer sa part de la dette à la patrie.

Pendant que les troupes défilaient en silence, le pas et le regard assurés, le canon commençait à gronder, mais personne ne parut y faire attention. De huit heures du matin à midi, le bruit de l'artillerie ne cessa de se rapprocher, et les bombes entrèrent enfin dans la ville.

Comment expliquer cette surprise ? C'est ce que je n'ai jamais pu comprendre. L'on disait dans la matinée du 4 que les Autrichiens étaient à cinq milles de Milan, à peu de distance du parc d'artillerie piémontais établi à Noverasco. Le roi et le gros de l'armée piémontaise campaient en dehors de la porte Romaine et

dans les alentours, c'est-à-dire du côté de Noverasco même. Les Autrichiens avaient-ils donc pu s'avancer jusqu'à la porte Romaine sans rencontrer l'armée piémontaise, et sans que les Milanais eussent été avertis par cette armée de l'approche de l'ennemi ? Si impossible que cela parût, il fallait bien l'admettre. Moi-même, m'étant dirigée vers la porte Romaine, du côté où le canon se faisait entendre, j'avais été témoin de la fuite de la population surprise par les bombes ennemies, au moment où elle travaillait à des barricades près des murs de la ville. Je m'étais rendue alors en toute hâte au comité de défense, dont les membres, tranquillement occupés à rédiger des ordres du jour, se refusèrent un moment à croire à la gravité du péril que je leur signalais comme imminent. Comment admettre, en effet, les nouvelles que je leur apportais, lorsqu'on savait l'armée piémontaise réunie devant nos murs ? Pourtant le doute ne fut bientôt plus permis. La population avertie se trouva en un instant sur pied. La garde nationale se porta en foule du côté où l'ennemi commençait le bombardement : elle le repoussa, lui prit cinq canons, lui fit deux cents prisonniers, et le força de se retirer à deux ou trois milles en arrière. En même temps, le son du tocsin apprenait à tous les habitans que Milan était en péril et réclamait le secours de leurs bras. Les larges dalles de nos rues furent enlevées ; des barricades se trouvèrent construites comme par enchantement avec les voitures et les meubles des maisons voisines. Des mines furent préparées en certains lieux. Milan présentait un amas de pierres et de projectiles, une forêt de petites citadelles, de forts et de redoutes, devant lesquels les meilleurs soldats auraient pu hésiter.

Les gardes nationaux étaient rentrés à la tombée de la nuit. Ils avaient vu l'ennemi, ils avaient reçu son feu et l'avaient forcé à

reculer. Ce premier succès avait achevé d'exalter la population. On se disait que les Autrichiens attaqueraient en force au point du jour, et la nuit du 4 au 5 parut longue à tous.

Cette nuit, la garde nationale veilla sur les remparts, la population aux barricades. La ville fut illuminée ; le roi s'était enfin décidé à entrer à Milan pour se soustraire, disait-il, au danger d'une attaque imprévue, et il était venu se loger au palais Greppi, dans la Corsia del Giardino, au centre même de la cité. L'on sut plus tard qu'une assez grande partie de l'armée avait aussi quitté le même soir ses positions autour des murailles extérieures pour se retirer dans la ville. La journée du 5 était déjà commencée, et le canon ne se faisait pas entendre encore. Chacun se demandait en hésitant ce que signifiait ce silence prolongé ; quelques personnes disaient que l'attaque n'aurait lieu qu'à midi. Enfin, une rumeur vague parcourut la ville. On disait que le roi avait capitulé. Les Milanais refusèrent d'abord d'ajouter foi à un bruit aussi extraordinaire. Les deux premiers malheureux qui l'apportèrent sur la place du Marché furent massacrés par le peuple, qui les prit pour des Autrichiens déguisés, venus pour semer la discorde entre les Piémontais et les Lombards ; mais bientôt les mille voix qui murmuraient tout bas cette affreuse nouvelle devinrent plus distinctes, le nuage se dissipa : le sort réservé à Milan était aussi horrible qu'inévitable. Les troupes piémontaises allaient partir, déjà même une portion de l'armée s'était mise en marche ; tous nos chefs civils et militaires étaient absens ou prêts à suivre le roi ; le peuple allait demeurer seul, livré aux soldats de Radetzky, qui entreraient ce jour-là même à six heures de l'après-midi.

Je renonce à donner une idée de la consternation profonde qui, en un instant, s'empara de la malheureuse population à la-

quelle on dérobait ainsi la victoire avant le combat. Tous, nous étions fous de douleur. Les hommes pleuraient, se cachant la tête dans les mains. Plus accoutumées aux larmes et moins honteuses d'en verser, les femmes couraient éperdues de rue en rue, de groupe en groupe, en poussant des cris d'effroi. J'ai vu de mes propres yeux un vieillard, foudroyé par l'horrible nouvelle, tomber raide sur le pavé, qu'il rougit aussitôt de son sang. J'ai entendu ce jour-là des sons étranges ; j'ai vu des spectacles tels que les rêves de la fièvre n'en avaient jamais présenté de semblables à mon imagination. Enfin l'indignation succéda au désespoir. On se jura d'empêcher le roi de partir, on se promit de le contraindre à déchirer la capitulation. La multitude irritée se porta devant le palais Greppi ; un bataillon de carabiniers à cheval y stationnait quelques instans auparavant, mais il se retira pour ne pas accroître l'exaspération populaire. En un instant, les équipages du roi et de sa suite furent renversés ; on en construisit des barricades ; on entoura, on envahit le palais. Interpellé par une députation de la garde nationale, le roi répondit en désavouant la capitulation ; puis il suivit à regret les députés sur le balcon, d'où il harangua le peuple, s'excusant sur l'ignorance dans laquelle il était des véritables sentimens des Milanais ; il se déclara satisfait de les savoir si bien disposés à la défense, et il s'engagea solennellement à se battre à leur tête jusqu'à son dernier sang. Quelques coups de feu avaient été d'abord dirigés contre Charles-Albert. Aux derniers mots de son discours, le peuple répondit par ce cri : « S'il en est ainsi, déchirez donc la capitulation. » Le roi, tirant alors de sa poche un papier, le tint en l'air pour que le peuple pût le voir, et puis le déchira.

Toute la ville sut bientôt que la capitulation avait été déchirée, que le roi et l'armée restaient. La joie la plus vive éclata ; la jour-

née se passa encore en préparatifs de défense, et les Autrichiens, qui devaient, aux termes de la capitulation, entrer le 5, à six heures de l'après-midi, ne parurent pas. Dès la veille, le feu avait été mis au faubourg de la porte Romaine, afin de ne pas laisser à l'ennemi des constructions élevées, du haut desquelles il eût pu foudroyer les remparts. C'était un grand sacrifice fait à la conservation de la ville et de l'indépendance nationale, mais il fut consommé sans qu'un seul murmure se fît entendre, quoique les maisons des faubourgs appartinssent généralement à de pauvres familles. Le lendemain, l'incendie continuait et avait été étendu à plusieurs autres faubourgs. On évalue le dommage à 8 millions de livres d'Autriche.

Des bruits étranges s'étaient encore répandus dans la soirée du 5. On disait que les munitions de l'armée piémontaise avaient été transportées par mégarde à Plaisance, et que les troupes, manquant de poudre, s'étaient en vain adressées au comité de défense pour en obtenir. Ce fait était dénué de toute vraisemblance, et je ne m'arrêterai pas à le discuter. On parlait d'objets précieux enfouis dans un des palais nationaux, et une tentative de pillage déterminée par ces rumeurs n'avait servi qu'à en démontrer la fausseté. Enfin, on assurait (et cette fois on ne se trompait pas, que soixante-huit mille fusils restaient enfouis dans les magasins du gouvernement. On y alla, on les trouva, et un grand nombre de citoyens s'emparèrent de ces armes, que, la veille encore, on avait refusées au peuple, qui demandait à grands cris la levée en masse.

La nuit venue, le roi n'hésita plus à quitter la ville. Le colonel de la Marmora se laissa glisser par une fenêtre du palais Greppi dans la rue, et courut au lieu où le régiment des gardes et celui

des tirailleurs piémontais avaient reçu l'ordre de demeurer. Il les ramena au palais pour protéger le départ de Charles-Albert. Les groupes qui stationnaient autour du palais firent de vains efforts pour retenir le prince, qui, peu d'heures auparavant, avait juré de ne jamais abandonner Milan. L'heure était propice ; minuit venait de sonner. Quelques coups de feu furent tirés sur le roi, qui s'éloignait en fugitif, monté sur un cheval qui n'était pas le sien, de la ville où il n'eût voulu entrer qu'en triomphateur.

Le départ du roi fut connu dans la matinée du lendemain 6, et la population demeura comme interdite. La nouvelle de la capitulation avait porté, la veille, au plus haut degré l'exaltation populaire ; cette fois, on resta calme : une consternation profonde, un incurable abattement, avaient succédé à la colère. La position était en effet désespérée. Le roi n'était pas parti seul. On sait que le gouvernement provisoire avait été remplacé par un commissaire royal et par le comité de défense. Or, le commissaire avait suivi le roi ; les membres du comité avaient disparu après s'être présentés le samedi matin à Charles-Albert et avoir protesté devant lui contre la capitulation. L'armée piémontaise, les bataillons lombards incorporés dans cette armée, les régimens lombards commandés par des officiers piémontais, tous les généraux sous les ordres de Charles-Albert nous avaient quittés en même temps ; l'artillerie piémontaise et la nôtre, toutes les munitions de guerre accumulées dans la ville, et, en dernier lieu, les quatre millions de livres provenant de l'argenterie offerte par les particuliers et les églises, tout avait été enlevé. Le peuple allait de maison en maison cherchant des chefs, de palais en palais cherchant des munitions ; il se refusait à comprendre l'étendue de son malheur, lorsqu'un parlementaire de l'armée autrichienne vint annoncer que l'entrée du général d'Aspre et de ses troupes aurait

lieu à midi, que tous les hommes de dix-huit à quarante ans seraient immédiatement enrôlés dans les régimens croates et envoyés au-delà des monts, et que ceux auxquels l'exil paraîtrait préférable auraient jusqu'à huit heures du soir pour quitter la ville.

Cette alternative fut acceptée avec joie par la malheureuse population. Plus des deux tiers des habitans, hommes et femmes, jeunes gens et vieillards, riches et pauvres, tous se dirigèrent en masse vers la porte la plus éloignée de celle qui devait s'ouvrir pour les Autrichiens. On vit alors de longues colonnes d'émigrans de tout âge, de tout sexe et de toute condition, portant tous ou quelques effets, ou leurs enfans, ou quelque malade qu'on eût craint d'abandonner à la merci du vainqueur. L'arrivée de chaque colonne était annoncée quelques momens à l'avance par des cris et des gémissemens. Quelques chevaux, quelques charrettes suivaient ces bandes fugitives, prêts à recevoir les plus faibles et les plus souffrans des proscrits. Lorsque cette multitude désolée eut dépassé l'enceinte de la ville, lorsqu'elle s'en fut éloignée de quelques centaines de pas, elle tourna une dernière fois, d'un commun accord, ses regards vers la cité déserte comme vers une autre Jérusalem. Le ciel était rouge au-dessus de Milan, et de noires colonnes de fumée s'élevaient jusqu'aux nuages. Qu'était-ce que ce feu ? Était-ce l'incendie des faubourgs qui durait encore ? était-ce l'Autriche qui commençait ses vengeances ? ou bien quelques citoyens désespérés avaient-ils juré de ne livrer à l'ennemi que des dépouilles fumantes ? De nombreux palais à demi consumés par les flammes, l'hôtel national du génie militaire, celui des douanes et l'hôpital militaire de Saint-Ambroise portent dans leurs ruines le témoignage de ce grand désastre ;

mais l'explication du fait, personne n'a pu la donner, et rien encore n'est venu jeter sur cette énigme la moindre lumière.

Ainsi les Autrichiens étaient une seconde fois les maîtres de Milan ; ils rentraient en vainqueurs dans cette ville d'où ils s'étaient enfuis à la hâte quatre mois auparavant. Vingt-cinq mille soldats s'étaient emparés sans coup férir d'une ville défendue par quarante-cinq mille hommes de troupes régulières au dehors, par plus de quarante mille gardes nationaux au dedans. La capitulation ayant été déchirée, le général d'Aspre était autorisé à ordonner le pillage. Il préféra, par une tolérance tacite, laisser un libre essor aux vengeances, aux attentats isolés. Les forçats de Porta-Nuova furent mis en liberté ; ils s'unirent aux soldats pour entrer dans les maisons, désormais désertes, et en emporter tous les objets de quelque prix. Des maisons ils passèrent aux églises, des églises aux musées nationaux. Les généraux Rivaira et Roger, que leur santé affaiblie avait retenus à Milan, furent condamnés à mort. Les décrets de confiscation n'ayant pu être régulièrement exécutés, faute de tribunaux, d'employés du fisc, de formalités et surtout de temps, on eut recours à un système de contribution forcée qui épuisa toutes les bourses. Malgré les instances et les promesses du général autrichien, aucun émigré ne profita de la permission de rentrer dans la ville envahie.

Depuis les événemens d'août, près de cent mille Milanais se sont réfugiés dans le canton du Tessin. Deux des membres du comité de défense, MM. Restelli et Maestri, sont de ce nombre, et, s'étant constitués en junte insurrectionnelle, ils se sont adjoint M. Mazzini, émigré comme eux, et que nos derniers malheurs n'ont pas surpris. Un assez grand nombre de Lombards, ceux-là surtout qui persistent à fonder leur espoir sur la maison de Sa-

voie, se sont rendus en Piémont. La réception qu'on leur a faite a été peu amicale. À Paris même, les Lombards venus pour invoquer l'appui de la France ont été froidement accueillis. Des calomnies inspirées par l'Autriche avaient partout devancé nos plaintes. À Turin et à Paris, on représentait les Lombards comme une nation lâche, égoïste et frivole. C'est sous l'impression de ces accusations si douloureuses et si peu méritées que j'ai pris la plume. Les faits que je me suis bornée à raconter fidèlement ne s'accordent guère, on le voit, avec les récits de l'Autriche.

En terminant cette rapide histoire de la révolution milanaise, j'éprouve encore le besoin de répéter que j'ai voulu défendre les Lombards plutôt qu'accuser ceux qui ont préparé leur ruine. Pourtant je ne me dissimule pas ce que le simple exposé des faits qui viennent de se passer en Lombardie laisse planer de soupçons sur les principaux acteurs de ces tristes événemens. C'est parce que je le comprends, c'est parce que je le regrette, que je crois devoir entrer à ce sujet dans quelques explications dernières. Si un affreux désastre a terminé la guerre de l'indépendance italienne, ce n'est point, je le répète, le courage des populations qu'il en faut accuser : il faut s'en prendre à quelques hommes dont il est plus facile de constater les actes que d'apprécier les intentions. La question est si délicate, que, tout en m'abstenant de la résoudre, je dois rapporter la justification des accusés telle que la présentent leurs amis les plus fidèles.

Je voudrais me placer à distance, me dépouiller de toute passion politique, et n'adopter les griefs d'aucun parti. Ce qu'il faut reconnaître avant tout, c'est que les fautes du gouvernement provisoire ont créé de graves embarras au pouvoir qui lui a succédé. L'héritage de ce gouvernement, qui avait porté le désordre et la

ruine dans toutes les branches de l'administration, ne pouvait être que fort onéreux pour le général Olivieri. Il est donc de toute justice qu'une grande part de la responsabilité de nos derniers malheurs pèse sur ceux qui ont jeté dans la population les premiers germes de discorde et de défiance. Quant aux accusations portées contre le roi Charles-Albert, le récit qu'on vient de lire ne les aura que trop indiquées ; mais il faut convenir que les argumens présentés en faveur du roi de Sardaigne méritent aussi quelque attention. À ceux qui expliquent la conduite du roi par la défiance que lui auraient inspirée les opinions démocratiques des Lombards, à ceux qui ne craignent pas de prononcer le mot de trahison, les défenseurs de Charles-Albert opposent des explications qui ont assurément leur valeur. Quelles que pussent être les craintes inspirées à Charles-Albert par les tendances démocratiques des Lombards, est-il vraisemblable qu'il eût préféré trahir les Milanais plutôt que de chercher à combattre ces dispositions inquiétantes ? Ne faut-il pas aujourd'hui beaucoup de courage pour tenter une trahison, et les dangers auxquels on s'expose en trahissant ne sont-ils pas les plus grands de tous ? Si le roi de Piémont n'a pas éloigné ses généraux, s'il n'a pas suivi un plan d'attaque plus énergique, c'est son caractère faible et irrésolu qu'il faut accuser, et, en dernier lieu, s'il a capitulé, c'est que les intentions des Milanais ne lui avaient pas été présentées sous leur vrai jour ; c'est qu'il ne croyait pas le peuple disposé à se battre ; c'est surtout qu'il avait peu de confiance dans le succès de ses efforts, et qu'il redoutait pour Milan le courroux du vainqueur entrant à la tête d'une soldatesque effrénée dans une ville prise d'assaut. Les partisans de Charles-Albert font ensuite valoir un argument auquel il n'est pas facile de répondre : c'est la haine que l'Autriche ne cesse de témoigner au roi de Piémont ; l'Au-

triche serait même résolue à ne pas céder un pouce du territoire que Charles-Albert aurait conquis sur elle, et que, par une malheureuse extension de la signification du mot armistice, il vient de lui rendre.

Qui soulèvera le voile épais dont ces événemens sont enveloppés ? Qui prononcera en dernier ressort sur l'innocence et sur la culpabilité des principaux acteurs dans ces tristes scènes ? Je crois, pour ma part, qu'il serait d'autant plus mal à propos de prononcer aujourd'hui une sentence, que le procès n'est pas entièrement instruit ; bien plus, les parties intéressées sont toujours sur le théâtre de l'action, le dernier acte du drame n'est pas joué, et nous ne savons pas quel en sera le dénoûment. Nous avons donc mieux à faire que de nous accuser ou de nous défendre. Le seul accusé que l'on ne puisse laisser sous le poids d'un soupçon, c'est le peuple ; car, si le peuple est réputé indigne de la liberté, il ne peut espérer de l'acquérir. Tant que durera la guerre, tout autre procès que celui de la nation italienne est déplacé.

Les partis n'en sont pas venus dernièrement en Italie jusqu'aux hostilités déclarées ; mais aujourd'hui il faut mieux encore que cette trêve prudente, il faut un redoublement d'union. Ne prononçons pas les mots qui pourraient éveiller des passions politiques, donnons-nous tous la main, et réservons toute notre haine et notre énergie contre l'ennemi. Quant aux généraux soupçonnés, quant au roi lui-même, l'Autrichien n'est-il pas en Lombardie ? Charles-Albert n'a-t-il pas une armée à lui opposer ? Ne peut-il pas demain remporter une victoire ? Et de quel plaidoyer aurait besoin le libérateur de l'Italie ? Le Piémont, ne l'oublions pas, est à la veille de reprendre les armes ; les volontaires

lombards, ayant Garibaldi à leur tête, attendent avec impatience le moment de recommencer leur guerre de partisans. Venise a proclamé pour la seconde fois la république, et seule, au milieu des mers dont pendant tant de siècles elle fut la reine, elle défend l'étendard de l'indépendance italienne. Ce sont là des forces qui, bien dirigées, peuvent suffire à effacer la trace de nos récens désastres, sans parler de l'influence que la France met au service de notre cause, et qui ne s'exercera pas en vain sans doute dans les prochaines négociations. Espérons donc que l'honneur de l'Italie obtiendra enfin une réparation ; espérons surtout que de funestes divisions ne viendront plus entraver tant de généreux efforts, et que notre indépendance, une fois reconquise, ne sera plus remise en question.

*Christine Trivulce de Belgiojoso.*

## 03

ET LA

RÉVOLUTION ITALIENNE DE 1848.

LA RÉVOLUTION ET LA RÉPUBLIQUE DE VENISE.

La révolution de février a été comme la première scène d'un drame qui s'est continué depuis sur les théâtres les plus divers, et dont l'Europe entière attend encore le dénoûment. Aux événemens de Paris ont répondu d'abord ceux de Vienne et de Berlin, puis le réveil de l'Italie. La nouvelle de la révolution de Vienne n'a pu pénétrer dans les provinces soumises à l'Autriche sans

faire éclater partout l'insurrection sur son passage. Qu'on ne s'y trompe pas cependant, l'esprit d'imitation n'entrait pas seul dans ce soulèvement spontané des Italiens du nord : il s'agissait avant tout pour eux de devancer le moment où, par des concessions libérales, l'Autriche chercherait à combattre de nouveau l'élan des populations vers l'indépendance. Telle est la pensée qui détermina un soulèvement général du Tessin à l'Adriatique, et, provoquées par la même cause, les deux révolutions de la Vénétie et de la Lombardie éclatèrent presque simultanément.

On sait à travers quelle série de désastres la révolution lombarde, commencée sous de si nobles auspices, est venue aboutir à la plus douloureuse catastrophe. Moins brillante dans ses débuts, moins régulière dans ses développemens, la révolution de la Vénétie ne mérite pas moins que celle de Milan l'attention sympathique des amis de la cause italienne. L'habileté a pu manquer aux chefs de ce mouvement, mais non la droiture, et, si leurs actes ont donné quelquefois prise à la critique, du moins leur fermeté n'a-t-elle jamais été en défaut. C'est peut-être à cette précieuse alliance de la fermeté et de la droiture que Venise, plus heureuse que Milan, doit d'avoir pu défendre jusqu'à ce jour, même après de cruels revers, le drapeau reconquis de son indépendance. Désormais il faudra renoncer aux lieux communs qui avaient cours depuis trop long-temps sur le caractère vénitien. Ce peuple, qui passait pour le type de l'insouciance, de la servilité, de la corruption souriante, donne à l'Europe un grand exemple. Depuis cinq mois, il soutient un blocus étouffant ; chaque jour, il entend gronder le canon, il voit les bombes raser la mer à quelques pas de ses maisons. Privé de toute ressource, puisque le sol qui le porte ne peut pas le nourrir, abandonné par des alliés auxquels, dans l'espoir d'un concours vainement attendu, il

s'était soumis comme à des maîtres, le peuple vénitien ne perd pas courage, et se dépouille de sa dernière obole pour offrir à son gouvernement les moyens de soutenir l'état. Il a rompu avec toutes les habitudes, avec tous les souvenirs de la vie de luxe et de repos qui lui était familière. Il paraît résolu à tout souffrir, à tout sacrifier, plutôt que de perdre sa liberté. Un tel spectacle offert par Venise ne sera pas compté assurément parmi les faits les moins étranges et les moins curieux de notre époque.

Cette étrangeté même, à vrai dire, a contribué à égarer l'opinion sur le compte des Vénitiens. On les a jugés d'abord avec une sévérité qui prenait sa source dans des préventions surannées. La mauvaise réputation du peuple vénitien lui a porté malheur en cette circonstance. Lorsque la république fut proclamée à Venise, on ne vit là d'abord qu'une folle boutade d'orgueil national. On crut à une résurrection ridicule de la vieille république de Saint-Marc, avec son doge, ses inquisiteurs, ses gondoles à soupape et sa police invisible. Il n'y eut pas jusqu'à la ressemblance purement fortuite du nom du président du gouvernement provisoire avec celui du dernier doge de la sérénissime république qui ne fournît prétexte à des insinuations malveillantes. Quelques proclamations adressées par le gouvernement aux habitans des provinces ioniennes semblèrent dirigées contre la domination anglaise et tendre à recomposer l'ancienne maîtresse des mers aux dépens de la puissance incomparablement supérieure qui lui a succédé. Il n'y eut, dès-lors, ni assez de mépris ni assez de sarcasmes pour la pauvre Venise. Aujourd'hui pourtant les faits commencent à être mieux compris : l'attitude de Venise n'a justifié aucune des accusations dirigées prématurément contre elle. Le moment est donc venu d'apprécier sainement les principaux actes qui ont déterminé et suivi l'établissement de la nouvelle ré-

publique vénitienne. L'exposé calme et fidèle de ces actes suffira, je l'espère, à faire juger avec plus de modération et d'équité la conduite de Venise dans les derniers événemens de l'Italie.

## I.

Lorsque la république de Saint-Marc disparut devant la volonté victorieuse de la France, le peuple vénitien, surpris, ne se rendit pas bien compte de la transformation qui allait s'accomplir. Le sentiment de la nationalité n'était pas alors fortement développé en Italie ; rien ne rattachait le gouvernement au peuple, et la chute du premier n'émut que faiblement le second. Plus tard, Venise fut peut-être celui de tous les états italiens qui fut le plus facilement entraîné dans le piége que le cabinet autrichien tendit, en 1814, à l'Italie. Lorsque la combinaison d'un état indépendant, qui devait comprendre, sous le protectorat de l'Autriche, toute l'Italie du nord, fut proposée aux libéraux italiens de 1814, Venise et les provinces de la terre ferme crurent entrevoir pour elles-mêmes un avenir paisible et honorable. Jamais, si ce n'est pendant la trêve connue sous le nom de paix de Campo-Formio, cette ville n'avait connu par expérience le poids du joug autrichien, ni l'art exquis avec lequel la politique du cabinet de Vienne sait, au besoin, serrer les nœuds d'une alliance pour en faire une chaîne. Venise crut naïvement que la domination étrangère n'était représentée que par la conquête française, et qu'un gouvernement qui invoquait pour s'établir le concours de la nation soumise à son autorité ne pouvait s'arroger, vis-à-vis de cette nation, les droits d'un vainqueur sur des vaincus. C'est là le secret de la prompte adhésion donnée par Venise et la Vénétie aux traités de 1814 et 1815, ainsi que des démonstrations d'attachement que le peuple vénitien n'épargna pas à la famille impériale et à la nation autri-

chienne. Venise avait pris au sérieux les promesses de François I et de M. de Metternich. La France lui avait enlevé sa liberté, l'Autriche offrait de la lui rendre : Venise accueillit avec transport une protection qui ne semblait pas devoir se changer en tyrannie.

L'ancienne république de Venise n'avait pas accoutumé le peuple à s'ingérer dans les affaires de l'état, ni à se préoccuper des questions de liberté et d'indépendance. Un peuple élevé à pareille école était un héritage précieux pour l'Autriche. Aussi ne négligea-t-elle rien pour l'entretenir dans ces heureuses dispositions et y réussit-elle pendant plusieurs années. L'énergie du caractère national, brisée par un long et cauteleux despotisme, ne s'était pas encore ranimée. Le peuple ne souffrait guère. Sobre et pieux comme tous les peuples du midi, il avait peu de besoins, et les satisfaisait aisément par un travail modéré. Les grandes familles ne s'étaient pas d'ailleurs encore exilées de Venise. L'homme du peuple qui avait tous les jours l'honneur de conduire son excellence Zen ou son excellence Corner devant le perron de leur palais, dans la gondole qui avait porté leurs ancêtres, ne pouvait croire à la décadence de son pays. À ses yeux, Venise était encore la reine des mers chantée par les poètes et admirée par les voyageurs. Rien n'était changé pour elle, puisqu'aucun signe extérieur ne révélait son déclin.

Peu à peu cependant les signes de déclin se multiplièrent, et il fallut bien y croire. Les Zen, les Corner s'éloignèrent, et leur exemple fut suivi par d'autres descendans des plus nobles familles. Ils allaient, loin des lieux témoins de leur grandeur passée, chercher les moyens de soutenir une chétive existence. Leurs palais passèrent dans des mains étrangères ; des banquiers, des princes russes, des danseuses même se partagèrent ces demeures

illustrées par de glorieux souvenirs, et les chefs-d'œuvre dont les artistes vénitiens les avaient parées. L'arsenal, où tant de milliers d'ouvriers gagnaient leur vie en construisant des vaisseaux, en préparant des armes à la sérénissime république, ne fut bientôt plus qu'un désert immense où, sous la surveillance des sentinelles autrichiennes, quelques matelots désœuvrés erraient à l'aventure. Non loin de la ville ainsi déchue, s'éleva une ville moderne spécialement protégée par le gouvernement autrichien, vers laquelle le commerce, le mouvement et la vie, qui abandonnaient Venise, se portèrent rapidement, encouragés par la qualité de port franc accordée à Trieste. Lorsque cette qualité de port franc fut étendue à Venise même, le courant vivificateur s'était déjà établi entre le commerce oriental et Trieste, et la concession arrachée par les réclamations des négocians vénitiens ne fit que retarder de quelques années la ruine inévitable et définitive de l'antique cité.

Je me trompe fort, ou ce qui blessa au cœur le peuple vénitien, ce fut surtout cet appauvrissement, qui eut pour première conséquence l'émigration des anciennes familles inscrites au livre d'or. Dans cette ville où la monotonie de l'existence livre les ames sans distraction au courant de leurs pensées ou de leurs sentimens, le peuple, errant devant les monumens de sa gloire, sur ses places ou dans ses ruelles désertes, commença à réfléchir sur la destinée singulière de sa belle patrie. Comment, se demandait-il, expliquer une chute aussi rapide ? À quelles mains coupables fallait-il l'imputer ? Il y avait encore des vieillards qui, nés sous la république de Saint-Marc, avaient grandi sous elle et assisté à sa ruine. Bientôt se réveilla chez les Vénitiens un amour profond pour cette mère méconnue dont trop long-temps on avait oublié l'histoire. Ceux qui se sont plu quelquefois à questionner les gens

du peuple de Venise sur leur ancienne république savent avec quelle vivacité naïve s'exprimait leur sympathie pour le gouvernement des doges, avec quelle chaleur ils repoussaient les accusations portées contre lui. Je n'oublierai jamais, pour ma part, un curieux exemple de ce culte des Vénitiens pour leurs vieux souvenirs. Je visitais les prisons ducales nommées les Puits, conduite par un vénérable gardien qui avait entrepris de me démontrer que la calomnie seule avait pu décrire ces cachots comme des lieux malsains, obscurs et humides. Nous étions arrivés dans une des plus sombres cellules, je m'étais arrêtée devant une inscription gravée sur une muraille et conçue à peu près en ces termes : « Moi, prêtre de l'église, je languis ici depuis dix-sept années, et j'appelle la mort. » Mon guide s'aperçut de l'effet que cette inscription produisit sur moi ; mais il ne se déconcerta pas dans son étrange apologie : — « Vous croyez peut-être que ces lignes disent vrai, madame, s'écria-t-il ; détrompez-vous. Tout cela est pure fiction. Ce prêtre n'a jamais été enfermé ici. Le tribunal l'a fait partir et lui a donné de quoi vivre en pays étranger. On a écrit cela tout simplement pour faire croire à la sévérité du tribunal et pour effrayer le peuple. Telle était alors la politique de notre gouvernement. L'état n'avait d'autre force que l'opinion ; c'était par l'opinion qu'il se faisait respecter. Aujourd'hui, on range des canons sur la place Saint-Marc, et, derrière les canons, des soldats la mèche en main. Lequel des deux systèmes vaut le mieux ? » En écoutant cette sortie de mon guide, je ne pouvais m'empêcher de reconnaître qu'il exprimait avec une énergie pittoresque des sentimens qui lui étaient communs avec le peuple vénitien tout entier.

Les esprits étaient ainsi disposés, lorsque Pie IX monta sur le siége de saint Pierre et reconnut solennellement les droits des

Italiens à l'indépendance. La police autrichienne se fiait sur la douceur et l'insouciance caractéristiques du peuple vénitien. Aussi laissa-t-on pénétrer jusqu'aux lagunes les récits des démonstrations enthousiastes qui saluaient à Rome l'avénement d'une politique nouvelle. Certains mots échappés au pontife circulèrent et furent répétés avec émotion. Quelques hommes entourés du respect de tous s'efforcèrent en même temps d'éclairer les Vénitiens sur la portée des événemens qui s'accomplissaient dans le reste de l'Italie. Les malheurs de Venise, son abaissement, la nécessité de s'élever à une existence plus digne, les moyens d'atteindre ce but encore lointain, tels furent les objets d'un enseignement qui s'adressa spécialement aux classes populaires. Cet enseignement porta ses fruits. Le peuple de Venise a l'intelligence vive et cultivée. Tout Vénitien sait lire, et lit de préférence les plus exquis, les plus sublimes de nos poètes. Quel est le matelot ou le colporteur des lagunes qui ne sache par cœur les plus beaux passages du Tasse et de l'Arioste, et qui n'essaie de les imiter dans ses naïves improvisations ? Quelques mots suffirent pour éclairer des hommes ainsi préparés sur leurs forces et leurs devoirs. Les Vénitiens comprirent vite pourquoi les familles qui avaient illustré la république traînaient dans l'exil une vie misérable, pourquoi leurs beaux palais étaient passés à des maîtres étrangers, pourquoi les voyageurs qui débarquaient dans la ville des lagunes s'arrêtaient étonnés devant les pauvres et chétives boutiques de mercieria et haussaient les épaules en souriant avec dédain, pourquoi l'arsenal ne renfermait plus qu'un ou deux bateaux hors de service, pourquoi les négocians faisaient faillite ou allaient s'établir à Trieste. Le peuple embrassa toutes ces questions d'un seul regard, et la solution lui en parut facile ; elle se rattachait d'ailleurs à ses sentimens les plus chers, aux regrets

qu'éveillait en lui le nom même de sa république : c'était la domination autrichienne qui devait porter la peine des malheurs de Venise.

Cet ardent patriotisme du peuple vénitien ne se retrouvait malheureusement pas chez la classe moyenne, à laquelle appartenait la tâche de l'instruire et de le guider. Depuis la chute de la république de Saint-Marc, Venise, reléguée au fond de ses lagunes, avait été comme séquestrée de tout mouvement intellectuel, scientifique, commercial ou industriel ; aucune carrière ne s'offrait, par conséquent, à l'intelligence et à l'activité de ses enfans. Que devient la nombreuse cohorte des hommes de loi, là où la propriété s'est immobilisée faute du mouvement des capitaux, où aucune réforme ne peut être introduite dans la loi, où les procédures sont entièrement conduites par les juges, où le nombre des contrats diminue de jour en jour ? Que deviennent les savans et les hommes de lettres là où tout livre étranger est sévèrement proscrit, où tout écrit nouveau est soumis à l'interprétation d'un censeur ignorant même la langue dans laquelle il est rédigé, là enfin où la persécution, s'acharnant aux travaux de l'esprit, restreint aux plus étroites limites l'horizon de la vie ? Cette situation humiliante avait exercé sur la classe moyenne une fâcheuse influence. Ne pouvant s'élever aux honneurs par les travaux de la vie publique, elle chercha un dédommagement dans l'intrigue. La cour du vice-roi et du gouverneur fut son théâtre. Cette attitude d'une partie de la classe moyenne à Venise explique les faux jugemens qu'on portait, avant 1848, sur la population tout entière. Le moindre événement qui intéressait de près ou de loin la famille impériale, le mariage d'un archiduc, la naissance d'un prince, faisait épanouir sur le bord des lagunes toute une risible moisson d'odes et de sonnets. Les premiers écrits où l'on attaqua l'Au-

triche au nom de l'indépendance italienne étaient accueillis, en revanche, par un concert assourdissant de sarcasmes et d'imprécations. Enfin, pendant que la presse clandestine travaillait incessamment à répandre dans toute l'Italie les sentimens de patriotisme et de nationalité, Venise seule demeurait muette, et je ne sache pas que, ni en 1846 ni en 1847, un seul écrit inspiré par les idées nouvelles soit sorti de ses presses pour aller grossir le flot de publications politiques qui inondait, à cette époque, le reste de la péninsule. Ce n'est pas Venise néanmoins, nous le répétons, qu'il fallait, en cette circonstance, accuser de tiédeur, mais une partie de sa population, qui manquait nécessairement de l'indépendance du caractère, parce qu'elle n'avait pas l'indépendance de la position.

La noblesse résumait en elle les penchans, bien distincts pourtant, des deux classes dont je viens de parler. Quelques représentans des familles patriciennes avaient oublié leur passé et s'étaient courbés sans regrets devant la majesté de la puissance impériale. Aujourd'hui encore, plus d'un nom, jadis illustre dans les fastes de Venise, est inscrit sur les cadres de l'armée autrichienne ; mais aussi combien de nobles vénitiens ont préféré à des honneurs trop chèrement achetés le titre de maître d'école dans un village de France ou d'Amérique ! combien ont caché leur nom sous un nom plus obscur pour ne pas éveiller la curiosité des indifférens, et exercent d'humbles professions ! combien, mieux traités par la fortune, ont conservé de quoi vivre dans une mansarde de leur palais en ruine, et s'efforcent d'oublier, dans l'étude et l'espoir d'une vie meilleure, les douleurs de la vie présente !

Les Bandiera étaient de Venise, et ils appartenaient à une famille patricienne. Leur père portait le titre d'amiral au service de l'Autriche. Destinés à la même carrière, ses deux fils furent élevés dans le collége de la Marine, institution italienne dans un pays soumis à l'Autriche et restée complètement à l'abri des influences étrangères. Ce fut peut-être à cette éducation toute nationale que les jeunes Bandiera durent l'exaltation généreuse dont ils furent victimes. Entrés de bonne heure dans la marine autrichienne, ils s'enrôlèrent bientôt dans l'immense association connue sous le nom de la jeune Italie. La triste et courte histoire de leur expédition en Calabre a été souvent racontée ; ce qu'on sait moins, c'est que Mazzini, le chef de la jeune Italie, avait désapprouvé la tentative des jeunes Vénitiens, et les lettres qu'il leur écrivit sont là pour témoigner des efforts qu'il fit pour les en dissuader. Quoi qu'il en soit, les Bandiera persistèrent dans leur projet ; l'uniforme autrichien leur pesait, ils coururent au martyre. Les derniers détails de cette triste légende ne sont pas les moins émouvans. Le père des jeunes victimes envoya sa démission à l'empereur et devint aussitôt l'objet de la malveillance la plus active de la part du gouvernement. Quant à M Bandiera, elle ignora toujours l'affreux événement qui l'avait laissée sans famille. On lui dit que ses fils étaient morts pendant une tempête, un coup de vent les ayant jetés à la mer et la fureur des vagues ayant rendu toute recherche impossible. Hélas ! si le récit présentait quelque invraisemblance, ce n'était pas la pauvre mère qui eût pu le remarquer, car, en apprenant qu'elle n'avait plus de fils, elle avait perdu la raison.

Lorsque de pareilles catastrophes frappent une famille illustre ou du moins bien connue dans un pays, le peuple en éprouve un contre-coup violent, et quelque chose de grave, de respectable, de

sacré, semble s'étendre sur tout ce qui touche ou ce qui approche la famille ainsi frappée. En effet, la mort des Bandiera parut dépouiller la noblesse vénitienne de ce je ne sais quoi de frivole qui la distinguait jusque-là. Le peuple la considéra avec plus de respect, et elle-même se sentit comme grandie de tout le malheur et l'héroïsme qui avaient été le partage d'un de ses membres. Deux nobles vénitiens venaient de jouer le premier rôle dans une scène tragique ; la noblesse de Venise endossait pour ainsi dire la robe virile.

Ce fut encore à Venise que se rassembla, en septembre 1847, le dernier congrès scientifique. Des symptômes menaçans montrèrent dès-lors combien l'esprit public avait fait de progrès à Venise en quelques années. Le renvoi subit et brutal du prince de Canino et de son secrétaire, M. Masi, qui s'étaient rendus au congrès à travers une suite d'ovations populaires, excita une indignation générale. Deux hommes, entre autres, se préparèrent dès ce moment à la lutte ; ces deux hommes, une fois entrés dans la voie de l'opposition, ne devaient plus reculer : c'étaient MM. Tommaseo et Manin.

M. Manin est un avocat distingué par son talent et sa probité. La première occasion où se révélèrent son éloquence et son patriotisme fut la mesure inouie en vertu de laquelle le chemin de fer de Venise à Milan, à moitié exécuté aux frais des Lombards-Vénitiens, allait passer entre les mains des Viennois et sous leur direction, sans qu'aucun dédommagement fût alloué aux anciens propriétaires dépouillés par le décret impérial. C'est devant l'assemblée générale des actionnaires que M. Manin défendit les intérêts italiens engagés dans cette question, et proposa d'organiser contre les prétentions de l'Autriche une résistance légale. Les ac-

tionnaires, convaincus d'avance de l'inutilité de toute opposition, ne se rangèrent pas à l'opinion du courageux orateur, mais tous gardèrent le souvenir de sa parole énergique et brillante. Venise avait écouté M. Manin avec une reconnaissance qu'elle se réservait de lui prouver plus tard.

Né en Dalmatie, M. Tommaseo n'est pas seulement, comme M. Manin, un ardent patriote : c'est un penseur et un écrivain d'élite. Une piété tolérante, une imagination vive et poétique, une vaste érudition, s'unissent, chez M. Tommaseo, à un noble caractère. M. Manin avait protesté contre l'Autriche au nom des intérêts matériels de l'Italie : il appartenait à M. Tommaseo de prendre en main la défense des intérêts intellectuels, et c'est ce qu'il fit en saisissant l'occasion qui lui était offerte par la réunion du congrès pour tenter une démarche dont la docte assemblée n'osa pas malheureusement partager avec lui la responsabilité glorieuse. Il s'agissait de la loi autrichienne de censure. Cette loi ne sanctionne aucune des vexations auxquelles la pensée est soumise dans l'empire, plusieurs de ses dispositions sont même assez conciliantes ; mais, ainsi que cela arrive pour toute chose en ce pays, les prescriptions libérales de la loi ne sont pas exécutées, et le magistrat se borne à en observer, avec un zèle exagéré, la partie restrictive. M. Tommaseo demandait, dans le mémoire qu'il adressait au pouvoir central, la remise en vigueur des dispositions libérales de la loi de censure. Il avait sollicité en même temps des savans du congrès réuni à Venise l'appui de leur adhésion solennelle, dont leur signature, placée au bas du mémoire, eût été le gage ; mais le congrès rejeta cette proposition sans même la discuter. L'honneur de sa démarche courageuse resta donc tout entier à M. Tommaseo.

L'effort tenté par M. Tommaseo pour amener le congrès scientifique dans les voies de l'opposition légale, M. Manin le renouvela bientôt auprès d'une autre assemblée, que son caractère préparait mieux à un rôle politique. M. Nazzari, député de la province de Bergame à l'assemblée centrale de Milan, venait de présenter à ses collègues un projet de rapport et de pétition tendant à réclamer du gouvernement autrichien l'exécution des promesses de 1814 et de certaines lois libérales tombées en désuétude. M. Manin résolut de suivre au sein de la congrégation centrale de la Vénétie l'exemple donné à Milan par M. Nazzari. Il fit entendre à cette assemblée de mâles et sévères paroles, qui ne trouvèrent pas d'écho dans l'auditoire même, trop peu accoutumé encore à un pareil langage, mais qui furent accueillies avec reconnaissance par tous les amis éclairés de la cause italienne. Après cette double expérience tentée auprès du congrès scientifique et de la congrégation centrale, MM. Manin et Tommaseo comprirent qu'il fallait se mettre en rapports plus directs avec la population, et y chercher le point d'appui que les corps constitués leur refusaient ; mais cette population, la connaissait-on bien ? qui pouvait répondre de sa fermeté, de son énergie ? Ce fut encore M. Tommaseo qui se chargea de sonder le terrain à ses risques et périls.

L'enceinte de l'Athénée de Venise fut la nouvelle arène que M. Tommaseo choisit, comme un terrain plus favorable, pour y commencer sa lutte pacifique. L'Athénée de Venise est, comme tous les établissemens de même nom, un centre de réunions et de solennités littéraires. C'est là que M. Tommaseo se rendit, le 23 décembre 1847, pour y développer sa proposition sur la loi de censure dans un discours qui concluait à réclamer une application plus libérale de cette loi par une pétition rédigée et signée séance tenante. « L'honneur de la nation, dit-il en terminant, de-

mande un acte, plusieurs actes de courage civil, au moyen desquels l'opinion publique soit manifestée clairement et unanimement. De pareils actes seront une source inépuisable de bienfaits. Le temps presse… nos gouvernans le savent. Loin de s'effrayer ou de s'indigner d'actes semblables, ils nous en estimeront davantage… Le silence, en pareil cas, serait une bien plus terrible menace… Nous sommes restés assez long-temps muets,… et il nous faut pour parler du courage, puisque, dans la Vénétie plus qu'en toute autre partie de l'Italie, il y a péril à élever la voix ; c'est pourquoi j'élève la voix et j'abandonne pour quelques instans ma solitude chérie, je fais violence à mon caractère et à mes habitudes, et je vous prie, ô Vénitiens, d'accueillir mes paroles fraternelles avec l'affection qui me les a dictées. Fatigué et humilié des cruels sarcasmes que certains Italiens osent lancer contre nous, j'ai répondu à nos détracteurs que les Vénitiens conservent le souvenir de leur glorieux passé, et qu'ils méritent un honorable avenir. »

Pour comprendre l'effet de ces paroles, il faut bien se rappeler quel était celui qui les prononçait. Ce n'était ni un fougueux démagogue ni un conspirateur étourdi. C'était un homme grave, justement respecté, et dont le front avait pâli dans d'austères études. Tout portait, dans le discours de M. Tommaseo, l'empreinte du calcul et de la réflexion ; rien n'y sentait l'emportement et la colère. Aussi l'étonnement timide qui s'était d'abord emparé des auditeurs fit-il bientôt place à une bruyante sympathie. L'orateur put à peine achever, tant le public était impatient de lui témoigner son adhésion et de partager les dangers de son entreprise. Et lorsqu'après un court silence M. Tommaseo, étendant la main sur une feuille de papier blanc placée sur la table, dit à l'assemblée : « Je propose de signer sur-le-champ la pétition

dont j'ai parlé, le voulez-vous ? » le cri d'assentiment fut unanime. Lecture de la pétition fut alors faite par M. Tommaseo, et les nombreuses signatures qui la couvrirent dès ce jour même ainsi que les jours suivans prouvèrent que la population de Venise avait compris l'appel du patriote dalmate.

La série des échecs était épuisée, et de nouveaux succès devaient suivre celui-ci. La congrégation municipale (sorte de conseil-général) engagea la congrégation centrale (sorte de représentation nationale) à réclamer du pouvoir la révision ou tout au moins la fidèle exécution de la loi de censure dans toutes ses parties. La loi de censure devenait une arme puissante de résistance légale à l'Autriche. Demander la fidèle exécution de cette loi, c'était se renfermer dans des limites assez étroites pour ne laisser au pouvoir aucun motif valable de refus. Aussi la majorité de la population concentra-t-elle d'abord sa sollicitude sur cette question, non qu'elle fût la plus importante de toutes celles qu'il y avait à résoudre, mais parce qu'elle se prêtait le mieux à un débat pacifique.

Tandis que la question de la censure préoccupait exclusivement la foule, les chefs de l'opposition ne s'en tenaient pas à cette première manifestation. Déjà ils cherchaient à transporter la lutte sur un nouveau terrain. C'est ainsi que procèdent toujours les éclaireurs politiques, et ceux qui règlent leur marche sur leurs mouvemens les taxent parfois de témérité et de précipitation, lorsqu'ils devraient reconnaître que sans ces chefs audacieux ils ne feraient jamais un pas vers des horizons nouveaux. Les peuples oublient trop souvent que l'on ne peut être à la fois le guide et le gardien, la lumière du phare et la flamme du foyer. Au moment même où Venise tout entière, son conseil municipal en

tête, demandait à grands cris l'exécution de la loi sur la censure, MM. Tommaseo et Manin mirent en avant les promesses de 1815, ils parlèrent de l'indépendance promise par l'Autriche et garantie par les autres puissances. Quelques jeunes gens s'unirent à eux ; Venise vit paraître un grand nombre d'écrits de tout genre, lettres, pétitions, projets d'adresses, sur la question de l'indépendance. L'opposition à l'Autriche se révélait sous un nouvel et plus redoutable aspect.

Les promesses de 1815 n'avaient pas été faites seulement aux chefs du parti appelé à cette époque le parti libéral, et qui invoquait le protectorat de l'Autriche uniquement par haine de la France. Elles avaient été faites aux représentans de tous les souverains de l'Europe, et inscrites, après de mûres délibérations, dans des traités solennels. Cependant le peuple vénitien avait ignoré long-temps quel était le vrai caractère, quelle était la portée de ces promesses. La politique autrichienne n'avait rien négligé pour persuader aux Lombards-Vénitiens que les droits de l'empire sur leur royaume avaient leur source et leur sanction dans la conquête. Elle présentait la domination française comme un accident, comme une tempête passagère après laquelle tout était rentré dans l'état normal. À l'entendre, les provinces lombardes et vénitiennes appartenaient de temps immémorial à la dynastie de Hapsbourg. Il importait donc beaucoup à l'Autriche qu'on ne divulguât point l'histoire des stipulations passées entre elle et les envoyés des Lombards-Vénitiens devant les représentans des puissances alliées. L'existence seule de ces stipulations suffisait en effet à ruiner toutes les prétentions de l'Autriche. Pourquoi faire et accorder des conditions, quand on a pour soi des droits imprescriptibles ? pourquoi acheter par des concessions ce qu'on possède déjà ? — Apprendre aux Vénitiens que la

cause de leur indépendance était aussi celle du droit, c'était ébranler profondément la puissance autrichienne, car c'était lui enlever, aux yeux des plus timorés, son dernier prestige. Lorsque les populations apprirent que la cession du royaume lombard-vénitien à l'Autriche n'avait été faite que sous de certaines conditions que l'Autriche n'avait jamais remplies, il s'ouvrit devant elles comme un nouvel horizon, et ceux qui s'étaient crus longtemps condamnés à l'esclavage par une loi mystérieuse se sentirent tout d'un coup élevés au même rang que leurs maîtres.

L'influence de ces discussions brûlantes sur l'esprit des populations de la Vénétie se révéla bientôt par un fait significatif. Une circonstance peu importante en elle-même mit en présence les habitans de Trévise et la force armée. L'état des esprits était tel qu'une démonstration hostile devait entraîner nécessairement l'effusion du sang. Le peuple et les soldats se regardèrent, et cela suffit. On croisa les baïonnettes, des pierres furent lancées ; plusieurs coups partirent, quelques citoyens tombèrent, mais quelques soldats tombèrent aussi, et la lutte dura jusqu'au soir. À peine la nouvelle de ce déplorable conflit se fut-elle répandue, que M. Tommaseo adressa à tous les évêques des états vénitiens une circulaire, qui les invitait à intervenir entre le pouvoir et les populations. La circulaire n'avait pas encore été distribuée, que M. Tommaseo et M. Manin étaient arrêtés et conduits en prison. Ce fut le 20 janvier 1848 que s'accomplit cet acte arbitraire, protégé par un déploiement de forces considérable. Deux mois plus tard, Venise se soulevait contre l'Autriche. Ces deux mois avaient été employés par les libéraux vénitiens à préparer un mouvement dont les conséquences, hâtées par la révolution de février, dépassèrent bien leurs prévisions.

Àpartir de l'arrestation de MM. Tommaseo et Manin, l'ère de la résistance légale était close. On marchait à une lutte plus sérieuse, et tout fut disposé dans cette vue. Le peuple eut ses chefs, son gouvernement occulte, sa discipline. Dix à douze hommes, répartis dans chaque quartier, s'appliquaient exclusivement à éclairer, à diriger leurs concitoyens. Ces hommes, réunis en comité central, exercèrent bientôt sur la population tout entière une autorité souveraine. La moindre détermination du comité central était transmise en quelques instans aux quartiers les plus reculés de la ville, et cette détermination, si bizarre qu'elle fût, était fidèlement exécutée. Bien que puériles en apparence, ces démonstrations prenaient un caractère plus grave par l'unanimité qu'on y voyait régner. Le gouverneur allait-il le dimanche se promener dans un lieu public habituellement fréquenté, le dimanche suivant, cette promenade était déserte, et la ville entière se donnait rendez-vous sur un autre point jusqu'alors abandonné. Des officiers autrichiens paraissaient-ils dans une salle de spectacle, la foule s'écoulait aussitôt, comme obéissant à un signal mystérieux, et la salle restait vide. Quelques dames vénitiennes recevaient encore dans leurs salons des Autrichiens, et se rendaient aux bals du gouverneur. Des couplets injurieux, des lettres anonymes les poursuivirent sans relâche, et, dans la rue même, d'implacables huées les accueillirent. Ces scènes étranges pouvaient passer pour un prélude quelque peu grotesque à une révolution ; pourtant l'amertume ne tarda pas à prendre la place de la gaieté, et un accord aussi parfait, obtenu par des moyens presque inexplicables, ne laissait pas d'inquiéter sérieusement les autorités autrichiennes.

La tension des esprits était grande, lorsqu'arriva à Venise, le 17 mars 1848, la nouvelle de la révolution de Vienne et de la

constitution accordée par l'empereur d'Autriche à tous ses sujets. Le soir même, au théâtre, le gouverneur, comte Palfy, proclama solennellement cette nouvelle. Une voix fit entendre alors le cri de : Vive Ferdinand, roi constitutionnel ! — Vive l'Italie ! répondit la foule. La question était nettement posée par ces deux cris.

Dès le lendemain matin, le peuple s'attroupa sur la place Saint-Marc, le quai des Esclavons et dans les rues voisines. Il demandait la mise en liberté de Manin et de Tommaseo. Bientôt la foule grossit menaçante, et on put reconnaître qu'elle était résolue à employer la force pour délivrer les prisonniers. Des bras puissans ébranlèrent les portes massives de ces prisons séculaires dans lesquelles ont péri tant de victimes. Le portail s'écroula sous l'effort des démolisseurs, aux cris de vive Manin ! vive Tommaseo ! La prison était ouverte. Le peuple, irrité par la résistance, exalté par le succès, se précipita dans le labyrinthe des couloirs. Il n'eut pas à chercher long-temps les prisonniers, que les geôliers tremblans suppliaient de se montrer pour apaiser et contenir la foule enivrée de son triomphe. MM. Manin et Tommaseo, à peine aperçus, furent enlevés sur la place Saint-Marc et transportés sur une estrade, d'où ils adressèrent au peuple quelques paroles accueillies par des applaudissemens enthousiastes. Ainsi se termina cette première journée de la révolution vénitienne. Le peuple avait retrouvé ses chefs, et il s'arrêtait satisfait d'avoir préludé à la lutte par une victoire, mais décidé à marcher plus loin.

Deux jours se passèrent sans que la constitution eût été publiée ou seulement communiquée aux autorités municipales. Les hommes qui avaient dirigé l'agitation pacifique à Venise se demandaient ce qu'ils avaient à faire pour continuer et mener à

bonne fin le mouvement commencé. Les obstacles que rencontrait ce mouvement dans les autorités autrichiennes étaient-ils bien redoutables ? C'est ici le lieu de dire quelques mots des trois hommes qui personnifiaient à Venise la puissance de l'Autriche : le gouverneur comte Palfy, le général comte Zichy, commandant militaire, et le colonel Marinowich, gouverneur de l'arsenal et chef de la marine.

C'est ce dernier, il faut le dire d'abord, qui assumait en quelque sorte sur sa personne tout le fardeau de l'impopularité attachée au nom et aux actes de l'Autriche. Jadis officier d'ordonnance de l'amiral Paolucci, M. Marinowich avait été promu au commandement en second de la marine vénitienne sous la suprématie nominale de l'archiduc Frédéric. De tristes et sombres histoires circulaient à Venise sur les rapports de Marinowich avec ce prince, dont la mort prématurée avait vivement ému la population. Quoique archiduc et quoique Autrichien, l'amiral Frédéric avait su conquérir la sympathie des Vénitiens. Il était fort jeune et semblait fort malheureux. On parlait vaguement de son amour pour la fille d'un simple comte et de la colère de la cour de Vienne, qui non-seulement s'était opposée au mariage du prince, mais l'avait forcé à prononcer les vœux des chevaliers de Malte. On disait aussi que Marinowich avait été placé auprès de l'archiduc moins comme un conseiller que comme un gardien. On ajoutait qu'il n'avait que trop bien rempli sa triste mission. En effet, réduit à vivre sous la surveillance de cet inflexible geôlier, il n'avait pas tardé à s'affaisser sous le poids d'une maladie de langueur qui avait fait craindre pour ses jours. Le médecin du prince avait alors écrit à Vienne, sollicitant pour lui un changement de séjour ; mais il était trop tard. L'archiduc était mort quand arriva la réponse impériale. Il était mort à vingt ans. Du jour de son

premier chagrin à celui de son agonie, six mois s'étaient à peine écoulés. On enferma les restes du jeune prince dans l'or et dans la soie, on prononça sur sa tombe des discours emphatiques dans lesquels on le plaçait au-dessus des plus grands marins et des plus hardis navigateurs ; mais le peuple ne fut point dupe de ces pompeux témoignages de la douleur officielle. Dans le pâle et silencieux jeune homme si rapidement enlevé à la vie, il avait vu, avec cet instinct poétique qui lui est propre, un cœur tendre dont les aspirations, généreuses peut-être, avaient été sacrifiées à d'étroits préjugés de cour, et il avait plaint cette jeune victime, qui, placée sous la garde de l'inflexible Marinowich, n'avait pas su lutter, mais avait fui la vie comme on fuit la souffrance. La mort du jeune archiduc laissait au colonel Marinowich le commandement en chef de la marine vénitienne. Dans ce poste élevé, Marinowich ne se distingua que par sa rudesse intraitable. Le peuple détestait cet homme, qu'il rendait responsable de la mort prématurée de l'archiduc. Une mesure prise par Marinowich, et dictée par un zèle d'économie poussé chez lui jusqu'à l'avarice, acheva de lui aliéner la population. Le colonel admit les forçats à travailler dans l'arsenal à la place des ouvriers, qui avaient hérité de leurs pères et de leurs aïeux le privilége du travail dans les ateliers de la marine. Ce dernier grief avait porté jusqu'à l'exaspération la haine populaire dont Marinowich était l'objet.

La même désaffection ne planait pas sur le gouverneur comte Palfy. D'une famille hongroise attachée à la maison d'Autriche, M. le comte Palfy était un partisan sincère du pouvoir absolu, mais il était l'ennemi non moins déclaré des moyens violens et des mesures de rigueur. La comtesse, femme d'une grande piété, maintenait sans peine son mari dans les voies d'une politique de conciliation. Venise n'était donc pas sérieusement menacée de ce

côté ; elle l'était encore moins du côté du général commandant comte Zichy. Établi depuis plus de vingt années dans la Lombardie, le comte Zichy avait adopté les habitudes et appris le langage des vaincus. On n'ignorait pas à Venise comment s'était opérée cette conversion singulière. Une jeune fille du peuple de Milan, belle de cette beauté qui inspira jadis Léonard et Luini, avait été remarquée par le comte, qui, après l'avoir courtisée long-temps avec les mêmes égards respectueux qu'il eût prodigués à une femme du monde, avait fini par l'enlever à ses parens. Telle avait été l'origine d'une liaison qui se continuait depuis vingt ans, et qui attachait le comte à l'Italie comme à une seconde patrie.

C'est devant le comte Palfy qu'il convenait de porter d'abord les réclamations du peuple. Deux jours après la libération de MM. Manin et Tommaseo, la foule se rendit sous les fenêtres du palais du gouverneur pour demander la constitution promise. Les membres du conseil municipal et quelques délégués du peuple montèrent chez le comte ; d'autres chefs populaires restèrent sur la place pour diriger, pour contenir au besoin les mouvemens des masses. Un signal donné du balcon devait leur apprendre s'il fallait espérer ou craindre. Ces hommes étaient d'ailleurs ceux qui avaient organisé la résistance légale, et leurs demandes n'avaient rien d'excessif. Ils voulaient la constitution et la garde civique. Tels étaient les mots d'ordre qu'ils jetaient à la foule ; mais ces mots, il faut bien le dire, ne pouvaient suffire, dans une ville comme Venise, pour échauffer les imaginations populaires. Le peuple les répétait un peu comme on répète une leçon, sans y attacher ni une pensée ni un désir ; il se croyait à une fête publique, et offrait de crier ce qu'on voudrait. C'est alors que les chefs du mouvement imaginèrent de lancer quelques poignées de menue monnaie au milieu des groupes. Aussitôt les cris

de vive la constitution ! vive la garde civique ! retentirent de toutes parts. Ces cris arrivèrent aux oreilles du gouverneur, et une nouvelle députation pénétra chez lui, donnant à entendre que le peuple ne pouvait plus être contenu. Le gouverneur, déconcerté, balbutia quelques vagues promesses. Il n'en fallut pas davantage : ces promesses furent présentées à la foule qui entourait le palais comme un consentement formel. On cria de nouveau vive la constitution ! vive la garde civique ! Le peuple cria surtout vive Manin ! vive Tommaseo ! Les chefs de ce mouvement, qui ressemblait fort à une comédie, se croyaient au dénoûment ; ils n'avaient plus rien à demander et se félicitaient déjà du succès de leurs efforts, quand tout à coup la scène, commencée d'une façon presque plaisante, prit un caractère plus sérieux. Ceux qui avaient pensé conduire le peuple se virent dépassés par lui. Ce mouvement, qui semblait le dernier effort de la résistance légale, allait aboutir à une grande surprise : l'émeute allait se transformer en révolution.

Les cris de vive la constitution ! retentissaient encore, quand tout à coup une voix formidable, qui cette fois était bien la voix du peuple, jeta dans l'air ce cri inattendu : Abasso il governo ! Mille voix aussitôt le répétèrent. Dès-lors, l'attitude jusque-là insouciante et railleuse de la foule fit place à une sombre exaltation. Le cri qu'on venait d'entendre répondait à toutes ses passions, réveillait toutes ses colères. Ce n'était plus de quelques concessions illusoires qu'il s'agissait : c'était de l'indépendance même ; c'était la grande lutte de l'Italie contre l'Autriche, de l'opprimé contre l'oppresseur, qui recommençait, et qui prenait Venise pour théâtre. Une foule immense et compacte occupait toutes les rues voisines du palais et escaladait même les piliers des Procuratie, répétant, avec un ensemble de plus en plus mena-

çant : Abasso il governo ! La constitution, la garde civique, étaient oubliées. Les meneurs demeuraient interdits devant une manifestation qu'ils n'avaient pas prévue. Quant au gouverneur, il cherchait en vain à comprendre les motifs de cette subite colère. Cependant il devenait urgent de se préparer à la résistance. Des soldats croates descendirent silencieusement le grand escalier du palais et se rangèrent sous le portique devant la foule, qu'ils touchaient presque de leurs baïonnettes. Les cris de abasso il governo ! redoublèrent. La foule fut sommée de se retirer ; elle ne répondit que par de nouvelles clameurs. Un dernier avertissement lui fut donné, après quoi les soldats firent feu sur le peuple presque à bout portant. Un moment de silence suivit la décharge ; il ne fut pas long, et, cette fois, ce fut un cri de joie qui s'éleva. Un homme et trois enfans étaient seuls tombés, et trois cents balles avaient été lancées en pleine foule par des tireurs exercés. Un fait si étrange ne pouvait manquer d'agir puissamment sur des imaginations vénitiennes ; on cria au miracle : précisément l'exposition de la Vierge de la Victoire avait lieu ce jour-là. Dieu se déclarait pour Venise, le peuple n'en doutait plus, et son exaltation fut poussée jusqu'à l'héroïsme. De jeunes enfans, de frêles petites filles, se mirent à détacher de leurs mains délicates les lourdes pierres qui forment le pavé de la place. Ces pierres étaient les seules armes du peuple. On les lança sur les Croates. Une seconde décharge ne fit qu'exaspérer la foule, qui, se ruant sur les soldats, les força de rentrer dans le palais. Après ce premier succès, on se dispersa, et bientôt la place resta vide.

On s'était dispersé, mais pour se préparer à un nouveau combat. La nuit étant venue, de nombreuses gondoles se dirigèrent vers le canal de la Giudecca. C'étaient les chefs populaires, effrayés du développement imprévu de l'insurrection, qui s'étaient

donné rendez-vous pour se consulter sur les nouvelles mesures à prendre. Venus de divers côtés, débarqués sur la même plage déserte, arrivés par différens détours à une petite maison, théâtre ordinaire de leurs conciliabules, ces hommes semblaient jouer un de ces drames mystérieux dont la vieille Venise a été si souvent le théâtre. Rien ne manquait à la mise en scène, ni les longs manteaux et les chapeaux rabattus, ni les meubles gothiques, ni la salle basse à demi éclairée par une de ces lampes bizarrement ornées qu'on ne retrouve qu'à Venise. Le programme de la journée du lendemain fut arrêté dans cette discussion, et la conclusion de l'entretien fut que tout dépendait de l'arsenal. C'est presque une ville en effet que l'arsenal de Venise, et c'est une ville inexpugnable. Rien n'était à craindre si on s'en emparait, tout si l'ennemi s'y fortifiait. Quelqu'un avait offert de s'y introduire pour s'assurer des dispositions des ouvriers, et, le résultat de cette reconnaissance ayant été satisfaisant, on décida qu'on marcherait le lendemain sur l'arsenal.

Dès le matin, une foule immense, docile au mot d'ordre reçu de ses chefs, s'était portée devant cet édifice. Les portes avaient été fermées devant elle, mais, au cri de abasso il governo ! elles s'ouvrirent. L'arsenal était pris sans coup férir, et le peuple s'y précipita. Ce facile triomphe malheureusement ne lui suffisait pas. L'arsenal était la résidence du colonel Marinowich, et nous avons dit combien le successeur de l'archiduc Frédéric dans le commandement de la marine vénitienne était détesté. Marinowich apprit avec terreur l'envahissement de son dernier asile. Il ne lui restait d'autre moyen de salut que la fuite. Connaissant tous les détours, tous les passages secrets de l'étrange bâtiment que Venise nomme l'arsenal, le pâle et tremblant amiral se précipita dans ce labyrinthe, cherchant avec angoisse des issues qui

partout se trouvaient fermées devant lui. Enfin il allait atteindre une porte de sortie, lorsqu'un ouvrier le reconnut, le saisit par le bras, et, l'ayant regardé en face, lui enfonça dans le ventre un outil de serrurerie qu'il tenait à la main. La blessure était mortelle ; cependant Marinowich ne tomba pas sur-le-champ. Deux de ses officiers purent l'entraîner, par un effort désespéré, vers une tour au sommet de laquelle ils espéraient trouver une retraite inaccessible ; mais là encore la fureur populaire les poursuivit : les ouvriers du dehors étaient accourus avec les ouvriers de l'arsenal à l'appel du meurtrier de Marinowich, et la retraite de l'amiral fut découverte. Cette fois, le peuple vénitien donna un démenti à sa réputation de douceur, et toutes les haines qui s'étaient amassées sur la tête du malheureux Marinowich éclatèrent dans une horrible explosion. Les marches sanglantes de l'escalier le long duquel Marinowich s'était traîné guidèrent une troupe furieuse vers le fugitif, que ses deux compagnons s'efforcèrent en vain de défendre. Affaibli par la perte de son sang, par la mort qui s'approchait, Marinowich fut arraché des bras de ses amis, traîné au bas de l'escalier, puis dans la cour. Ses meurtriers s'aperçurent enfin qu'ils ne tenaient plus qu'un cadavre. Cette scène tragique révélait trop bien à quels excès pouvait se porter la fureur populaire, si des chefs courageux ne la modéraient pas : ces chefs heureusement se présentèrent. À peine le meurtre de Marinowich était-il consommé, que M. Manin entrait à l'arsenal. C'était lui qui avait donné le signal de la résistance à l'Autriche, c'était à lui aussi qu'il appartenait de retenir le peuple sur une pente funeste.

Quelques paroles sévères de M. Manin suffirent pour ramener la foule qui remplissait l'arsenal à des sentimens de modération et de justice. Un cri qu'on n'avait pas entendu la veille venait de retentir et marquait un nouveau pas de la révolution vénitienne :

c'était le cri de vive la république ! La ville entière répéta ce cri, et le sort en fut jeté. Pendant que trente à quarante jeunes gens se jettent dans des bateaux et vont surprendre les forts, qui se rendent après une courte fusillade, le peuple se presse devant le palais du gouverneur et exige qu'il quitte la ville. Le corps municipal, les hommes les plus influens et les amis personnels du gouverneur le supplient de céder aux exigences populaires et de ne point tenter le sort des armes. La comtesse Palfy elle-même joint ses instances à celles des représentans de Venise. Après avoir long-temps hésité, le comte répond enfin : « Je n'ai pas le droit de faire ce que vous me demandez et je ne le ferai pas ; mais ce qui m'est permis, c'est de remettre mes pouvoirs au commandant militaire. À partir de cet instant, je lui cède toute mon autorité. Adressez-vous à lui. »

La foule se porta aussitôt devant le palais du général Zichy, et les mêmes instances lui furent adressées. Le général comte Zichy resta un moment sans pouvoir répondre. Une vive émotion l'oppressait ; mais son visage avait pris une expression solennelle et douce qui révélait d'avance quelle serait sa réponse. Le souvenir des années heureuses passées dans cette Italie qui attendait maintenant de sa bouche une parole de paix ou de guerre, ce souvenir venait de parler dans l'ame du comte plus haut que le devoir militaire. « Je pourrais, répondit-il aux députés de Venise très pâle et d'une voix émue, je pourrais laver vos rues dans le sang, je ne le ferai pas. Vous me demandez d'abandonner Venise ; c'est peut-être ma sentence de mort que je signe. Soit. Que l'Italie se souvienne que je lui ai payé ma dette de reconnaissance, et, lorsqu'elle amassera les malédictions sur la tête des soldats de l'Autriche, qu'elle en excepte mon nom. » Quelques momens après, le général signait l'acte qui éloignait les troupes au-

trichiennes. Le même jour, la république de Venise était proclamée ; Manin en était le président, Tommaseo figurait parmi ses ministres.

## II.

Pendant que Venise voyait les Autrichiens se retirer devant ses premières injonctions, la Lombardie remportait presqu'à la même heure, mais en l'achetant beaucoup plus cher, la même victoire, et elle se bornait à créer un gouvernement provisoire. On doit regretter que Venise ait agi avec moins de réserve ; mais le mot de république avait été prononcé dans l'ardeur de la mêlée, et l'effet produit par ce mot sur le peuple ne permettait guère d'adopter brusquement tout autre signe de ralliement. Quel drapeau d'ailleurs eût parlé plus énergiquement à l'imagination, à la mémoire des Vénitiens ? On l'adopta donc : on crut que l'essentiel était de ne pas se priver, dès l'abord, de la force qu'on puisait dans l'exaltation populaire, on oublia peut-être que cette concession ne pouvait manquer de compliquer gravement les rapports de Venise avec le reste de l'Italie.

Pour bien comprendre la difficulté de la tâche qu'acceptaient MM. Manin et Tommaseo, il faut se rappeler combien Venise, jusqu'à la veille des événemens de mars, avait vécu isolée du reste de l'Italie. Placée à l'abri des influences étrangères, Venise, jusqu'à ces derniers jours, n'avait pas suivi, pour revenir aux idées d'indépendance et de liberté, la voie où marchaient, depuis 1815, les autres villes italiennes. Ce n'était pas l'influence étrangère qui avait déterminé le mouvement libéral de Venise. Ce mouvement s'était développé spontanément sur le sol même où avait grandi autrefois la république de Saint-Marc. Depuis 1815, Venise vivait intérieurement d'une vie originale et profonde qui

devait tôt ou tard se substituer à la vie factice péniblement entretenue par l'Autriche. Elle vivait les yeux tournés vers son passé plutôt que vers l'Europe contemporaine.

Les hommes éclairés qui marchaient à la tête de l'opposition contre l'Autriche étaient les seuls qui s'élevassent au-dessus de ce patriotisme local pour envisager d'un point de vue plus large l'avenir de Venise. À leurs yeux, la liberté pouvait exister sous une autre forme que la république ; à leurs yeux, le premier but à poursuivre, c'était le renversement définitif de la domination étrangère, et le moyen d'atteindre ce but était l'union ou l'unité des diverses provinces italiennes dans une même alliance, dans une même pensée et dans un intérêt commun. Dès-lors, tout ce qui pouvait relâcher ce lien, troubler cet accord, était au moins inopportun ou dangereux. Toutefois, s'il était impossible de mener à bon terme l'entreprise de l'affranchissement de la Vénétie sans le concours de l'Italie tout entière, cette entreprise ne pouvait même être commencée sans la participation du peuple vénitien. Il s'agissait donc pour le gouvernement de Venise de mettre d'accord deux impulsions différentes et en quelque sorte opposées, d'éviter, en se prononçant pour la république, et surtout pour la république de Saint-Marc, de mécontenter les états italiens et de devenir la risée de l'Europe, comme aussi de ne pas rompre entièrement, ni surtout trop vite, avec des souvenirs profondément chéris du peuple. Reste à se demander si les hommes auxquels cette tâche malaisée était échue avaient l'habileté, la sagacité, la prudence et la fermeté nécessaires pour la bien remplir.

L'avocat Manin se trouvait placé à la tête du gouvernement. Il avait de plus que l'autorité inséparable du pouvoir l'influence d'un chef de parti ; mais aux qualités qui commandent le respect,

il n'unissait pas celles qui attirent la sympathie. La classe moyenne, à Venise, n'a ni les manières raffinées de l'aristocratie, ni la grace naturelle du peuple, qu'elle a perdue dans la vie tourmentée des affaires. Ces défauts de la classe moyenne se retrouvaient chez M. Manin, exagérés encore par une humeur inégale. Son esprit manque peut-être d'étendue, et son jugement ne mesure pas toujours avec une sûreté parfaite l'importance des faits et des événemens. Il a malheureusement aussi cette soif d'une autorité sans contrôle, cette impatience et cette aversion de toute résistance qui s'emparent ordinairement des hommes parvenus tard et inopinément à une position élevée. Une probité à toute épreuve, un grand courage, une facilité d'élocution toute vénitienne, un amour aussi sincère qu'ardent pour son pays, pour l'indépendance et pour la liberté, sont des qualités qui rachètent, il est vrai, bien des défauts, et qui ont fait de l'avocat Manin le chef naturel, et je dirais presque nécessaire, du gouvernement républicain de Venise.

Àpeine arrivés au pouvoir, MM. Manin et Tommaseo se divisèrent sur un point important. Il s'agissait des bases mêmes du gouvernement qu'on venait de proclamer. M. Tommaseo insistait pour que les provinces dont l'adhésion à la république de Venise avait été spontanément offerte fussent invitées à envoyer des députés à la capitale pour y former une assemblée législative ou constituante et y créer le pouvoir exécutif. Ce projet trouva dans M. Manin un adversaire inflexible. M. Manin redoutait, dans un moment qui réclamait surtout l'énergie et la promptitude des mouvemens, cette tendance à discourir, ces allures lentes et timides qui sont le propre des assemblées inexpérimentées. Il était d'avis de concentrer autant que possible le pouvoir dans une seule main, et c'était, selon lui, le seul moyen de tenir tête aux

difficultés de la situation. M. Manin oubliait qu'il n'appartient qu'aux hommes de génie de raisonner ainsi, et de s'en rapporter à leur énergie, à leur décision, plutôt qu'aux salutaires tâtonnemens de la discussion. En refusant de s'appuyer sur le concours d'une assemblée, il acceptait résolûment une responsabilité écrasante, sans que personne dût lui savoir gré d'une détermination dictée par une erreur de patriotisme, et qui fut injustement attribuée à l'ambition. Tout ce que put obtenir M. Tommaseo se réduisit à la formation d'une consulte d'état où devaient figurer, avec les trois députés de Venise, trois représentans envoyés par chaque province. L'édit de formation de cette consulte fut rendu le 1 avril, et sa nomination fixée pour le 10 du même mois. Le gouvernement de la république de Saint-Marc (ce nom fut conservé pour ne pas blesser les sentimens populaires) se trouva ainsi constitué.

L'organisation de ce gouvernement répondait assez mal aux exigences de la situation difficile où il était placé. Un ministère dont M. Manin était le président et une consulte d'état, tels en étaient les seuls rouages. M. Manin, outre la présidence du conseil, avait le portefeuille des affaires étrangères ; M. Tommaseo était ministre de l'instruction publique ; M. Camerata, des finances ; M. Pincherle, du commerce. MM. Solera, Paolucci, Paleocopa, s'étaient partagé la guerre, la marine, l'intérieur et les travaux publics. Enfin, un artisan, M. Toffoli, était ministre sans portefeuille. En instituant ces divers ministères, on ne changea rien à l'édifice administratif dont ils formaient le faîte, M. Manin ayant jugé que le caractère provisoire du gouvernement lui interdisait toute réforme dans les institutions. Les ministères eurent donc à fonctionner en présence de l'administration telle que le gouvernement autrichien l'avait laissée. Quant à la consulte

d'état, elle rencontra tout d'abord dans les prétentions dictatoriales du président de la république un obstacle à son influence. M. Manin écoutait à peine les propositions ou les réflexions des représentans des provinces. Il leur lançait souvent des mots d'une brusquerie toute napoléonienne ; quelquefois même il refusait de recevoir les membres de la consulte ou leur adressait en public des reproches amers. C'étaient autant de blessures que les députés n'étaient pas seuls à ressentir, et qui eurent pour effet de détacher de plus en plus les provinces de la capitale.

Jamais cependant l'union n'avait été plus nécessaire à la Vénétie. En proclamant la république, Venise avait éveillé les soupçons et les susceptibilités des états monarchiques de l'Italie et de l'Europe. Le Piémont voyait dans cette proclamation le refus anticipé de faire partie de ce royaume de l'Italie septentrionale dont la création le préoccupait si vivement. Les partisans de l'unité italienne reprochaient à Venise de déployer un drapeau qui, n'étant pas celui des autres états de la péninsule, semblait, en présence de l'étranger, un dangereux appel à la discorde. La Lombardie, ou, pour parler plus exactement, la majorité des Lombards, déjà résolus à s'unir au Piémont, craignaient d'être appelés à choisir entre l'union avec le Piémont et l'union avec Venise. Les Lombards sentaient que leur intérêt leur conseillait le premier parti, tandis que leurs sympathies les entraînaient vers le second. Ils en voulaient à Venise de les avoir placés dans cette alternative.

L'attitude de l'Italie était donc froide et embarrassée à l'égard de la nouvelle république. La France aussi se bornait vis-à-vis de Venise à des assurances peu significatives, et semblait réserver sa bienveillance pour le futur grand royaume de l'Italie du nord. Quant aux autres puissances européennes, elles ne cachaient pas

leur mauvaise humeur, qui fut encore aigrie par les articles peu bienveillans des feuilles piémontaises. Les populations de la rive gauche de l'Adriatique s'étaient souvenues des liens qui les unissaient à leur ancienne capitale, et la vie nouvelle qui circulait dans la cité des lagunes réveillait en elles des sympathies qui se manifestaient par des démonstrations bruyantes. Ces démonstrations servaient de prétexte à ceux qui accusaient Venise de projets ambitieux et qui lui prêtaient des rêves de conquête. Il y avait dans le Piémont un parti qui ne pardonnait pas à Venise de ne s'être point réunie, aussitôt après l'expulsion des Autrichiens, à la monarchie piémontaise. Aussi ne négligeait-on rien pour faire sentir à Venise les difficultés qu'elle s'était créées et pour mettre en relief les fautes de ses gouvernans ; ces fautes, on ne se contentait pas de les relever, on les exagérait, et, comme on va s'en convaincre, on les supposait quelquefois. Je ne citerai à ce propos que deux exemples, mais qui me semblent très concluans. Le ministre des affaires étrangères de la république vénitienne avait adressé, après son installation, une circulaire à plusieurs souverains d'Europe, entre autres au roi de Grèce et à la reine Victoria. Dans la première de ces lettres, le ministre rappelait au roi Othon les anciens liens qui unissaient jadis certaines provinces du royaume de Grèce à la république de Venise ; il exprimait le vœu que de nouveaux liens fussent substitués aux anciens, et que l'amitié de deux nations libres et indépendantes succédât aux rapports moins équitables des anciennes colonies et de la mère-patrie. Le roi de Grèce répondit par une lettre aimable, et le ministre vénitien put penser que la correspondance n'aurait pas d'autres suites. Il ne devait pas en être ainsi. Un mouvement eut lieu dans les îles Ioniennes soumises à la Grèce, et le cri de vive Venise ! se fit entendre dans les rassemblemens, non comme

regret de la domination vénitienne, mais comme témoignage de sympathie pour les idées qui venaient de triompher au bord de l'Adriatique. Un journal de Milan raconta le fait, et demanda à ce propos si Venise avait quelque envie de revendiquer ses anciennes conquêtes. Un journal vénitien reproduisit l'article du journal de Milan. Le ministre des affaires étrangères crut qu'il suffisait de protester dans l'intimité contre des insinuations aussi absurdes. Aux questions qui lui furent adressées à ce sujet, il se contenta de répondre qu'aucun Vénitien, à moins d'avoir perdu l'esprit, ne pouvait rêver le retour d'un état de choses complètement et irrévocablement détruit. Il serait aussi déraisonnable à Venise, ajoutait-il, de prétendre conquérir les îles Ioniennes que de vouloir planter son drapeau sur les minarets de Constantinople. Malgré cette réponse, la république de Venise resta convaincue, faute d'une rectification officielle, d'avoir voulu disputer à l'Angleterre la possession des îles Ioniennes. On alla même jusqu'à citer une prétendue proclamation que le gouvernement de la république aurait adressée aux populations de ces îles pour les engager à secouer le joug et à se replacer sous la tutelle toute paternelle et bienfaisante du lion de Saint-Marc. Il va sans dire que cette proclamation n'avait jamais existé.

Une accusation de même force fut aussi portée contre Venise au sujet de l'Istrie. Dès le XIII siècle, en effet, une partie de l'Istrie s'était donnée à Venise, et n'avait cessé de lui appartenir qu'à la chute de la sérénissime république ; l'autre partie était sous la dépendance de l'Autriche. En 1817, des motifs de convenance administrative amenèrent la réunion des deux parties de l'Istrie en une seule province autrichienne, ayant Trieste pour chef-lieu. Or, Trieste et son territoire font partie de la confédération germanique ; mais l'Istrie vénitienne, quoique réunie à l'Istrie autri-

chienne par les liens de l'administration intérieure, quoique subordonnée à Trieste, comme la province l'est au chef-lieu, n'a jamais été reçue dans le sein de la confédération germanique, ne jouit d'aucun des priviléges attachés aux membres de cette association, et n'a jamais envoyé de députés à la diète allemande. Cette partie de l'Istrie parut ressentir le contre-coup de la révolution vénitienne ; plusieurs districts se soulevèrent, chassèrent les garnisons autrichiennes, et déclarèrent vouloir se réunir à la république, dont ils n'avaient été séparés que par la force. De là un concert de reproches et d'invectives contre Venise, que l'on accusait d'attirer sur l'Italie tout entière par sa folle propagande la colère et la vengeance de l'Europe, en commençant par l'Angleterre et en terminant par la confédération germanique. Une autre accusation vint encore frapper, non pas Venise, mais l'un des membres les plus distingués de son gouvernement. La Croatie avait pris récemment les armes contre la domination des Magyars. M. Tommaseo, né en Dalmatie, dans un pays slave, avait qualité pour adresser aux Croates des paroles fraternelles et pour les détourner d'une lutte dont il ne croyait pas l'issue favorable à la cause italienne. C'est ce qu'il fit. Aussitôt les journaux hostiles à la république vénitienne rapportèrent, en la commentant, l'adresse de M. Tommaseo aux Croates, et il n'y eut pas, pour ce ministre, assez de sarcasmes et d'injures. Le gouvernement républicain, déjà accusé de vouloir conquérir les îles Ioniennes et l'Istrie, fut signalé à l'indignation d'un certain nombre d'italiens comme le futur allié des Croates.

Toutes ces accusations ridicules ne mériteraient pas d'être rappelées, si elles n'étaient de sûrs indices du ressentiment causé dans la plupart des états italiens par la proclamation de la république de Venise. Cette proclamation avait été interprétée, nous

l'avons dit, comme l'expression d'une tendance séparatiste. Au fond cependant, ni Venise ni son gouvernement ne voulaient demeurer en dehors du royaume projeté de l'Italie septentrionale. La proclamation émanée du quartier-général piémontais, lors de l'entrée de Charles-Albert et de son armée sur le territoire lombard, était conçue en termes qui laissaient aux Vénitiens la faculté de faire cause commune avec l'Italie du nord sans sacrifier immédiatement leurs sympathies républicaines. Le gouvernement vénitien saisit avec empressement l'occasion qui lui était offerte par la déclaration du roi de Piémont. « Unissons-nous pour l'expulsion de l'étranger, dit-il dans sa réponse à Charles-Albert ; formons dans ces belles plaines, encore foulées par l'étranger, une alliance que nous cimenterons plus tard dans les villes délivrées de l'oppression autrichienne ; combattons aujourd'hui, et, lorsque nous serons libres, nous convoquerons la nation et nous l'inviterons à décider de son avenir. » La preuve que ce langage était sérieux est dans les démarches amicales que fit aussitôt le gouvernement vénitien auprès du gouvernement lombard, auquel il envoya un représentant. Milan, Parme, Modène et toutes les villes affranchies répondirent d'ailleurs à Charles-Albert dans le même sens. Ce qui était clair dans les adresses de ces villes ne l'était pas moins dans l'adresse de Venise. Seulement, dans les duchés et en Lombardie, on s'était abstenu de toute démonstration en faveur de telle ou telle forme de gouvernement. La faute de Venise était d'avoir proclamé la république.

Venise s'était donc attiré la malveillance de la Haute-Italie. Pouvait-elle se soutenir par elle-même ? Le lendemain d'une révolution, à la veille d'une guerre acharnée comme le sont d'ordinaire les guerres dites d'indépendance, Venise devait porter tous ses soins sur une bonne organisation de ses finances et de son ar-

mée. La garde nationale fut créée comme par enchantement, et les riches collections de l'arsenal furent employées en partie à armer le peuple vénitien. L'effectif qu'on obtint ainsi ne fut que de six mille hommes, les ouvriers du port et les pêcheurs n'ayant pu être astreints au service régulier de la milice citoyenne. D'un autre côté, le départ des Autrichiens avait laissé dans la ville à peu près quinze cents soldats italiens qui servaient dans les armées impériales, et que leurs chefs avaient congédiés en quittant Venise. Ces quinze cents soldats pouvaient suffire au service intérieur de la ville, pendant que la garde nationale recevait un certain degré d'instruction militaire. Ils formaient le noyau autour duquel on se promettait de grouper les nouvelles recrues, volontaires ou autres, pour les plier à la discipline et aux privations de la vie militaire. Deux causes firent malheureusement échouer ce sage projet : d'abord l'esprit d'insubordination des soldats congédiés par l'Autriche, puis les tendances séparatistes des villes de la terre ferme où la plupart des soldats avaient leurs foyers. La terre ferme commençait à se prononcer vivement contre Venise, dont elle se disait condamnée à payer les folies. Ces plaintes arrivèrent aux oreilles des soldats, qui, fatigués d'une carrière acceptée contre leur gré, se montraient de plus en plus impatiens de quitter Venise pour aller veiller au salut de leurs familles. Les provinces ayant envoyé des députations à Venise pour exprimer leur adhésion à la république, les membres de ces députations contribuèrent encore, par des discours imprudens, à irriter dans les corps licenciés ce sentiment d'impatience. Ils pressèrent même les soldats de les accompagner sur la terre ferme et de ne pas demeurer plus long-temps à Venise. On put prévoir dès-lors que les projets du gouvernement relatifs à l'organisation de la force militaire rencontreraient une vive opposition.

Venise ne tarda point, en effet, à être le théâtre de scènes affligeantes. Mis journellement en contact avec les nouveaux gardes nationaux, les soldats, prêts à la révolte, cherchaient à se créer des auxiliaires parmi les citoyens armés. C'étaient tous les jours de nouveaux scandales. Des gardes nationaux et des soldats échangeaient, en témoignage de fraternité, quelques pièces de leur uniforme, et se promenaient ensuite, bizarrement affublés d'insignes disparates, dans les rues de la ville, en proférant des menaces séditieuses. La démoralisation était grande, et l'influence de ces tristes exemples sur la garde nationale tout entière pouvait avoir les suites les plus déplorables. Le gouvernement allait-il être forcé de congédier les seules troupes dont il pût disposer à Venise, dans un moment où deux ou trois jours de marche seulement séparaient l'armée autrichienne de la capitale ? C'est ce qu'on se demandait quand de nouveaux excès de la soldatesque vinrent presser les déterminations du pouvoir.

La révolte militaire que Venise prévoyait depuis quelques jours finit par éclater dans la caserne des Tolentini. Les soldats qui s'y trouvaient envoyèrent à M. Manin une sorte de sommation pour qu'il vînt prendre connaissance de leurs griefs dans leur propre domicile. M. Manin était absent de Venise, et ce fut un des ministres ses collègues, M. Toffoli, qui consentit à se rendre au foyer de la révolte. La foule attroupée sur le chemin de la caserne, et craignant pour la vie du ministre, chercha en vain à le retenir : M. Toffoli persista dans l'exécution de son projet. L'aspect des insurgés n'était rien moins que rassurant. Le désordre de leurs vêtemens, le feu sinistre de leurs regards, leurs pas incertains, leurs paroles incohérentes, tout dénotait chez eux une ivresse qui pouvait se porter aux excès les plus coupables. M. Toffoli s'avança pourtant sans hésiter ; il parla avec fermeté,

avec douceur ; il fut écouté avec respect d'abord, puis avec enthousiasme. Ce qu'il demandait aux soldats, ce n'étaient que quelques jours de dévouement à la république de Saint-Marc : les refuseraient-ils ? La question ainsi posée ne permettait qu'une seule réponse. Des acclamations de vive Toffoli ! vive Manin ! saluèrent le ministre, qui fut porté en triomphe à sa gondole. Le soir même, la population apprit avec joie l'heureuse et pacifique solution de la difficulté.

Ce fut autre chose le lendemain. Cette fois c'étaient les dragons qui, au nombre de huit cents, sommaient M. Manin de se rendre en personne à la caserne de San-Salvator pour leur apporter leur congé. M. Manin était de retour à Venise, mais ce fut encore M. Toffoli qui se résigna à jouer le rôle de parlementaire. La sédition de la caserne San-Salvator était plus sérieuse que celle de la caserne des Tolentini. Les dragons avaient établi dans la rue une sorte de marché où ils vendaient à une foule avide tous leurs effets d'ameublement et d'équipement. À cette vue, M. Toffoli ne put contenir son indignation. L'Italien est naturellement éloquent, et le Vénitien est éloquent entre tous les Italiens. La colère inspira heureusement M. Toffoli ; il parla d'abondance et les larmes dans les yeux. Bientôt les fusils chargés s'abaissèrent devant lui ; les soldats reprirent leurs effets, leurs armes des mains des acheteurs, et toute la caserne rentra dans l'ordre. M. Toffoli put, en revenant auprès de ses collègues, leur annoncer un nouveau succès.

Toutefois cette double victoire sur la révolte était au fond peu significative et peu rassurante. La mobilité de ces troupes, leur insubordination, restaient un fait acquis, et auquel il importait de parer promptement. Il était évident que les soldats vénitiens ne

pouvaient être retenus plus long-temps loin de leurs foyers, et on les rendit aux provinces qui les réclamaient. Ce n'est pas sans intention que j'ai exposé avec quelque détail les circonstances qui ont précédé cette mesure du licenciement de la petite armée vénitienne. Cet acte du gouvernement républicain est un de ceux qu'on a le plus amèrement blâmés ; on voit cependant quelle pressante nécessité le lui a imposé.

La question que Venise avait cru un moment pouvoir résoudre par ses propres forces se représentait donc de nouveau : où trouver des soldats ? La Lombardie comptait sur l'armée piémontaise pour se donner le temps de créer une armée lombarde ; mais la distance ne permettait pas aux Vénitiens de tirer des troupes stationnées sur la rive gauche du Mincio les mêmes avantages que les Milanais, et d'ailleurs la constitution républicaine de Venise rendait l'intervention du roi Charles-Albert en sa faveur pour le moins douteuse. Quant à la formation d'une armée régulière, c'était un effort que la république ne pouvait s'imposer, et ses ressources financières le lui eussent-elles permis, le temps lui eût manqué. Il ne lui restait qu'à chercher son point d'appui dans les corps de volontaires. C'est à eux qu'elle s'adressa.

Les volontaires lombards et les premières colonnes arrivées de Naples gardaient les passages des Alpes suisses et tyroliennes depuis la ligne des lacs de Como et de Lecco jusqu'à celle des lacs d'Idro et de Garda. Les troisième et quatrième colonnes de volontaires napolitains avaient été embarquées sur le Pô à Pavie pour être dirigées sur Mantoue ou sur Ferrare, et y rencontrer la grande armée napolitaine qui accourait au secours des Vénitiens. Les volontaires toscans avaient pris par Plaisance et rejoint l'armée piémontaise aux environs de Mantoue. Quant aux volon-

taires romains, ils formaient, avec deux beaux régimens de Suisses pontificaux et quelques régimens de la ligne romaine, un corps d'armée considérable par le nombre des soldats comme par leur bravoure. L'excellente discipline des Suisses, la beauté virile de l'ardeur patriotique des volontaires, les talens bien connus du général Durando, tout se réunissait pour appeler sur le contingent romain la confiance et les sympathies de tous les patriotes italiens. C'était aussi sur cette armée que Venise avait concentré toutes ses espérances ; mais à peine le général Durando eut-il passé le Pô, qu'un ordre de Charles-Albert vint l'informer de la nécessité, pour toutes les troupes engagées dans la guerre de l'indépendance italienne, de reconnaître un seul maître. Durando était donc invité à prendre les ordres du roi de Piémont et à les exécuter comme tout officier ceux de son chef. Dès-lors s'évanouissait le dernier espoir des Vénitiens. L'armée de Durando, c'était encore l'armée piémontaise, et, si on s'adressait à lui, on pouvait prévoir qu'il répondrait comme Charles-Albert avait déjà répondu aux députés de Venise : « L'envoi de troupes sur le territoire vénitien, avait dit le roi, n'est pas une question militaire ; c'est une question politique. »

Privée de l'appui du contingent romain, Venise pouvait se tourner vers le contingent napolitain ; mais la désertion des troupes commandées par le général Pepe lui enleva bientôt cette dernière espérance. Ainsi de trente mille hommes à peu près, qui se dirigeaient sur Venise et qui paraissaient destinés à être pour elle ce que Charles-Albert et les soldats piémontais étaient pour la Lombardie, pas un ne traversa les lagunes. La première armée, commandée par Durando, passa sous les ordres du roi de Piémont, et chacun sait quel secours elle apporta à la malheureuse Vicence ; la seconde, commandée par le général Pepe, rebroussa

chemin avant d'avoir traversé le grand fleuve qui sépare l'Italie du nord de l'Italie centrale, et le vieux général, illustre par ses malheurs, qui était sorti de l'exil dans l'espoir de conduire, un jour au moins, les cohortes napolitaines au combat, était resté seul, plus tôt encore cette fois que de coutume, et seul il se rendait à Venise pour lui offrir, à défaut d'une armée, son bras et sa vieille expérience. Venise accueillit avec reconnaissance le malheureux général, et le plaça à la tête de la petite armée dont elle pouvait disposer. Il y avait quelque chose de noble et de touchant dans la résolution du général Pepe, de cet homme dont la vie avait été une suite de généreux projets toujours déjoués par la fortune, et qui, près de descendre dans le tombeau, s'était relevé par un élan suprême pour retomber victime d'une dernière illusion.

Tous les efforts de Venise pour organiser une force militaire capable d'une résistance sérieuse avaient donc échoué. Cependant les provinces ne lui tenaient pas compte de son zèle malheureux : elles ne cessaient de demander des soldats et de l'argent. Les membres de la consulte siégeant à Venise adressaient à leurs commettans des plaintes incessantes sur le peu de cas que le gouvernement central faisait des provinces, sur les manières brusques et dédaigneuses du président. Les demandes d'argent se croisaient de Venise aux provinces et des provinces à Venise. Celle-ci, en sa qualité de capitale et de siége du pouvoir central, était dans son droit lorsqu'elle prétendait que les provinces devaient lui fournir les moyens de pourvoir à la défense commune. Cependant les provinces se croyaient autorisées à garder leurs ressources pour elles-mêmes, et, lorsqu'elles prirent la détermination de refuser le paiement de l'impôt, Venise, privée de toute arme coërcitive, ne put que réclamer. Cette violation flagrante du

pacte solennel qui unissait les provinces à la capitale n'apporta aucune amélioration dans la situation matérielle des provinces, qui ne pouvaient se suffire à elles-mêmes et qui ne possédaient pas d'ailleurs tous les rouages administratifs nécessaires pour se gouverner seules. Aussi, même après avoir cessé d'envoyer de l'argent à Venise, continuèrent-elles à lui demander des soldats, des munitions, et des secours pécuniaires. Elles faisaient peser sur Venise la responsabilité des malheurs qui les menaçaient. En proclamant la république, répétaient-elles par l'organe de leurs journaux et de leurs représentans, en proclamant la république, vous avez éloigné de nous le défenseur de la Lombardie. Mettez-vous donc en quête d'autres alliés, d'autres troupes. Serons-nous les victimes de votre imprudence d'abord, et de votre maladresse ensuite ? Nugent et ses soldats approchent : qui nous aidera à les repousser ?

Àces plaintes réitérées Venise n'avait qu'une réponse à faire. La proclamation de la république n'avait pas été un acte prémédité ; la défiance inspirée par la république vénitienne au Piémont et à la Lombardie n'avait pas non plus été prévue. Venise était-elle coupable de la disparition des troupes romaines et napolitaines ? ne souffrait-elle pas autant et plus que les provinces ? ne manquait-elle pas aussi de défenseurs, n'ayant pour garnison que quelques corps détachés de volontaires ? Mais à quoi bon se défendre et se justifier ? Les provinces voulaient des troupes, et Venise ne pouvait pas leur en fournir. Le dénoûment de ce pénible conflit ne devait pas se faire attendre.

La Lombardie avait opéré sa fusion avec le Piémont dans les premiers jours de juin. Sans prévenir ni consulter la capitale qu'elles-mêmes s'étaient donnée, Vicence, Padoue, Rovigo et Tré-

vise, envoyèrent des députés au quartier-général de Charles-Albert pour lui offrir la souveraineté de leur pays et lui demander de les considérer dorénavant comme faisant partie de ses états. Elles ouvrirent ensuite les registres des paroisses, à l'imitation de Milan. Ce ne fut qu'après le retour des députés et le dépouillement des registres des paroisses que les quatre provinces se souvinrent de Venise. Elles lui adressèrent un message pour lui communiquer leur résolution et l'engager à suivre leur exemple. Toute population a sans doute le droit de prononcer sur son sort, et, dans le cas spécial dont il s'agit, l'usage de ce droit n'avait rien que de très sage ; mais Venise méritait aussi quelques égards, et l'acte de fusion des quatre provinces avec le Piémont n'eût rien perdu de son importance pour avoir été précédé plutôt que suivi d'une communication officieuse à la capitale. Venise était en droit d'attendre que les provinces s'adresseraient à elle avant de prendre aucune détermination grave et lui diraient : « Nous ne pouvons plus demeurer dans l'abandon où vous nous laissez ; unissons-nous toutes ensemble au Piémont ; ou bien, si cette démarche vous répugne pour votre compte, ne trouvez pas mauvais que nous l'exécutions pour le nôtre. »

Venise ne fit entendre ni plaintes ni récriminations. Sa position, fâcheuse quant au présent, n'offrait aucune sécurité pour l'avenir. L'abandon des provinces la privait subitement de toute ressource. En effet, Venise ne pourvoyait à ses besoins que par le Levant et l'Adriatique, ou par les provinces de la terre ferme. Les bâtimens autrichiens, qui préludaient au blocus en croisant dans les eaux de Venise, avaient presque détruit son commerce maritime. La terre ferme lui manquait tout à coup, et c'était pour satisfaire aux exigences de celle-ci que Venise s'était dépouillée des meilleures armes de son arsenal et de la plus grande partie des

sommes versées au trésor. Pour subvenir aux besoins toujours croissans des provinces, Venise avait ouvert un emprunt sous la forme d'une augmentation d'impôt, dont elle-même avait payé sa part : quand le tour des provinces arriva, elles s'étaient contentées de déclarer que, l'objet de cet emprunt étant de subvenir à leurs propres besoins, il était plus court et plus simple de garder le montant de l'impôt et de l'employer directement au but indiqué par Venise même. Cet acte d'indépendance n'ayant pas entraîné la séparation financière immédiate et complète des provinces d'avec la capitale, Venise avait continué à les défrayer, tandis que les revenus provinciaux n'arrivaient plus au trésor.

Dans la nouvelle situation où la plaçait la brusque résolution des provinces, Venise se vit forcée d'ouvrir un second emprunt et de délivrer à ses créanciers des obligations payables au porteur. Les manifestations de la terre ferme eurent d'ailleurs pour effet d'amener dans ses lagunes un plus grand nombre de volontaires, que le sort de la malheureuse ville touchait vivement. On vit accourir des Siciliens, commandés par le jeune et vaillant La Masa, l'un des héros de Palerme, des Napolitains groupés autour du général Pepe, des Romains fatigués des lenteurs étranges du général Durando, des Toscans, des Milanais appartenant à la garde nationale de Milan, et qui aimaient mieux se battre autour de Venise que monter la garde devant le palais du gouvernement provisoire. Tous ces corps formaient une garnison de quinze à vingt mille hommes, qui suffisaient à la défense de la ville.

La situation de Venise n'était pas désespérée, mais elle était fort grave. À la communication que lui firent les provinces, elle répondit par la convocation d'une assemblée générale pour le 18

du mois de juin. C'était cette assemblée qui devait décider de l'avenir de Venise.

Il ne restait plus qu'à attendre le 18 juin, et Venise appelait ce jour de tous ses vœux, quand des désastres imprévus vinrent modifier gravement la situation sur laquelle allait avoir à se prononcer l'assemblée nationale. On apprit d'abord la capitulation du général Durando, qui livrait à l'Autriche les clés de la Vénétie. Un homme qu'il faut plaindre et qu'on voudrait n'avoir point à blâmer, le général Zucchi, ajouta, de son côté, un nouveau chiffre à la liste déjà trop nombreuse de ses capitulations. Vicence, Padoue, Trévise, Rovigo, tombèrent successivement au pouvoir des Autrichiens. À la nouvelle de ces désastres si nombreux, si imprévus, Venise, un moment interdite, crut devoir ajourner la convocation de l'assemblée nationale, fixée d'abord au 18 juin. La reddition de Vicence avait eu lieu le 12 juin, celle de Padoue le 14. Le moment où ces revers se succédaient n'était guère favorable à la réunion d'une assemblée délibérante. On remit donc l'ouverture des délibérations au 3 juillet. Ce jour-là, cent trente-trois députés de Venise et des territoires non encore occupés par l'ennemi se rendirent au palais ducal. La question qu'ils avaient à discuter était double et se formulait ainsi : « Fallait-il se prononcer immédiatement sur le sort de Venise, ou attendre la fin de la guerre ? Fallait-il ou non se donner au Piémont ? »

La discussion ne tint guère que trois ou quatre séances. Les députés vénitiens, il faut le reconnaître, montrèrent un tact politique dont les assemblées nationales des autres états de l'Italie avaient rarement donné l'exemple. Ils ne firent point étalage de rhétorique, et ne parurent soucieux que de porter une égale lumière sur tous les points du débat. M. Tommaseo fut le seul qui

se prononça contre la réunion au Piémont ; il blâma cette mesure tardive comme aussi inutile que blessante pour la fierté nationale. Quant à M. Manin, il se montra réellement digne du rôle que la confiance du peuple lui avait assigné. Venise put admirer en lui plus que l'orateur, plus que l'homme d'état ; elle put reconnaître le citoyen dévoué qui tremblait pour l'avenir de son pays. M. Manin porta presque seul tout le poids de la discussion, qui ne fut, pour ainsi dire, qu'un long dialogue entre le président du conseil et l'assemblée. Les opinions républicaines du chef du gouvernement vénitien étaient assez connues, et, loin de les cacher, M. Manin s'en faisait gloire ; ces opinions lui interdisaient d'entrer dans une administration monarchique, et cependant il venait conseiller, supplier Venise de renoncer à la république pour se réunir au royaume de la Haute-Italie. À ceux qui voulaient poser des restrictions, des conditions, à ceux qui demandaient des garanties et des promesses, il répondait qu'un acte d'union pur et simple présentait moins d'inconvéniens, moins de dangers qu'une adhésion limitée, qui, pour peu qu'elle fût incomplète, pourrait tourner contre les libertés qu'elle était destinée à sauvegarder. L'opinion de M. Manin prévalut sur les deux questions, et l'assemblée décida, à la majorité de 127 voix contre 6, que l'union pure et simple au Piémont, aux conditions stipulées par les Lombards, aurait immédiatement lieu. L'on s'occupa ensuite de la formation du gouvernement provisoire qui devait conduire les affaires en attendant l'arrivée des commissaires piémontais. Cette fois encore, une lutte touchante s'engagea entre M. Manin et l'assemblée, qui ne voulait pas d'autre gouvernement que le sien. M. Manin dut monter plusieurs fois à la tribune pour combattre la détermination de ses collègues. Un député ayant demandé qu'on prévît le cas où Venise serait sacrifiée par le Piémont dans

quelque nouveau traité de Campo-Formio, et que le président s'engageât, si une telle occurrence se produisait, à reprendre son poste : — « Il est inutile, répondit M. Manin, de prévoir de semblables éventualités ; il est inutile que je prenne de pareils engagemens. Est-il parmi vous quelqu'un qui doute de mon dévouement ? (Ces derniers mots soulevèrent dans l'assemblée une explosion d'applaudissemens.) N'attristons pas ce jour et cette délibération par des paroles de mauvais augure. Nous ferons tous et toujours notre devoir, et ce devoir nous impose aujourd'hui de nous unir franchement et simplement au Piémont. Nommez un gouvernement qui ne soit pas l'expression d'un sentiment de défiance envers l'état dont vous allez faire partie. » Ces mâles paroles entraînèrent l'assemblée, qui choisit les membres du nouveau gouvernement dans la fraction la moins républicaine de l'ancien cabinet. M. l'avocat Castelli fut élu président, et s'adjoignit comme ministres MM. Paleocopa, Camerata, Paolucci et Cavedalis.

Avant de prendre congé de l'assemblée et de leur pays, les ministres démissionnaires voulurent rendre compte de leur administration, et les discours qu'ils prononcèrent à cette occasion, resteront comme de curieux documens sur l'histoire contemporaine de Venise. M. Manin raconta les démarches que le gouvernement vénitien avait tentées auprès de plusieurs états de l'Italie, particulièrement depuis la jonction des deux corps d'armée de Radetzky et de Nugent, pour les décider à invoquer de concert avec lui l'intervention armée de la France. À cette circulaire du gouvernement vénitien, le roi de Piémont n'avait fait aucune réponse ; la Toscane et les états pontificaux avaient tenu un langage amical, mais sans se prononcer nettement sur la question. En somme, le résultat de cette démarche avait fait ressortir le dé-

faut d'accord qui existait entre Venise et le reste de l'Italie. Le rapport du ministre des finances ne fut guère plus rassurant que celui du ministre des affaires étrangères. La conclusion était que le budget actif de la république de Venise, grace aux réductions récemment adoptées, ne dépassait pas 190,000 livres par mois. Ses dépenses les plus indispensables ne pouvaient être évaluées à moins de 2,200,000 livres par mois. On s'était adressé à toutes les villes d'Italie, en les conjurant de ne pas laisser périr Venise faute d'argent ; mais jusqu'à ce moment aucun secours n'avait été offert.

L'assemblée s'était réunie, nous l'avons dit, dans les premiers jours de juillet. Quelques envoyés secrets du Piémont s'étaient efforcés de préparer Venise au grave changement qui allait s'opérer. Pendant que l'assemblée délibérait, des cris de vive le Piémont ! à bas la république ! se firent entendre. Quand le résultat de la délibération fut connu, Venise ne laissa voir aucune émotion. La croix de la maison de Savoie remplaça sur tous les édifices le drapeau de Saint-Marc au milieu d'un morne silence. Les cris de vive le Piémont ! avaient cessé de retentir dès que les démonstrations royalistes avaient atteint leur but. Venise ne s'était unie au Piémont qu'avec défiance. Hâtons-nous de le dire, cette défiance était injuste ; elle pouvait conduire à un abîme. Les Piémontais n'étaient-ils pas les compatriotes, les frères des Vénitiens ? Oui, sans doute, mais le peuple n'achève pas son éducation en un jour. Des préjugés fâcheux le séparaient du Piémont. Pour en triompher, il eût fallu s'adresser franchement à son intelligence, à son patriotisme, plutôt que de le placer dans une cruelle alternative où la nécessité lui ôtait la liberté de son choix. La défiance de Venise s'expliquait moins encore par l'erreur de

ses habitans que par la maladresse des imprudens amis de la maison de Savoie.

III.

Deux faits qui semblaient se contredire suivirent l'adhésion de Venise au royaume de l'Italie du nord. Venise reçut de Charles-Albert deux mille hommes et 800,000 francs, mais, d'autre part, le blocus de Trieste fut levé. La population de Venise apprit avec peine la levée de ce blocus, qui pouvait à la longue déterminer un soulèvement des habitans de Trieste contre l'Autriche. Cependant le Piémont n'avait rien à se reprocher en cette occasion. Le mouvement de la flotte sarde s'expliquait par la retraite de l'escadre napolitaine, qui devait, conjointement avec elle, bloquer Trieste. La mollesse avec laquelle les opérations du blocus avaient été conduites dans l'origine pouvait seule mériter un blâme sérieux. Quoi qu'il en soit, Venise accueillit avec un profond mécontentement la déclaration de l'amiral piémontais Albini, annonçant qu'il se bornerait dorénavant à empêcher le blocus de Venise et la capture des bâtimens appartenant à la république.

Les commissaires piémontais, MM. Colli et Cibrario, n'arrivèrent à Venise que vers la fin du mois de juillet, et ils obtinrent du président Castelli qu'il partagerait avec eux le pouvoir. On touchait à une nouvelle crise. Je n'ai point à rappeler ici les événemens dont la Lombardie fut bientôt après le théâtre. Le contre-coup de la retraite de l'armée piémontaise au-delà du Tessin ne tarda pas à se faire sentir à Venise. Une lettre du maréchal Welden informa les habitans que l'armée sarde avait été complètement détruite, et que Venise pouvait une dernière fois mériter son pardon en invoquant la clémence de l'empereur Ferdinand. Le gouvernement vénitien remercia le maréchal de ses intentions

bienveillantes aussi bien que de ses informations, qu'il se plaisait à croire exactes. Il ajouta qu'il se regardait comme incompétent pour prendre l'initiative d'une décision dans une question qui intéressait toute l'Italie.

La première lettre du maréchal Welden fut bientôt suivie d'une seconde missive, datée du 9 août, et dans laquelle il annonçait à Venise l'armistice conclu entre le maréchal Radetzky et le roi de Sardaigne. On sait que d'après cet armistice, désigné sous le nom d'armistice Salasco, tout le pays compris entre le Pô, le Tessin et les Alpes était replacé sous la domination des Autrichiens. Le général insinuait que la cession de Venise était stipulée dans l'armistice et insistait auprès des autorités de cette ville pour que les hostilités entre les troupes à la solde de Venise et les troupes autrichiennes fussent immédiatement suspendues. La réponse du gouvernement vénitien fut brève et digne. Il repoussait toute proposition d'accommodement et toute communication ultérieure.

Après cette réponse, il importait de prendre un parti relativement au Piémont. L'armistice conclu par cette puissance avec le maréchal Radetzky rompait les liens qui avaient un moment existé entre elle et Venise. M. Castelli se rendit en toute hâte auprès de M. Manin pour le prier de l'accompagner chez les commissaires piémontais, M. Manin le suivit à l'instant ; dans la rue, la foule éplorée, ivre de colère et de douleur, l'arrête et lui crie : « Nous voulons savoir ce que l'on prétend faire de nous ; nous ne voulons pas être livrés aux Autrichiens ; plus d'Autrichiens, plutôt la mort ! » Et, à mesure que ces cris étaient poussés, l'exaltation populaire allait croissant et devenait de plus en plus menaçante. Le peuple voulait rompre sur-le-champ avec toute autorité

piémontaise, parce que le Piémont venait de signer un traité avec l'Autriche, et que Venise ne pouvait répondre de son indépendance qu'en redevenant l'arbitre de ses destinées. Ce ne fut pas sans de grands efforts que M. Manin obtint qu'on le laissât poursuivre sa route. Parvenu en présence des commissaires piémontais, il les trouva presque aussi agités que le peuple. Les mêmes craintes remplissaient toutes les ames.

Le peuple pourtant s'était attroupé devant la maison des commissaires, et demandait qu'on lui communiquât le texte complet des dernières dépêches. On lui lut un article d'un journal de Gênes (il Pensiero italiano), qui rendait compte de l'armistice et de ses conditions ; mais ce journal ne faisait aucune mention de l'escadre ni de la garnison piémontaise de Venise. On demanda des explications sur ce dernier point. Les commissaires répondirent, les larmes aux yeux et d'une voix émue, qu'eux-mêmes ignoraient complètement ce qu'on avait décidé au sujet de Venise. Cette assurance n'était pas faite pour calmer le peuple. Voyant le tumulte augmenter, les commissaires supplièrent M. Manin de partager avec eux le pouvoir. M. Manin répondit qu'il ne pouvait accepter une autorité émanant de celui-là même qui avait peut-être déjà signé la reddition de Venise. Enfin, après une longue discussion, interrompue sans cesse par les cris de la foule attroupée devant le palais, les commissaires convinrent de conserver leurs pouvoirs jusqu'à l'arrivée de nouveaux ordres du roi, mais de n'en pas faire usage et de ne plus intervenir dans l'administration du pays. Quelque étrange que fût ce moyen-terme, il fut adopté, parce qu'il calmait les craintes populaires ; mais le pays demeurait de fait sans gouvernement.

Ce fut encore M. Manin qui tira Venise de cette position anormale. « Nous allons, dit-il, convoquer immédiatement l'assemblée qui a décrété, il n'y a guère plus d'un mois, la fusion avec le Piémont, et nous lui demanderons de nommer un gouvernement provisoire ; mais, d'ici là, Venise ne peut rester livrée au désordre. L'ennemi est à nos portes, et le soin de défendre la ville ne pèserait sur personne ! Il faut se procurer de l'argent, nouer des relations diplomatiques. Ajouterons-nous l'anarchie à nos autres malheurs ? La situation exige le dévouement d'un honnête homme, qui se charge de tout jusqu'à la réunion de l'assemblée nationale. Je serai cet honnête homme. » Ces mots, adressés du haut du balcon au peuple, étaient prononcés avec un accent de franchise qui ne permettait pas d'hésiter. Le calme se rétablit aussitôt, et la foule se retira, pleine de confiance dans l'énergique citoyen qui se chargeait une fois encore des destinées du pays.

Il ne fallait que deux jours pour réunir l'assemblée, dont les membres étaient presque tous présens à Venise. Le 13 août, M. Manin put exposer devant les représentans du pays les motifs qui l'avaient déterminé à prendre en main le pouvoir. « La Haute-Italie est en ce moment dans une situation des plus tristes et des plus extraordinaires, dit M. Manin. Dans les ténèbres où nous sommes, nous ne devons nous en rapporter qu'à nous-mêmes du soin de notre salut. Si les malheurs de la maison de Savoie sont plus grands que nous ne le savons, si elle se voit forcée à accomplir de douloureux sacrifices, elle-même nous saura gré de ne pas lui laisser consommer notre ruine. Conservons-nous à ce prince qui ne nous céderait pas à l'ennemi sans d'amers regrets. Plus tard et lorsque le soleil du succès brillera de nouveau sur le royaume de la Haute-Italie, Venise assemblera encore une fois les députés, et disposera d'autant mieux de sa souverai-

neté qu'elle l'aura mieux défendue contre les barbares. C'est la guerre qu'il nous faut ; c'est à la paix que la partie occidentale de l'Italie du nord aspire en ce moment. Nous devons donc nous séparer pour le moment, de peur de nous nuire réciproquement par nos tendances opposées. »

Le discours de M. Manin obtint l'approbation de l'assemblée, qui nomma un gouvernement provisoire composé de trois membres, dont M. Manin était le président ; M. Graziani et M. Cavedalis complétaient ce triumvirat. Le nouveau gouvernement se hâta de vider la question soulevée par l'armistice conclu avec l'Autriche. Interpellé par le chef de la marine vénitienne au sujet de la partie de ses instructions qui pouvait intéresser la Vénétie, l'amiral piémontais Albini déclara, sur son honneur, n'avoir reçu aucun ordre nouveau relativement à la flotte qu'il commandait. Les officiers commandant les deux mille hommes de troupes piémontaises affirmèrent aussi qu'aucune instruction nouvelle ne leur était parvenue. Venise n'avait donc point été comprise dans l'armistice. Aucune question ne s'agitait plus entre elle et le gouvernement piémontais. Celui-ci s'était même remboursé des 800,000 francs prêtés à Venise par la saisie opérée à Gênes d'un convoi de fusils venant de Paris et destinés à la Vénétie. Il est juste de reconnaître que le séquestre mis sur ces fusils fut levé au bout d'un mois.

Presque aussitôt après l'installation du nouveau gouvernement vénitien, M. Tommaseo partait pour Paris, chargé par la république d'implorer le secours de la France. Venise prenait vis-à-vis d'elle-même, de la patrie italienne et de l'ennemi, l'engagement de persévérer jusqu'à la fin dans sa noble résistance.

Près de quatre mois se sont écoulés depuis que Venise, la seule ennemie que l'Autriche n'ait pas comprise dans l'armistice, a été abandonnée à elle-même. Pendant ces quatre mois, l'espoir prochain d'une intervention française s'est évanoui, la flotte et la garnison sardes ont été retirées conformément aux conditions de l'armistice, le blocus a enfermé la malheureuse et forte ville dans un cercle étroit ; l'escadre française est venue rompre cette chaîne, puis elle s'est retirée, et la flotte autrichienne a reparu ; enfin, la flotte sarde, toujours commandée par l'amiral Albini, a paru une seconde fois devant Venise, et les bâtimens autrichiens sont rentrés à Trieste. Les volontaires de toutes les parties de l'Italie, que la suspension d'armes fatigue et indigne, se sont donné rendez-vous dans les lagunes vénitiennes, et chaque jour voit arriver de nouveaux défenseurs autour de ce dernier boulevard de notre indépendance.

Depuis l'occupation de la terre ferme par les Autrichiens, depuis les croisières de leurs bâtimens dans l'Adriatique, tout commerce a cessé à Venise, et pas un florin ne lui est venu du dehors. Les dépenses ordinaires mensuelles, que le ministre des finances évaluait, au mois de juillet dernier, à 2,200,000 francs, ont été augmentées depuis par l'arrivée de nouvelles colonnes de volontaires. Venise a commencé par s'adresser à toutes les villes italiennes, et même aux villes étrangères, pour obtenir un emprunt ; on a ouvert partout des souscriptions mensuelles. Il nous en coûterait trop pour l'honneur de l'Italie de dire ce que ces démarches ont produit. Il a été question ensuite de donner pour garantie à l'emprunt quelques-uns des magnifiques objets d'art qui abondent à Venise ; mais les scrupules de l'administration n'ont jamais fléchi sur ce point. Ces trésors n'appartiennent pas seulement à la génération actuelle, a-t-on dit ; nos ancêtres nous ont

légué, dans ces chefs-d'œuvre, quelque chose de leur génie et de leur ame que nous devons transmettre à nos enfans. Nous saurons défendre et sauver la patrie sans la dépouiller. — On se demande avec effroi comment une telle situation peut durer. Un dévouement, une patience à toute épreuve, peuvent seuls l'expliquer. La stagnation absolue de tout commerce, de toute industrie et de tout travail, a forcé l'état de prendre des mesures extrêmes pour secourir les classes pauvres. Les riches capitalistes vénitiens se sont empressés de lui venir en aide. Des bons ont été émis par le gouvernement pour la somme de quatre millions, et vingt des principaux propriétaires de Venise se sont engagés à rembourser les détenteurs de ces bons. La parole de ces généreux citoyens inspire une telle confiance, que le papier-monnaie de Venise, attaquée en ce moment par mer et par terre, a été accepté au pair dans toute l'Italie. D'après un calcul fait récemment, les citoyens de Venise auraient à cette heure livré à la république ou répondu en son nom pour la somme de trente millions. Cet argent est exporté par la voie de mer en échange de vivres dont la ville ne peut se passer, et qu'elle est absolument forcée de tirer du dehors.

Au milieu de tant de misères, privé de toute ressource, menacé de la mort ou de l'esclavage, le doux peuple vénitien déploie toute la fermeté des anciennes populations du midi de l'Italie ou de la Grèce. Il peut voir du haut de ses murailles les uniformes blancs s'étaler sur les vertes prairies de Mestre et de Fusine, et le bruit du canon ennemi le poursuit jusque dans son sommeil. Jamais pourtant, depuis que ce terrible état de choses dure sans interruption, jamais le courage, la constance, l'humeur gaie et sereine de ce peuple, n'ont reçu de démenti. L'émission du papier-monnaie, mesure si effrayante d'ordinaire pour les capitalistes et pour

le petit comme pour le grand commerce, n'a pas excité le moindre murmure à Venise.

Toute ville assiégée est nécessairement soumise à des épreuves cruelles, mais il est des privations qu'il était réservé à Venise seule de connaître. L'habitant de Paris comprendra-t-il bien ce que peut être le blocus d'une ville bâtie entièrement dans les flots de la mer, dont les rues sont des canaux, les jardins des étangs, où tout arrive du dehors, depuis le moindre herbage jusqu'à l'eau potable ? Pour prolonger la résistance dans des conditions semblables, il faut des hommes doués du calme et de la patience qui ont de tout temps distingué les Vénitiens. Ce ne sont pas des plaintes que ces hommes font entendre, et on peut voir les plus pauvres discourir gaiement sur les marches des perrons et des églises, sur les quais ou dans les gondoles. Les riches souffrent plus que nous, répètent-ils, ou plutôt il n'y a plus de riches. Et ils disent vrai. La famille Papadopoli, les Rothschilds vénitiens, dont les beaux palais occupent seuls tout un côté d'un des principaux canaux de Venise, a rompu aujourd'hui avec les habitudes fastueuses qui rappelaient son origine orientale. Aux heures des repas, elle s'assied devant des couverts en bois et un service en terre cuite dans ses vastes salons dépouillés de leurs riches tentures et de leurs meubles splendides. Il n'est pas une Vénitienne qui possède un bracelet, une chaîne en or, un bijou, un cachemire ; le costume de la plus grande dame est le même que celui de la fille du peuple. « Je regrette, disait il y a quelques jours une dame vénitienne, je regrette de ne plus rien avoir, parce que je ne puis plus rien donner. » Personne ne parle à Venise de se rendre et de quitter la partie. Le vieux général Pepe, à la tête de quinze cents jeunes volontaires minés par la fièvre, vient de faire une sortie contre les troupes autrichiennes forti-

fiées à Mestre et à Fusine. Il leur a pris des canons et les a repoussés jusqu'à Padoue. Le peuple, qui avait entendu la canonnade, s'est rassemblé sur la place Saint-Marc, et c'est là qu'un membre du gouvernement, paraissant à la fenêtre du palais, lui a donné la nouvelle de la victoire, terminant son discours par ces mots que la piété naïve de l'auditoire a vite compris : « La Vierge protectrice de Venise est exposée dans Saint-Marc. » En un instant, la place était déserte et l'église envahie. On reconnaît à de telles scènes cette poétique exaltation qui, au milieu des plus cruelles épreuves, n'abandonne pas le peuple italien.

Nous avons dit les moyens de défense que Venise puise dans le caractère même de ses habitans ; il nous reste à parler des moyens matériels que lui offre sa position au milieu des mers, et à montrer comment elle sait en tirer parti. Le point de la ville le plus rapproché de la terre ferme en est à trois mille quatre cents mètres : telle est en effet la longueur du pont du chemin de fer qui unit Venise à la côte. La partie du rivage qui fait face à la ville est garnie, sur une ligne de soixante milles d'Italie, de trente-six fortins tous en parfait état de conservation, bien gardés et défendus par quatorze cents pièces d'artillerie. La garde des côtes est confiée à une petite garnison dont le service est des plus pénibles. Une centaine de péniches ou embarcations de guerre, montées chacune par quinze soldats de marine, côtoient incessamment le rivage. C'est sur ces légers navires, exposés jour et nuit aux intempéries de l'air et aux boulets autrichiens, que ces braves soldats ont passé tout l'été de 1848. Du côté de la mer, le blocus de Venise est en ce moment rendu impraticable par la présence de six bâtimens français, seize bâtimens sardes et treize vénitiens. L'armée de terre qui défend Venise est d'à peu près vingt mille hommes. Il n'y a là presque pas de troupes régulières, et seule-

ment des corps de volontaires siciliens, napolitains, toscans, romains, lombards, tyroliens et vénitiens. Des officiers français commandent plusieurs de ces légions, dont la tenue est admirable. De vieux soldats toléreraient difficilement les privations que supportent depuis six mois ces hommes qui ont renoncé à des habitudes douces et oisives pour vivre, à peine vêtus, à peine nourris, dans des forts baignés par une eau stagnante. Depuis six mois pourtant, on n'a eu aucune désertion à signaler.

Venise ne perd pas confiance, et à l'entrée de l'hiver son conseil municipal s'est réuni pour aviser aux moyens de traverser la saison rigoureuse. La proposition d'hypothéquer quelques-uns des chefs-d'œuvre de l'école vénitienne a été faite de nouveau et de nouveau repoussée. D'accord avec les principaux propriétaires, le conseil s'est décidé à ouvrir un nouvel emprunt de douze millions, dont il s'est constitué garant. Du papier-monnaie pour cette somme sera émis successivement, et la commune en garantit le remboursement sur son cens foncier. L'on compte, avec ces douze millions, faire face aux dépenses de l'hiver et atteindre le mois d'avril. D'ici là il faut croire que la souscription mensuelle d'un franc qui a été ouverte dans toutes les villes et bourgades italiennes et dans plusieurs capitales de l'Europe se sera développée suffisamment pour être d'un véritable secours à la république.

L'assemblée nationale vénitienne a eu dernièrement à se réunir pour procéder à la réélection du pouvoir exécutif : elle a maintenu ses premiers choix. Elle ne pouvait pas mieux faire, puisque M. Manin est l'ami fidèle de Venise, à laquelle il a tout donné chaque fois qu'elle a eu besoin de ses services. Il est à désirer pourtant que M. Manin s'applique davantage à lutter contre

les défauts regrettables qui chez lui s'unissent à de brillantes qualités. Qu'il se défie surtout de cette humeur impérieuse, de cette tendance à dédaigner la discussion qui pourrait l'entraîner à de fâcheux écarts. À Venise plus qu'ailleurs peut-être, le pouvoir a des traditions et des prestiges qui peuvent égarer à la longue l'ame la mieux trempée. Ce n'est pas dans les archives du conseil des Dix, nous l'espérons, que M. Manin cherchera ses inspirations politiques. Entre les procédés d'une dictature surannée et les principes féconds de la liberté moderne, il ne pourra longtemps hésiter.

Quel que soit le sort réservé à Venise, quelles qu'aient été les fautes de son gouvernement, personne ne contestera aujourd'hui à cette malheureuse ville le mérite d'une constance qui touche à l'héroïsme. Nous n'ignorons pas les reproches sévères qu'on peut en ce moment même adresser à l'Italie. Dissimuler ses torts, ce n'est pas les effacer, et ce serait un pauvre patriotisme que celui qui porterait aujourd'hui un Italien à ne reconnaître aucune différence pour la gloire de son pays entre le printemps et l'automne de 1848. Non, ce patriotisme n'est pas le mien. Nous avons commis des fautes, à quoi bon le nier, puisque nos malheurs l'attestent et portent de ces fautes mêmes le plus irrécusable témoignage ? Mais la conduite de Venise nous dédommage de bien des humiliations, et au milieu de tant d'amertumes nous nous souviendrons que la gloire vénitienne est venue jeter quelque douceur. L'Europe, l'Italie même, semblaient avoir oublié Venise et ne plus se soucier de cette ville perdue dans les mers. On la disait impuissante aussi bien à reconquérir qu'à garder son indépendance. Aujourd'hui Venise donne à ces injustes accusations un démenti solennel. L'Europe lui a rendu ses sympathies, et l'honneur italien trouve en elle un dernier rempart. Un jour viendra,

nous l'espérons, où la réparation sera plus complète encore. Ce jour-là, l'Italie aura reconquis son indépendance, et Venise sera célébrée, entre toutes les villes libres italiennes, comme n'ayant jamais ni désespéré de la patrie ni hésité dans ses sacrifices à la sainte cause de notre affranchissement.

*Christine Trivulce de Belgiojoso.*

## 04

ET LA

RÉVOLUTION ITALIENNE DE 1848.

LA GUERRE DANS LE TYROL ITALIEN.

Le mouvement révolutionnaire du Tyrol italien diffère quelque peu des grandes insurrections de Venise et de Milan. Il y a eu là aussi des scènes dramatiques, des luttes acharnées suivies de tristes revers ; mais ces montagnes escarpées, ces vallées, ces défilés sauvages, en multipliant les centres d'action, ont imprimé aux événemens mêmes un peu de leur physionomie étrange et tourmentée. La révolution milanaise a pu se développer à l'aise dans les vastes plaines de la Lombardie ; la révolution vénitienne, après avoir rayonné sur plusieurs provinces, a fini par se concentrer dans une seule ville, héroïquement défendue ; la révolution tyrolienne n'a point eu cette fortune : elle n'a été, à proprement parler, qu'une guerre de partisans. On ne comprend bien de tels événemens, on ne s'intéresse à tant de bizarres péripéties, qu'à la condition de bien connaître le lieu de la scène, les intérêts mis en

jeu, les antécédens historiques qui peuvent servir à éclairer les faits récens. Ces intérêts, ces antécédens sont malheureusement trop ignorés. Le nom même de Tyrol, donné communément aux vallées italiennes dont nous avons à parler, prouve combien peu l'on a de notions précises sur l'état passé comme sur les prétentions légitimes de la population italienne des Alpes méridionales. Exposer les causes historiques de l'insurrection tyrolienne de 1848, décrire le théâtre de la guerre avant de la raconter, c'est là une double nécessité qui trace le plan même de notre récit.

## I.

L'Italie s'étend jusqu'au sommet des Alpes, et l'Allemagne commence sur ce même sommet ; le versant méridional de ces montagnes est italien, le versant septentrional est allemand. — Cette disposition des frontières italiennes ne varie que sur un seul point, le Saint-Gothard, dont les deux versans appartiennent tout entiers, non à l'Allemagne, mais à la Suisse. Le Tyrol proprement dit est un pays allemand, qui s'étend depuis le versant septentrional des Alpes jusqu'à la Styrie à l'est, et jusqu'au duché d'Autriche au nord. Quant au pays improprement nommé le Tyrol italien, il commence au versant méridional, et touche, par sa frontière occidentale, aux territoires de Brescia et de Bergame ; du côté du midi, il atteint le Véronais ; du côté de l'est, la Vénétie ; du côté du nord enfin, le Tyrol allemand. Avant de former une sorte d'état compacte, ce pays était partagé entre plusieurs maîtres. Les vallées dites Val Lagana, Val di Ledro, Val di Fieme, Val Lagarina, Giudicarie, Val delle Sarche, Val de l'Adige, Val di Sole, Val de Noun ou Nounia, dépendaient anciennement des états limitrophes, c'est-à-dire des villes de Bergame, Brescia, Vérone et Venise. D'autres parties de ce qu'on nomme aujourd'-

hui le Tyrol italien étaient enclavées dans le Tyrol allemand. Celui-ci relevait de l'empereur d'Autriche, depuis qu'en 1357 la comtesse de Tyrol, Mathilde, avait adopté les petits-fils d'Albert II de Habsbourg. Le prince-évêque de Trente et Bressanone, souverain de cette principauté, reconnaissait l'empereur d'Allemagne pour suzerain, et avait rang parmi les princes du saint-empire. Les prétentions de l'Autriche sur cette principauté et les vallées voisines, c'est-à-dire sur tout ce qui s'appelle aujourd'hui Tyrol italien, remontent à 1799, époque de la fameuse insurrection des Tyroliens contre les armées françaises. Les habitans de quelques-unes des vallées italiennes s'étant unis aux insurgés du Tyrol autrichien, cela suffit pour que l'Autriche les adjoignît définitivement à son territoire, et considérât les vallées italiennes du versant méridional des Alpes comme autant de dépendances de la principauté de Trente. La ville de Trente devint ainsi le noyau d'un petit état qui, sous le nom de Tyrol italien, fit d'abord partie de l'Autriche, puis, en vertu du traité de Presbourg, passa à la Bavière, et plus tard fut rendu à l'Autriche, dont il a cherché de nouveau à secouer le joug en 1848. — Il importe de montrer jusqu'à quel point les sentimens de nationalité italienne se sont conservés, à travers des fortunes si diverses, parmi des populations ainsi disputées.

Ce qui est certain d'abord, c'est qu'avant la révolution française, la principauté de Trente et le comté de Tyrol avaient leurs administrations distinctes. Ce qui est non moins certain, c'est que lors de l'insurrection de 1799, parmi les populations italiennes du versant méridional des Alpes, toutes ne s'unirent pas aux populations du Tyrol allemand contre la France. Ce pays, comme tout le reste de l'Italie, fut alors divisé en deux camps : les ennemis de la France et ses partisans. Nous ne nous arrêterons

pas à ces deux époques, où l'on n'avait encore porté que des atteintes indirectes à l'indépendance du Tyrol italien. L'époque de la domination bavaroise fut marquée par des faits autrement graves et significatifs.

Quand les vallées méridionales des Alpes, y compris la principauté de Trente, passèrent au pouvoir de la Bavière, ce royaume était en quelque sorte dépendant de la France. Il fallut des troupes françaises pour protéger la domination bavaroise dans le Tyrol italien. La Bavière, à peine entrée en possession de ces vallées, voulut y établir tous les impôts qu'elle jugeait compatibles avec les ressources du pays. Rien n'était plus impolitique, car les sujets du prince-évêque de Trente ne payaient que l'impôt personnel, consistant en 12 carantani (12 sous à peu près) par tête. Le fisc trentin était signalé comme le plus débonnaire de l'Europe. Ignorant peut-être les étranges priviléges dont les montagnards italiens se croyaient autorisés à jouir, Bonaparte les soumit aux anciennes charges qui pesaient sur le reste de l'Italie septentrionale, charges par elles-mêmes assez lourdes, surtout pour un peuple accoutumé à l'impôt de 12 carantani. Bonaparte et ses conseillers ne prévoyaient pas sans doute la portée de la révolution économique que leurs décrets devaient opérer dans le Trentin. Quoi qu'il en soit, l'établissement de ce système régulier d'impôts fut la vraie cause de l'animosité des montagnards contre les Français. On a préféré, nous le savons, expliquer cette animosité par un dévouement chevaleresque à la maison d'Autriche ; c'était méconnaître complètement l'esprit qui anima de tout temps les Tridentins. La Bavière, qui ne faisait qu'appliquer les idées, exécuter les ordres de la France, hérita naturellement de la haine que cette puissance avait soulevée.

Les griefs des habitans des vallées alpestres contre la France et la Bavière ne pouvaient rester long-temps ignorés de l'Autriche. Le gouvernement de cet empire comprit quelles armes le mécontentement des populations italiennes du Tyrol, dont elle connaissait la fermeté inébranlable, lui offrait contre la France. Des émissaires autrichiens furent envoyés dans les environs de Trente : ils n'eurent pas de peine à y déterminer une insurrection générale. Le chef de cette propagande révolutionnaire était l'archiduc Jean. Ses principaux lieutenans furent le célèbre André Hofer et le capucin Haspinger. Des promesses d'indépendance furent prodiguées aux Italiens du Tyrol. L'Autriche les engageait à chasser les garnisons françaises et les autorités bavaroises ; elle devait prendre ensuite sous son égide la cause tyrolienne, former un état de l'ancienne principauté de Trente et des vallées annexes, et obtenir pour ce nouvel état, avec un prince indépendant, l'abolition de tous les impôts établis depuis l'arrivée des Français.

Le Tyrol crut à ces promesses ; il courut aux armes. En deux jours, du 11 au 13 avril 1809, le mouvement insurrectionnel se communiqua à toutes les vallées des Alpes. Le bruit du tocsin et de la fusillade troubla les échos des gorges les plus reculées. On fit prisonniers huit mille hommes des meilleures troupes françaises. Le général Baraguay-d'Hilliers se vit contraint de quitter le Tyrol. Des bandes nombreuses et résolues occupèrent tous les passages, toutes les positions importantes ; chaque Tyrolien était devenu un soldat. Quelle était pourtant la véritable cause de ce mouvement héroïque ? C'étaient, je le répète, les promesses d'indépendance faites par l'Autriche, et ceux qui ont vu dans les insurgés tyroliens de 1809 des partisans fanatiques de l'antique domination impériale se sont trompés grossièrement.

Cependant, à l'époque même où ces événemens se passaient dans le Tyrol, les armées coalisées fuyaient devant les soldats français, qui, après les victoires d'Eckmühl et de Ratisbonne, se présentaient aux portes de Vienne. Les troupes bavaroises, encouragées par ces succès, rentrèrent dans le Tyrol ; elles ne tardèrent pas à en sortir : le 25 et le 29 mai 1809, elles furent complètement défaites par les Tyroliens près du fleuve Brenner, et durent repasser en désordre les Alpes tyroliennes. Les montagnards les poursuivirent, les joignirent près d'Inspruck, et achevèrent de détruire ces corps déjà affaiblis. Une autre colonne, composée de paysans de la vallée de Noun et commandée par un médecin appelé Martinoli, se porta vers Trente, où le général autrichien Leiningen était assiégé par les troupes françaises. Elle dégagea le général et la ville de Trente. Le projet de ces braves montagnards était de marcher sans retard vers Klagenfurt, pour faire lever le siége de cette forteresse et rétablir les communications entre l'Autriche et le Tyrol ; mais la bataille de Wagram et l'armistice de Znaïn vinrent changer complètement la situation. L'Autriche se vit contrainte d'abandonner les malheureux Tyroliens à leurs anciens seigneurs et ennemis les Bavarois.

Cet abandon de l'Autriche ne pouvait manquer de blesser profondément les montagnards qui avaient si énergiquement servi sa cause. Ces naïves populations n'oublient facilement ni un bienfait ni une offense. Les Tyroliens étaient dès 1806 mécontens des Bavarois, mais ils pouvaient espérer alors d'alléger un joug trop lourd par une résistance calme et digne. C'était l'Autriche qui, par ses promesses trompeuses, leur avait mis les armes à la main, et c'était elle maintenant qui signait la paix avec les ennemis du Tyrol, sans stipuler aucune garantie en faveur de ses anciens alliés. Au moment où cette triste nouvelle se répandit dans

les montagnes, les troupes autrichiennes que les habitans venaient de délivrer n'avaient pas encore quitté le pays. Cet André Hofer, que l'on a représenté jusqu'ici comme la victime de son dévouement romanesque à l'empereur d'Autriche, conçut la pensée hardie de retenir le général Leiningen et le reste des troupes autrichiennes en otages, et d'entreprendre à ses risques et périls la guerre contre la France, contre la Bavière, au besoin contre l'Autriche elle-même. Ce n'était pas la crainte qui pouvait détourner les Tyroliens de l'exécution d'un pareil projet ; mais il était encore possible de les tromper. Le général autrichien baron de Hosmayer, émissaire viennois, se chargea de ce soin en prodiguant aux Tyroliens les plus flatteuses assurances. Du départ des troupes autrichiennes dépendaient, à l'entendre, le salut et l'indépendance du Tyrol. Jamais l'Autriche n'avait eu la pensée d'abandonner ses intéressans alliés ; mais, pour qu'il lui fût possible d'insister efficacement en leur faveur auprès des Français, il était nécessaire que l'accord de l'empereur et des Tyroliens ne parût pas troublé. Les paysans du Tyrol n'étaient pas de force à lutter de finesse avec les courtisans autrichiens. Craignant, après tout, d'être injustes en voulant éviter d'être dupes, ils relâchèrent les Autrichiens et leur permirent de retourner dans leur pays. Les adieux que fit aux Autrichiens un chef tyrolien au nom de ses camarades méritent d'être rapportés. « Allez, leur dit-il ; vous êtes entrés en amis dans nos vallées, sortez-en de même ; seulement, si vous en sortez pour nous trahir et nous abandonner, évitez d'y rentrer, car vous ne savez pas combien est terrible la vengeance du Tyrolien. Si vous nous trahissez, craignez désormais deux choses, le Tyrolien dans cette vie et Dieu dans l'autre. » Ainsi parlait, dans les premiers jours d'août 1809, debout devant le général Leiningen, le bras tendu vers les montagnes qui séparent le

Tyrol italien du Tyrol autrichien, et le visage enflammé d'une sainte indignation, l'un des amis d'André Hofer, un de ces paysans guerriers qui chassent ou qui combattent, selon que leur patrie est libre ou esclave. Les soupçons d'André Hofer et des siens n'étaient que trop fondés. L'Autriche ne tint nullement ses promesses, et le Tyrol se trouva seul aux prises avec la puissance presque surhumaine de Napoléon.

Qu'allait faire cette nation de sept cent mille hommes, sans alliés, sans autres forteresses que les pics escarpés de ses rochers, sans armées régulières, sans artillerie (car les Autrichiens avaient tout emporté, canons et munitions) ? Cette nation se défendit, et elle sut même prolonger vaillamment la résistance. André Hofer repoussa les troupes qui occupaient le Tyrol, et pendant quelques jours le sang coula à flots dans toutes les vallées. Un moment, le Tyrol put se croire affranchi. Hofer le gouvernait sous le titre de vicaire de l'empire. Cependant la paix de Vienne avait été signée ; des injonctions précises furent envoyées au Tyrol, de la part de l'Autriche, pour que l'on y déposât immédiatement les armes. La France et la Bavière accompagnèrent ces injonctions de menaces. Ni les unes ni les autres ne produisirent d'abord le moindre effet ; mais les hommes prudens finirent par se faire écouter : ils conjurèrent les combattans de réfléchir à l'inégalité des forces. Leur rôle était facile : du moment que l'on discutait, le parti de la soumission devait l'emporter, et il l'emporta. On promit le désarmement, et André Hofer se soumit.

Les autorités françaises de Milan ne regardèrent pas la soumission de l'héroïque partisan comme sincère ; elles procédèrent à sa capture. Hofer s'était retiré dans un chalet situé au milieu des rochers, à peu de distance de la rivière Possayer. Sa tête avait

été mise à prix. Tranquille et confiant dans la loyauté de ses compatriotes, Hofer ne s'inquiétait point. Malheureusement le Tyrol comptait un traître parmi ses enfans. Le prêtre Donaï avait toujours libre accès auprès d'André, qui avait foi en sa vieille amitié. C'est Donaï pourtant qui dénonça et livra Hofer. On sait comment mourut le chef tyrolien. Le gouvernement de la Lombardie voulut peut-être épargner à l'Autriche l'embarras de réclamations inutiles, car l'ordre d'exécuter Hofer dans les vingt-quatre heures parvint de Milan aux autorités de Trente par la voie télégraphique. André Hofer ne témoigna dans ses derniers momens qu'une émotion douce et triste. Il marcha à la mort d'un pas ferme, la tête haute et le front serein. Seulement, arrivé sur le lieu désigné pour l'exécution, il promena un long regard sur le pays pour lequel il allait mourir. Sa poitrine se gonfla, et il secoua la tête ; mais, ses yeux s'étant portés sur le crucifix qu'on lui présentait, ses traits reprirent promptement leur expression calme et grave. Le 3 septembre, le Tyrol perdit son héros ; sa mort fut une tache pour le gouvernement qui tira de lui cette vengeance cruelle, la honte de la nation qui l'abandonna et du peuple parmi lequel on trouva un traître pour le livrer.

Le Tyrol passa dès-lors, par le traité de Vienne, à la France, qui l'incorpora à la Lombardie ou au royaume d'Italie, sous le nom de département du Haut-Adige. En 1815, l'Autriche essaya de nouveau d'attirer à elle les Tyroliens par les vieilles promesses d'indépendance, d'abolition des impôts, de formation d'un état séparé. Elle ne réussit pas ; mais elle pouvait se passer de réussir. Le congrès de Vienne et la paix de Paris lui donnèrent le Tyrol, ainsi que tout le nord de l'Italie. On comprit désormais sous le même nom les vallées italiennes des Alpes, la principauté de Trente et les pays allemands qui s'étendent entre les Alpes et la

Styrie. On donna seulement le nom de Tyrol italien aux vallées méridionales, pour les distinguer des vallées septentrionales. Quant aux impôts, le système appliqué au royaume lombardo-vénitien devint celui du Tyrol italien. Ce système, déjà fort lourd pour la Lombardie, était complètement ruineux pour un pays agreste, dont la population est peu nombreuse et l'industrie nulle. L'agriculture, qui est la seule ressource de ces vallées, y est entravée par la nature même du sol ; les terres du Tyrol ne rendent guère que 2 pour 100. On comprend quelle misère dut résulter de cette assimilation tentée par le fisc autrichien entre le Tyrol et la Lombardie.

Tout concourait d'ailleurs à entraver une tentative de fusion également condamnée par l'histoire et par la nature. J'ai dit que, sur toute la ligne des Alpes, le versant méridional appartient à l'Italie, et le versant septentrional à l'Allemagne. J'ajouterai que les deux langues, rapprochées sur cette étroite limite, ne se sont jamais confondues. Point de dialecte italo-germain sur les cimes ou dans le sein de nos Alpes ; l'italien est parlé sur le versant méridional, l'allemand sur le versant septentrional. Le rapprochement ne s'est pas opéré mieux entre les caractères qu'entre les langues. Le Tyrolien italien est le plus intelligent et le plus fin des montagnards, le Tyrolien allemand le plus grossier et le plus simple. Brun, svelte, les traits saillans et aigus, les yeux enfoncés, le nez aquilin, les lèvres minces, le menton en avant, le front carré, tel est l'habitant des vallées alpestres italiennes ; blond, lourd, le visage long, les lèvres épaisses, le menton fuyant, la taille puissante et élevée, mais sans élégance, tel est l'habitant du versant opposé.

Les intérêts mêmes des deux populations sont tout-à-fait différens. Quoique peu nombreuse, la population du Tyrol italien ne récolte pas de quoi se nourrir pendant la moitié de l'année. Le peuple des campagnes vit presque exclusivement de riz et de polenta (sorte de bouillie de farine de maïs). Le pays ne supplée pas seulement à cette pénurie de céréales par l'achat de grains italiens, mais aussi par l'émigration annuelle d'une partie de ses habitans, qui vont travailler pendant quelques mois en Lombardie. Le commerce du bétail est l'une des principales sources de l'aisance dont, après tout, ces vallées jouissent dans de certaines limites. Les Tyroliens italiens exportent chaque année en Allemagne trente mille porcs ; ils élèvent à peu près cent mille moutons, qui passent six mois de l'année dans les pâturages de la Lombardie. Pour les bêtes à cornes, le Tyrol italien les fournit à la Lombardie, en les tirant des provinces méridionales de l'Allemagne. La Lombardie, dont les laitages sont partout renommés, est peut-être, de tous les pays d'Europe, celui qui emploie le plus grand nombre de bêtes à cornes. C'est dans le Tyrol italien et la Suisse que la Lombardie cherche ses troupeaux. La Suisse produit elle-même les animaux que lui emprunte la Lombardie ; quant au Tyrol italien, il n'est que l'intermédiaire entre ce pays et l'Allemagne, riche en bestiaux.

La soie, le vin et le bois sont autant de ressources pour ces montagnards. Le vin est le seul produit qui pourrait gagner à la séparation du Tyrol italien d'avec l'Italie et à son incorporation dans la confédération germanique et dans l'union douanière allemande, car les vins du Tyrol auraient toujours un débit assuré dans les provinces septentrionales de l'Allemagne, tandis que les vins de l'Italie leur feront toujours une concurrence ruineuse. C'est dans la Lombardie en revanche que le Tyrol italien trouve

un débouché pour ses forêts. Tous les torrens qui transportent dans les plaines habitées les bois coupés sur le sommet des montagnes descendent du Tyrol dans les plaines lombardes. L'industrie de la soie étant commune à la Lombardie et au Tyrol, il est évident que la législation lombarde doit lui être plus favorable que la législation allemande. Les producteurs de la soie habitent l'Italie ; les manufacturiers en soierie habitent l'Allemagne ; le Tyrol n'est qu'une petite fraction du pays producteur. Réuni à la masse des producteurs, il sera protégé ; réuni au pays manufacturier, il verra ses intérêts sacrifiés. La nature du pays, l'histoire, le caractère des habitans et leurs intérêts, tout conspire à réunir le Tyrol à l'état lombard-vénitien Aussi long-temps que la question des nationalités sembla sommeiller en Autriche, le Tyrol italien resta livré à une insouciance, à une immobilité dont les Lombards-Vénitiens lui surent mauvais gré. Pauvres, adroits et ambitieux, les Tyroliens italiens s'appliquaient à faire fortune par tous les moyens qui se présentaient à eux, et même par l'intrigue. Ce n'est que dans le Tyrol que le gouvernement autrichien trouvait la ruse et la souplesse italiennes prêtes à ne reculer devant aucune fonction publique. C'est dans le Tyrol méridional que le gouvernement autrichien recruta les membres de ces commissions extraordinaires qui signèrent les condamnations des Pellico et des Confalonieri, et qui inventèrent de nouvelles tortures, ignorées même des inquisiteurs espagnols. Cependant ces hommes, les Salvotti, les Zajotti, les Menghini, n'étaient ni dévoués à la maison d'Autriche, ni partisans convaincus du pouvoir absolu ; leurs victimes les entendirent plus d'une fois s'excuser auprès d'elles du rôle odieux qu'ils étaient forcés de jouer. Les libéraux étaient les plus faibles, et la liberté telle que l'entendent les peuples civilisés, et qui n'est après tout que l'exercice de cer-

tains droits politiques, n'inspirait aux Tyroliens aucun attachement sincère : ils trouvaient tout simple de se ranger du côté des oppresseurs.

Toutefois, si la liberté n'était pour les Tyroliens qu'une idée abstraite, un prétexte à factions et à combats, il en était autrement de la nationalité. Pendant les guerres de l'empire, les montagnards du Tyrol méridional s'étaient déclarés contre les Français, qui avaient détruit leur existence politique et institué un vice-roi à Milan, tandis que l'Autriche leur promettait une existence indépendante. La question de l'indépendance, qui demeura comme abandonnée pendant tant d'années en Europe, fut reprise dernièrement en Italie ; elle émut douloureusement les Tyroliens. La confédération germanique s'occupait de constituer son union douanière, et l'Italie parlait de l'imiter, impatiente qu'elle était de saisir toutes les occasions de prononcer les mots si chers de nationalité et d'Italie. Ce fut alors que le Tyrol méridional s'agita. Du moment que l'opposition de l'Italie contre l'Autriche se transportait sur le terrain des nationalités, du moment qu'on les mettait en mesure de choisir entre la nationalité allemande et la nationalité italienne, les habitans des vallées alpestres ne pouvaient demeurer froids et indifférens. Devant eux s'étendaient les plaines de cette Italie dont ils parlaient la langue ; les hommes nés dans cette plaine leur ressemblaient comme des frères ressemblent à des frères, leurs souvenirs se confondaient dans un passé commun ; enfin leurs intérêts étaient les mêmes. Réuni à l'Allemagne, le Tyrol apporterait à sa nouvelle patrie des besoins, des tendances, des coutumes étrangères, qu'il lui faudrait bientôt sacrifier ; réuni à l'Italie, ses besoins, ses tendances et ses mœurs seraient ceux de la population entière. Les lois, les institutions, auraient pour objet la satisfaction de ces besoins, de ces ten-

dances, le développement de ces mœurs. La question fort simple était ainsi posée : Le Tyrol s'appartiendrait-il, ou appartiendrait-il à l'étranger ?

L'Autriche possède à un degré supérieur l'art de déraciner les peuples du sol où ils ont pris naissance, d'égarer les nationalités par la création de nationalités factices, n'ayant de base ni de cause que le caprice, ou, ce qui est encore pis, la politique du souverain. C'est ainsi qu'une partie des Grisons, ayant été séparée de la Suisse, a été façonnée à l'image des vallées de Bergame, de Brescia et de Lecco ; c'est ainsi que l'Illyrie vénitienne s'est vue rattachée au Tyrol autrichien, et a aujourd'hui Trieste pour chef-lieu. Je pourrais rappeler bien d'autres faits, mais je me bornerai à citer ici l'exemple de ces vallées qui avaient appartenu de toute antiquité aux provinces italiennes limitrophes, et qu'on essaya de confondre avec le Tyrol. L'Autriche fut bien près de voir avorter ses projets, et Trieste même fut à plusieurs reprises sur le point de s'associer au mouvement italien.

Quoi qu'il en soit, le cri de vive la nationalité italienne ! avait trouvé de l'écho dans les vallées qui entourent la ville de Trente et se prolongent derrière les montagnes qui bornent les lacs d'Idro, de Garda et d'Iseo, jusqu'au Stelvio. La nouvelle de l'insurrection lombarde détermina un soulèvement qui commença dans la vallée de Condino, derrière le lac de Garda, et s'étendit sur la gauche jusqu'au Stelvio, sur la droite jusque sous les murs de Trente même. Les vicissitudes de cette révolution, à laquelle des glaciers servent d'arène, et dont les héros sont des chefs de guérillas, méritent d'être racontées en détail ; mais d'abord un mot encore sur le pays qui a été le théâtre de ces événemens, et

dont la structure naturelle a été pour beaucoup dans les péripéties de la guerre.

Le Tyrol est comme un petit monde enfermé dans la chaîne des Alpes. Coupé en deux par une ligne de montagnes, la partie italienne du Tyrol incline à travers mille pentes insensibles vers la plaine lombarde ou méridionale, tandis que la partie allemande se prolonge, au nord, par une pente encore moins sensible et va rejoindre les montagnes de la Styrie et de la Gorice. C'est du Tyrol italien seulement que j'ai à parler.

Bergame et Brescia, ces villes de la Lombardie, sont situées à mi-côte des riantes collines qui forment le premier échelon de la chaîne des Alpes tyroliennes. Ces collines, qui atteignent l'extrémité sud du lac de Garda, tournent brusquement vers le nord, en longeant le lac, et prennent de moment en moment des proportions plus imposantes. Le rivage oriental du lac est également bordé de montagnes élevées. Ces montagnes se prolongent au-delà du lac, qui finit à Peschiera, et, se retirant un peu plus en arrière de la ligne parallèle au lac, elles passent derrière la ville de Vérone, se rapprochent de Vicence, et, non loin de Padoue, remontent vers le nord-est, en traçant, avec la ligne qu'elles ont suivie depuis le lac de Garda, les deux côtés d'un angle obtus. C'est derrière cette espèce de paravent que s'étend le Tyrol italien et sa capitale, la ville de Trente. La largeur de ce pays, depuis les territoires de Bergame et de Brescia jusqu'à ses frontières du côté de Trente, peut être de vingt-cinq lieues. Trente s'élève sur l'Adige et à peu de distance de la frontière vénitienne. Le centre du Tyrol italien est occupé par une grande et riche vallée qui est aussi la partie la plus importante du pays. Elle se déploie obliquement du sud-est au nord-ouest, et forme avec la grande route qui

va de Brescia à Vérone, ou de l'ouest à l'est, les deux côtés d'un angle aigu.

Cette vallée oblongue, dite la vallée de Non (Noun), est traversée dans toute sa longueur par le fleuve Noce. Deux routes parallèles partent de l'extrémité sud-est de la vallée, et longent le fleuve jusqu'à l'extrémité opposée, où se trouve le gros bourg de Clés, qui, dans ce pauvre pays, est considéré comme une assez grande ville. En cet endroit, les montagnes se resserrent tellement, qu'elles ne laissent au fleuve qu'un étroit passage, puis elles s'écartent de nouveau et forment une seconde vallée dite la Val del Sole ou la Vallée du Soleil, qui est en quelque sorte la continuation ou le prolongement de la Val de Non. Cette vallée va rejoindre au sud-ouest la Val Gabbia et les montagnes qui s'étendent des territoires de Brescia et de Bergame jusqu'à la Valteline et aux Grisons. Le val de Non est le centre du Tyrol, et c'est de là que partent les principales routes qui sillonnent la contrée. Malgré l'inégalité du terrain, ces communications sont assez faciles ; une route mène de Clés à Tione ; une autre route part de la Vallée du Soleil et s'arrête au lac d'Idro, dans le territoire de Bergame. Une troisième commence à Clés, et, se divisant à Saint-Michel, aboutit d'un côté à Riva, près du lac de Garda, de l'autre à Trente et à Roveredo. À part ces routes principales, il n'y a guère que des sentiers ; tout le pays qui s'étend au nord et à l'ouest de la Vallée du Soleil n'est qu'un labyrinthe de montagnes et de vallons séparés par d'étroits défilés, dont le plus célèbre est une sorte de tunnel à ciel ouvert appelé le Tonale. Nous avons indiqué la disposition des vallées principales ; les montagnes ne se groupent pas d'une façon moins bizarre. Non loin du Tonale se dresse le pic du Montocio ou Mont de l'Œil, ainsi nommé parce que l'un de ses versans présente une excavation bizarre, ressem-

blant plutôt à une selle qu'à autre chose, mais que l'on est convenu de comparer à un œil. Trois rangs ou chaînes de montagnes se détachent du Montocio, côtoient sur la gauche la Vallée du Soleil, et se rejoignent aux environs du ravin qui sépare les deux vallées de Non et du Soleil. Deux autres chaînes croisent ces ramifications, et complètent un formidable système de défense, qui permet à des bandes peu nombreuses de garder aisément l'entrée du Tyrol italien du côté de l'Allemagne. En effet, placez quelques hommes résolus sur les hauteurs qui dominent l'étroit passage par lequel le fleuve Noce se jette de la vallée de Non dans celle du Soleil, ou bien sur les sommets suspendus au-dessus des défilés qui terminent la Vallée du Soleil et qui vont toujours se rétrécissant jusqu'au lac d'Idro : aucune armée, si nombreuse qu'elle soit, ne pourra se risquer dans un défilé où deux hommes seuls peuvent passer de front, et où le feu des bandes abritées derrière les rochers la menacerait d'une complète destruction. Et, en supposant même que des troupes régulières aient franchi ces passages redoutables, comment des hommes, lourdement équipés, ignorant les détours des vallées tyroliennes, pourraient-ils poursuivre dans les gorges et sur les pentes des Alpes des montagnards agiles et légèrement armés, connaissant chaque sentier, chaque retraite de ce pays sauvage, et pouvant entraîner dans mille embuscades les soldats surpris ?

Tel est le pays où pendant quelques mois les armées autrichiennes et les volontaires italiens se sont trouvés en présence. On a peine à comprendre comment là aussi, sur un terrain si bien préparé par la nature, ont échoué les courageux efforts des soldats de l'indépendance italienne. Il a fallu, pour annuler tant d'avantages assurés à nos troupes par la configuration du Tyrol italien, il a fallu un enchaînement de fautes bien graves, une im-

péritie, une imprévoyance bien coupables. C'est cette triste série de mécomptes et de revers qu'il me reste à raconter.

## II.

Les habitans des vallées tyroliennes comprenaient bien tout l'avantage de leur situation et se promettaient d'en tirer parti avec le concours des corps francs lombardo-vénitiens. Ils avaient raison de compter sur l'appui des Italiens, car sans la possession du Tyrol, le succès de la guerre de l'indépendance était compromis. Le Tyrol italien faisant cause commune avec l'Italie contre l'Autriche, l'armée autrichienne ne pouvait plus recevoir ni renforts, ni munitions, ni secours d'aucun genre. La retraite même lui était coupée, et l'on sait le découragement qu'éprouvent, en pareille occasion, les meilleurs soldats. Si au contraire le Tyrol italien appartenait à l'Autriche, l'Italie perdait son meilleur rempart. Le Lombardo-Vénitien demeurait constamment ouvert à l'ennemi ; les belles et riches villes qui, de Milan jusqu'à Venise, s'élèvent au pied des montagnes tyroliennes étaient placées nuit et jour sous le coup d'une surprise. À quoi servirait-il de battre et de mettre en déroute les troupes autrichiennes, si à quelques pas du champ de bataille elles possédaient un abri inattaquable, où elles pussent se retirer pour se rallier et se réorganiser à loisir, si l'Allemagne entière était libre de verser sur les plaines lombardes ses soldats et ses canons ? À quoi bon chasser l'ennemi si les clés de notre pays demeuraient entre ses mains, et s'il pouvait y rentrer selon son plaisir ?

Ce fut sous l'empire de ce sentiment que les Tyroliens s'insurgèrent. Ces vallées et ces montagnes ne sont guère peuplées que de paysans vivant dans des villages ou des fermes isolées. La noblesse, très peu influente et peu riche en Tyrol, est concentrée

dans les petites villes de Trente et de Roveredo. Quelques familles titrées vivent seules dans la campagne. Les hommes qui jouissent de quelque influence sur la population sont les médecins, les avocats, les magistrats de second ordre, les membres du clergé et les petits propriétaires. Ces hommes eux-mêmes n'ont pour la plupart jamais quitté leurs vallées ; ils ne peuvent par conséquent avoir d'idées bien arrêtées sur ce qui ne touche pas directement leur pays. En politique, ils ont moins des opinions que des sentimens. L'Autriche les a trompés, donc ils détestent l'Autriche. Leurs intérêts commerciaux et industriels, ainsi que leurs sympathies, les attirent vers l'Italie ou vers la Suisse. Pour se séparer de l'Autriche, ils sont prêts aux plus grands sacrifices. Ce sont les médecins, les avocats, les prêtres, qui donnèrent le signal de l'insurrection de 1848. Leur plan était simple. Il s'agissait, en premier lieu, de chasser les garnisons et les autorités autrichiennes. Il fallait ensuite garder les passages des montagnes et empêcher l'ennemi d'y rentrer. Pour les seconder dans cette dernière partie de leur tâche, les Tyroliens comptaient sur l'appui de la Lombardie, de la Vénétie et du Piémont.

Àpeine la nouvelle des événemens de Milan fut-elle parvenue dans le Tyrol, que les montagnards se rangèrent autour des hommes les plus éminens de cette classe moyenne. Des bandes de cinquante et cent hommes se formèrent ainsi spontanément, commandées par les médecins, les avocats, les prêtres, dont l'influence sur la population était le mieux établie. Une terreur panique s'était emparée des troupes autrichiennes. Les soldats se retirèrent sans résistance devant la population soulevée, les uns pour rejoindre les troupes qui se concentraient dans les forteresses de la Vénétie, les autres pour aller à la rencontre des renforts qui arrivaient de l'Allemagne. Une seule ville fit exception,

par sa tranquillité, au milieu du mouvement général. Tandis que le drapeau tricolore flottait sur tous les clochers du Tyrol, Trente ne s'émut pas. Les Tridentins étaient cependant renommés pour leur énergie et leur patriotisme. La garnison autrichienne de Trente ne dépassait pas d'ailleurs deux ou trois cents hommes. Ce fut un premier mécompte. On a pu s'expliquer depuis l'inaction des habitans de Trente. Il est certain qu'une population ardente et résolue se serait autrement conduite ; toutefois il y a loin de la mollesse à la lâcheté, à la trahison surtout. Les Tridentins n'étaient coupables que d'avoir attendu, pour s'insurger, l'arrivée des montagnards des vallées voisines, et d'avoir cru inutile d'agir contre une garnison de deux cents hommes, paralysés par la retraite des troupes autrichiennes dans tout le reste du pays.

Quoi qu'il en soit, l'insurrection avait triomphé dans tout le Tyrol, excepté à Trente. La première préoccupation des montagnards fut de s'assurer le concours du nouveau gouvernement de la Lombardie. Malheureusement ils avaient commis une première faute, la même qui attira sur Venise tant d'embarras et de désastres. Le drapeau tricolore qui flottait sur les églises des hameaux tyroliens était surmonté du bonnet phrygien : le Tyrol avait proclamé du même coup son indépendance et sa foi républicaine. Pour les Vénitiens, la république était un glorieux souvenir ; pour les Tyroliens, qui ignoraient le mouvement des idées modernes et le savant mécanisme du régime constitutionnel, c'était la seule forme de gouvernement possible en dehors de l'absolutisme autrichien. Au moment où le Tyrol se prononçait si nettement, la Lombardie était sous l'influence toute-puissante du Piémont, et le Piémont ne pouvait consentir à l'établissement, dans les vallées tyroliennes, d'une forme de gouvernement qui ne leur eût pas permis de s'unir à un pays monarchique. Il était

évident que la Lombardie ne prêterait aux républicains du Tyrol qu'une assistance fort tiède, d'autant plus que les seuls auxiliaires qu'elle pût leur envoyer étaient précisément les volontaires des corps francs, presque tous inscrits dans les rangs de la jeune Italie et disciples de Joseph Mazzini. L'ignorance où l'on était sur l'esprit de ces populations les protégea, il est vrai, dans le premier moment, et la députation tyrolienne, qui, conduite par le prêtre Meneghelli, vint à Milan solliciter le concours des Lombards, fut d'abord favorablement accueillie. Le plan de défense que Meneghelli proposait au gouvernement fut accepté. Ce plan se réduisait à quelques dispositions que le général en chef des troupes lombardes approuva complétement.

Les Tyroliens demandaient 2,000 hommes pour défendre l'entrée de leur pays. Ces 2,000 hommes devaient pénétrer dans le Tyrol par Brescia et s'emparer du Limarò, montagne située à droite de la Vallée du Soleil, et dominant l'un des étroits passages qu'il faut nécessairement traverser pour se rendre du Tyrol à Brescia. Après avoir laissé un détachement à la garde du Limarò, le reste du corps franc poursuivrait sa route en longeant le bord des deux vallées jusqu'au chemin qui conduit de la vallée de Non à l'extrémité du lac de Garda. Là, un second détachement serait demeuré ; il aurait occupé Riva, bourg situé à l'extrémité du lac, tandis que le gros du corps serait entré dans la vallée de Non, aurait longé le fleuve qui la traverse, serait descendu jusqu'à l'extrémité sud-est de la vallée, et en serait sorti en passant entre les deux villages appelés Mezzo-Lombardo et Mezzo-Tedesco, placés, comme deux sentinelles, des deux côtés du passage par où le fleuve Noce s'échappe de la vallée, et se jette dans l'Adige à quelques lieues au-dessus de Trente. — Les Tridentins, disait l'abbé Meneghelli, tiennent leurs regards sans cesse tournés vers

ce point, d'où doit leur venir le secours qu'ils attendent. — La population est prête à agir : il n'y a donc pas de temps à perdre. L'armée piémontaise devait appuyer cette démonstration, ne fût-ce que par la présence d'un corps peu considérable, car les Autrichiens devaient savoir que nos jeunes volontaires, loin d'être abandonnés, pouvaient, au besoin, compter sur le secours d'une puissante armée. Les circonstances facilitaient cette démonstration des Piémontais, puisqu'à cette époque leur armée se trouvait engagée dans le blocus de Peschiera, forteresse placée aux portes du Tyrol et à fort peu de distance de la ville même de Trente. Était-il donc si difficile pour le général piémontais chargé de ce siége de détacher de son armée quelques centaines de soldats, et de les poster durant un certain nombre d'heures sur le sommet des montagnes qui séparent Peschiera ou Vérone de Trente ?

Déjà plusieurs vallées tyroliennes étaient occupées par les insurgés indigènes. Les détachemens lombards stationnés à Limarò, à Riva et à Trente auraient complété l'occupation militaire du Tyrol, le poste de Riva ayant surtout l'avantage de rendre le transport d'hommes et de munitions prompt et facile par le lac. En suivant la route tracée par le prêtre Meneghelli, les deux mille volontaires qu'il réclamait pouvaient être ramenés sur le théâtre de la guerre et reprendre, en peu de temps, leur rôle dans l'action principale. Nous allons voir comment le plan de Meneghelli fut exécuté.

Les volontaires partirent, le 24 mars, de Milan pour Brescia ; d'autres se mirent en route quelques jours plus tard. Les premiers, ayant pris un chemin détourné, passèrent par la ville de Crême, que les Autrichiens évacuèrent à leur approche ; les seconds se dirigèrent directement sur Brescia, et de là passèrent à

Salò, petite ville située non loin de l'extrémité du lac de Garda, sur le rivage oriental du lac, dans une position enchanteresse, et qui rivalise avec les beaux rivages de Baia ou de Sorrente.

Le prêtre Meneghelli avait obtenu du gouvernement provisoire et du général en chef les ordres nécessaires pour exécuter son plan ; mais, arrivé à Brescia, il rencontra dans le général Allemandi, choisi pour commander tous les corps de volontaires, une résistance opiniâtre et imprévue. Les instructions signées par le gouvernement provisoire et par le général en chef étaient pour le général Allemandi comme non-avenues. Enfin, et après une longue et pénible discussion, après que M. Meneghelli lui eut expliqué dans tous ses détails le plan qu'il se proposait d'exécuter, le général céda, quoiqu'à regret et de mauvaise grace, c'est-à-dire qu'il confirma par sa signature l'ordre donné par le général en chef au capitaine Scotti. Le prêtre Meneghelli et sa petite colonne, qui n'était composée que de cent et quelques individus, poursuivirent donc leur route vers le Tyrol ; mais ils venaient à peine de surmonter ce premier obstacle, qu'ils se virent arrêtés de nouveau par un capitaine de la colonne des volontaires de Brescia et de Bergame, nommé Longhena.

La colonne de Meneghelli était alors arrivée sur le mont Caffaro, haute montagne placée à l'extrémité du lac d'Idro, et qui commence, pour ainsi dire, le labyrinthe de monts et de rochers compris entre le lac d'Idro et la Vallée du Soleil. Le capitaine Longhena fut plus inflexible que ne l'avait été le général Allemandi, et, jugeant que le mont Caffaro était trop rapproché de ce Tyrol dont il voulait interdire l'entrée aux légionnaires de l'abbé Meneghelli, il les força de rétrograder jusqu'à Bagolino, lieu situé sur une montagne moins haute et moins avancée que la première ; puis,

revenant sur sa décision, lorsque déjà la colonne de Meneghelli était à Bagolino, il lui fit connaître qu'il levait la consigne, et consentait à l'expédition du Tyrol.

Que devaient-ils penser, ces Tyroliens partis de Trente pour implorer le secours des Lombards, ces Tyroliens si joyeux d'avoir obtenu les promesses d'appui du gouvernement de Lombardie et du général en chef des troupes lombardes ? Quelle anarchie dans ces corps, dont chaque officier contrôlait les ordres de ses supérieurs et ne les exécutait qu'après en avoir lui-même constaté l'urgence ! Quelle sympathie pouvait-on attendre d'hommes qui ne semblaient d'accord que pour entraver de leur mieux une expédition dont le but évident était la délivrance d'une province italienne, de celle sans laquelle il était impossible de garder les autres ? Nul doute que les braves et dévoués montagnards qui accompagnaient l'abbé Meneghelli n'aient été plus d'une fois saisis de tristes pressentimens ; mais ils n'avaient pas fini de lutter contre les mauvaises passions de ceux qu'ils regardaient comme des frères.

Le 9 avril, la petite troupe s'arrêtait quelques heures à Condino pour y installer un gouvernement provisoire, et arrivait à Tione, où elle apprenait que, peu d'heures avant, les Autrichiens s'étaient emparés du Limarò, passage d'une extrême importance, et qu'il eût été si facile d'atteindre avant les troupes fatiguées qui arrivaient du fond du Vorarlberg. L'occupation réalisée par les Autrichiens du Limarò et du village de Stenico, situé à mi-côte, était, pour le moment, un insurmontable obstacle à l'exécution du plan de Meneghelli ; mais ce n'était pas tout. Les volontaires, arrêtés à Tione, village dominé de tous côtés par les montagnes, allaient être attaqués par les troupes stationnées à Limarò. Il fal-

lait se préparer à soutenir un siége. Telle était l'extrémité à laquelle les retards causés par le mauvais vouloir du général Allemandi et du capitaine Longhena réduisaient les braves Tyroliens. Les jeunes volontaires firent leur devoir. Cent des leurs furent laissés à la garde du pont de Storo, sous lequel coule un torrent qui se dirige des montagnes vers le lac de Garda. Cent autres gardèrent un passage assez étroit à quelque distance de Tione, passage que les Autrichiens ne pouvaient éviter en venant du Limarò. Il ne restait donc dans le village de Tione que trois cent cinquante hommes, avec lesquels il fallait tenir tête à quelques milliers de soldats du Tyrol autrichien, soutenus peut-être par de l'artillerie. On plaça des vedettes tout le long du chemin de Stenico à Tione, pour ne pas être surpris, et on barricada le pont de Storo, ainsi que plusieurs points alentour du village. Ainsi préparés, ces volontaires attendirent les événemens. La fortune les favorisa. Au lieu des soldats autrichiens, ce furent des colonnes attardées et amies qui arrivèrent au secours des assiégés : les colonnes Arcioni, Tibaldi, Thanberg, Mannara, qui formaient en tout près de deux mille hommes.

Ces auxiliaires, qui arrivaient fort à propos, étaient partis le 24 de Milan, tandis que l'abbé Meneghelli n'en était parti que le 28. D'où venait ce retard ? La colonne Mannara, qui se composait des membres les plus distingués de la jeunesse milanaise, s'était dirigée, en quittant Crême, vers Brescia, et de là sur Salò, où se tenait le général Allemandi. S'étant emparée du bateau à vapeur qui fait le service du lac, cette légion, composée de quatre cents hommes, forma le projet de descendre au village de Desenzano et de l'occuper. Cette expédition entraîna quelques retards qui en assurèrent le succès. De retour à Salò, la colonne Mannara reçut du général Allemandi l'ordre de se porter sur le rivage opposé du

lac, entre Vérone et Peschiera, pour observer les mouvemens de l'ennemi. La colonne obéit ; mais, mécontente du rôle peu glorieux d'explorateur qui lui était assigné, elle employa ses loisirs à l'attaque de la poudrière de Peschiera, dont elle s'empara en faisant prisonniers les Croates qui la gardaient. Les volontaires se trouvèrent, par ce fait, disposer de cinq cent barils de poudre, qu'ils firent embarquer sur-le-champ pour Salò, tandis qu'eux-mêmes occupaient le village de Castel-Nuovo, pour protéger l'embarquement. Le général Allemandi reçut, avec les cinq cents barils de poudre, une demande de renfort du commandant Mannara, qui déclarait ne pouvoir suffire, avec sa petite troupe, à conserver la position de Castel-Nuovo. Il discutait avec ses aides-de-camp la convenance de l'envoi demandé, lorsque Castel-Nuovo fut attaqué par un corps de deux mille Croates. Les volontaires postés sur la rive du lac opposée à celle où est située le village de Castel-Nuovo s'empressèrent de courir aux armes ; mais une trahison, que j'ai racontée ailleurs, prolongea leur navigation sur le lac pendant toute une nuit, et ne leur permit d'aborder qu'après l'incendie du village et le massacre du plus grand nombre des jeunes compagnons du capitaine Mannara. Les Croates avaient pu se retirer en laissant des traces sanglantes de leur passage. Sans insister sur ce triste épisode de la guerre du Tyrol, il est impossible de ne pas témoigner une pénible surprise de l'attitude étrange du général Allemandi, qui avait dissipé pendant plusieurs jours, en des expéditions inutiles et dangereuses, le temps que les volontaires lombards, conformément au plan de Meneghelli, n'auraient dû consacrer qu'à l'expédition du Tyrol. Sur des troupes peu habituées à la discipline, le défaut d'unité et de prévoyance, que trahissaient tant d'ordres contradictoires, devait produire et produisit en effet la plus fâcheuse impression.

Ce ne fut qu'après le retour des débris de la colonne Mannara que le général Allemandi se souvint de l'expédition du Tyrol et des volontaires perdus dans les neiges depuis plusieurs jours en présence d'un ennemi dont les forces n'étaient pas connues. Toutes les légions réunies à Salò ou dans les environs, et près de cinq cents déserteurs de l'armée autrichienne, passèrent la frontière tyrolienne et se dirigèrent à grands pas vers Tione, dans l'intention de tenter un coup de main sur Riva. Le général Allemandi avait donc complètement oublié le plan de l'abbé Meneghelli, que le gouvernement provisoire et le général en chef avaient non-seulement approuvé, mais dont ils avaient ordonné l'exécution, le plan auquel lui-même avait acquiescé ! La colonne Scotti et Meneghelli attendaient à Tione le renfort promis pour se diriger vers Trente ; le renfort arrivait, mais porteur d'instructions qui ne parlaient de Trente qu'en termes vagues, et signalaient Riva comme le but principal de la campagne.

Cependant les Autrichiens postés sur le Limarò et prêts à attaquer la colonne Scotti changèrent d'avis, lorsque les deux mille hommes de renforts furent arrivés. Ils évacuèrent le château de Stenico et se retirèrent au-delà du Limarò, dans les montagnes voisines du Tyrol autrichien ; mais, avant d'effectuer leur retraite, ils eurent recours à un subterfuge dont les exemples ne manquent pas dans l'histoire de cette campagne, qui nous reporte souvent aux plus tristes jours du moyen-âge. Les volontaires venaient de prendre possession du château de Stenico, lorsqu'ils virent un corps assez nombreux d'hommes armés sortir du château de Tublin (situé au-delà de Stenico, dans la direction du Tyrol autrichien) et se diriger en toute hâte vers eux. L'habit noir ou brun serré sur les hanches par une large ceinture en cuir, le chapeau à large bord et à fond pointu surmonté d'une plume

noire, tout le costume enfin des nouveaux venus annonçait une bande italienne. Le drapeau tricolore flottait à la tête de la petite colonne, et des écharpes aux mêmes couleurs se croisaient sur la poitrine des officiers. Le premier mouvement des volontaires postés à Stenico fut de se porter au devant de ceux qu'ils regardaient comme des frères ; mais le costume, le drapeau italiens ne cachaient, cette fois, qu'un odieux stratagème. Quand les deux troupes ne furent plus qu'à quelques pas l'une de l'autre, la première jeta le masque, en poussant un cri de rage, et les volontaires de Stenico, à peine armés, se virent attaqués par un détachement autrichien. En quelques minutes, une mêlée s'engagea dans laquelle les Autrichiens eurent d'abord facilement le dessus. De nombreuses victimes tombèrent sous leurs coups. Bientôt pourtant les jeunes volontaires, à force de courage et de sang-froid, firent reculer l'ennemi, mais ce ne fut qu'après avoir laissé plusieurs de leurs vaillans compagnons entre les mains des Autrichiens ou sur le champ de bataille.

Toutefois les Autrichiens s'étaient retirés de Stenico. Il s'agissait de marcher en avant. C'est alors que la discorde se mit au camp des volontaires. La colonne commandée par l'abbé Meneghelli et le capitaine Scotti voulait se diriger sur Trente, et un grand nombre des jeunes soldats de la colonne Mannara s'étaient ralliés à ce parti ; mais d'autres, surtout les officiers des différens corps, faisaient valoir les difficultés du chemin (il n'y avait guère que pour dix ou douze heures de marche), les instructions du général Allemandi et tous les avantages qui résulteraient pour eux de la possession de Riva, poste important situé sur le lac de Garda, clé des communications entre le Tyrol et la Lombardie. Ce fut au milieu de ces débats que l'un des messagers envoyés par Meneghelli dans l'intérieur du pays, pour observer les mouvemens

de l'ennemi, arriva le 12 avril au camp des volontaires. Riva, disait-il, n'était occupé que par trois cents Autrichiens environ, et il serait très facile de s'en emparer. Meneghelli se rangea dès ce moment à l'avis de ceux qui réclamaient avant tout l'occupation de Riva.

On pouvait croire que cette résolution de Meneghelli allait rétablir l'accord, si malencontreusement troublé entre les chefs des volontaires. Il n'en fut pas ainsi. L'expédition sur Riva une fois décidée, ce fut sur le plan même de cette expédition qu'on discuta. Meneghelli proposait la marche nocturne de deux corps, dont l'un, commandé par lui-même et traversant les villages de Prando, Demo, Saint-Jean, attaquerait la ville par le nord, y pénétrerait, et s'y installerait de concert avec les habitans ; dont l'autre ferait la même manœuvre, mais du côté de l'orient, tandis qu'un détachement se porterait sur le mont Brione pour couper la retraite à l'ennemi. Ce plan ne fut pas agréé. Les capitaines Arcioni et Longhena objectèrent que l'ordre du général Allemandi était bien, en effet, de marcher sur Riva, mais sans partager le corps des volontaires, et en suivant une route fort différente de celle indiquée par Meneghelli. L'itinéraire tracé par le général Allemandi ne prouvait que trop combien il connaissait peu le pays, puisqu'il nécessitait un détour que Meneghelli proposait d'éviter. Meneghelli, d'ailleurs, n'avait-il pas reçu du gouvernement provisoire de Milan l'autorisation d'exécuter son plan et de diriger la colonne des volontaires à travers ces vallées, dont il connaissait tous les passages ? Quoi qu'il en soit, le débat qui s'éleva entre Meneghelli et les chefs des volontaires lombards eut pour résultat définitif de faire rejeter complètement l'idée d'une expédition sur Riva, qui, exécutée d'après les instructions du général Allemandi, ne pouvait aboutir qu'à une défaite. Meneghelli comprit

qu'il fallait modifier ses projets pour les faire accepter : il imagina un autre plan de campagne, qui, sans rappeler la marche sur Trente et sur Riva, pouvait conduire les volontaires au même but, c'est-à-dire à se rapprocher de Trente. Voici ce qu'il proposa :

Un détachement de volontaires aurait franchi la montagne de Campiglio, qui longe le côté sud-ouest de la vallée du Soleil ; il aurait pénétré ainsi dans la partie supérieure de la vallée de Non, et aurait marché sur les petites villes de Malés et de Clés, chef-lieu de la vallée et l'un des points les plus importans du Tyrol. Si la vallée de Non et les montagnes qui l'enferment étaient au pouvoir des Italiens, la ville même de Trente n'offrirait plus à l'ennemi un asile assuré, puisque la route de la Lombardie à Trente serait entièrement ouverte aux troupes italiennes. Un seul obstacle pouvait s'opposer à l'exécution de ce projet ; les neiges, qui couvraient encore à cette saison la montagne de Campiglio, permettraient-elles aux volontaires de la franchir, et ne les ensevelliraient-elles pas sous leurs masses amollies par l'approche du printemps ?

L'entreprise obtint néanmoins l'approbation des commandans et fut décidée ; seulement on n'accorda à Meneghelli, chargé de la mener à bien, que des forces insuffisantes. La compagnie Scotti et le contingent du district de Tione furent mis à la disposition du prêtre tyrolien, en tout cent quatre-vingt-cinq hommes. On lui promit un renfort de deux cents tirailleurs, puis on le lui refusa. Or, l'état du pays où ces cent quatre-vingt-cinq hommes allaient s'aventurer n'était connu de personne. Le messager de Meneghelli n'avait rien appris concernant la vallée de Non, qui, étant dégarnie de troupes italiennes, pouvait être envahie d'une heure à l'autre par les troupes autrichiennes. On a peine à comprendre

comment l'abbé Meneghelli et le capitaine Scotti acceptèrent la mission de diriger l'expédition de Clés dans les conditions qui leur étaient faites. Il est vraisemblable même que ces conditions leur furent offertes plutôt pour les dégoûter de l'entreprise que pour les y décider, et qu'ils les acceptèrent pour se soustraire à une direction dont ils étaient las. — Meneghelli, Scotti et leurs cent quatre-vingt-cinq hommes partirent le 13 avril, victimes dévouées des bizarres contradictions de leurs chefs. La montagne de Campiglio ne les arrêta pas ; ils la franchirent, soutenus, contre les rigueurs d'un froid cruel et les mille obstacles de la route, par l'espoir d'ouvrir bientôt à leurs compagnons le chemin de Trente. En effet, si les bourgs de Malés et de Clés n'avaient qu'une faible garnison, ils pouvaient s'en emparer. Ils ignoraient, il est vrai, combien de troupes gardaient les vallées voisines ; mais la population, exaltée par leur présence, allait leur venir en aide, et qui sait ? Peut-être leur marche victorieuse ne s'arrêterait-elle qu'à Trente.

Les débuts de l'expédition justifièrent cette confiance. Malgré le misérable aspect des volontaires, ils furent salués sur toute la route par de sympathiques acclamations. Les montagnards du Tyrol avaient demandé avec tant d'instance un secours aux Lombards ! Ce secours arrivait enfin. Cette première colonne n'était que l'avant-garde d'un corps bien plus considérable. Leur cause était désormais confondue avec celle des Lombards, qui consentaient à les traiter en frères, à les considérer comme des enfans de la même patrie. L'accueil qu'ils firent aux compagnons de Meneghelli fut des plus affectueux. Toutefois la joyeuse confiance des volontaires fit bientôt place à l'inquiétude. Ils visitèrent leurs munitions et s'aperçurent que ni cartouches ni balles ne pouvaient servir. Il fallut fabriquer, avec l'aide des montagnards, de

nouvelles cartouches. Deux jours furent ainsi perdus, et on ne put se procurer que douze cartouches pour chaque soldat. C'est avec pareilles munitions que cent quatre-vingt-cinq hommes pénétraient dans un pays occupé en grande partie par l'ennemi, et se préparaient à combattre des forces qu'il était impossible d'évaluer à l'avance.

La catastrophe qu'il était dès-lors facile de prévoir ne se fit pas attendre. Le 19 avril, la colonne Scotti-Meneghelli, qui était parvenue dans la vallée de Non, se vit tout à coup entourée par mille hommes d'infanterie ennemie, soixante chevau-légers et quatre pièces d'artillerie. Ces forces étaient descendues sans obstacles des montagnes qui séparent la vallée de Non du Tyrol autrichien. Profitant de la nuit, une partie de ces troupes avait traversé l'étroit défilé qui sépare les deux vallées et avait occupé les montagnes du côté sud-ouest, afin d'envelopper complétement les volontaires. Que pouvaient de mauvais fusils contre des pièces de canon ? Les volontaires se décidèrent à s'ouvrir un passage à la baïonnette. Sortis, après des prodiges de valeur, du cercle où ils s'étaient vus renfermés, ils se retirèrent sur une montagne où ils se croyaient en sûreté, mais d'où il leur était difficile de regagner les lieux occupés par leurs frères d'armes. Ils comptaient maintenir leur position jusqu'à ce que l'ennemi fût appelé ailleurs soit par des ordres supérieurs, soit par l'approche des autres corps de volontaires. Leur espoir fut trompé. Dès la matinée du 20, la colonne Scotti-Meneghelli aperçut devant elle, à peu de distance du sommet de la montagne, l'ennemi rangé en ordre de bataille. Cette fois il ne s'agissait pas de s'ouvrir un passage à la baïonnette, puisque les Autrichiens ne se présentaient que d'un seul côté, et que, de l'autre, la retraite, quoique difficile à cause des accidens du terrain, était libre. Les mêmes hommes qui, la veille,

n'avaient pas songé un seul instant à se rendre et s'étaient jetés bravement au milieu des rangs ennemis, sentant que la route était ouverte derrière eux, ne prolongèrent pas le combat au-delà de trois heures, et s'élancèrent au hasard et en désordre dans les sentiers qui sillonnaient la montagne. Pendant ces trois heures, l'artillerie autrichienne décima la petite troupe, dont quelques débris seuls purent rejoindre le gros de l'armée. Le résultat de cette malheureuse expédition fut de donner raison en apparence aux chefs qui avaient entravé jusqu'alors toutes les opérations des volontaires. Ils pouvaient s'appuyer d'un tel exemple pour justifier toutes leurs lenteurs, et désormais la cause de la guerre énergique, de la guerre active, était perdue.

La mesure qu'on adopta après la funeste issue de l'expédition de Clés témoigna du triomphe complet de l'esprit de défiance et d'indécision qui avait présidé aux premières opérations de la guerre. Elle dépassa même de fort loin les prévisions de ceux qui croyaient bien connaître les dispositions du gouvernement provisoire de la Lombardie. Au moment où il eût fallu redoubler d'efforts, tenter un coup décisif en concentrant sur un seul point tous les corps imprudemment séparés, à ce moment, un ordre expédié de Milan enjoignit au général Allemandi de ramener ses volontaires à Brescia, pour les soumettre à une nouvelle organisation. Cette résolution est une de celles qu'on a le plus vivement reprochées au gouvernement provisoire. Ce qui est certain, malgré les nombreuses justifications présentées à ce sujet par les amis de ce gouvernement, c'est que le rappel des volontaires, après l'expédition de Clés, devait avoir pour le Tyrol les suites les plus funestes. Le Tyrol s'était prononcé hautement pour la patrie italienne : le drapeau tricolore flottait sur toutes ses montagnes ; des gouvernemens provisoires étaient installés dans la plupart de ses vil-

lages, plusieurs vallées étaient occupées par les montagnards armés ; Trente même, après avoir montré d'abord une inaction regrettable, avait envoyé des députés à Milan pour demander du secours. Le mouvement n'attendait, pour se continuer et réussir, que la présence des armées lombardes. Ces armées s'étaient montrées sur le seuil du territoire tyrolien, et les Alpes italiennes avaient retenti de cris d'allégresse. Maintenant on les retirait, on les éloignait après le premier revers. La consternation, le désespoir, se répandirent dans toutes les vallées avec la nouvelle de cette mesure. Les Autrichiens, redevenus les maîtres, déclarèrent Trente en état de siége ; les arrestations, les confiscations, les exécutions se succédèrent. Les bourgs, les villages, les chaumières, furent livrés au pillage, et le gouvernement qui abandonnait ainsi le Tyrol aux rigueurs d'un ennemi victorieux presque sans coup férir, ce gouvernement alléguait, pour motif à un acte si déplorable, la prétendue nécessité d'organiser sur des bases nouvelles l'armée des volontaires. L'organisation de cette armée ne laissait rien à désirer cependant. Rien n'avait été oublié dans la constitution des divers régimens pas plus que dans celle des états-majors. Ce qui manquait, c'était la discipline, et, pour discipliner cette armée, fallait-il donc la rappeler à Brescia ? La rude école de la guerre ne valait-elle pas, pour atteindre ce but, les loisirs d'une garnison ? Le public se posa toutes ces questions, et il en conclut que la mesure prise par le gouvernement provisoire avait moins des motifs militaires que des motifs politiques. On se souvint des manifestations républicaines de plusieurs vallées du Tyrol, on reprocha au gouvernement provisoire, instrument de la cour de Turin, d'abandonner ces malheureux montagnards, tout simplement parce qu'ils n'avaient pas été élevés dans le respect des fictions et des libertés constitutionnelles. Ceux qui formu-

laient si vivement leurs reproches allaient peut-être trop loin. Le gouvernement provisoire avait été, dans tout cela, plus léger que coupable. La conduite du général Allemandi lui inspirait quelques doutes, et il pensa qu'une réorganisation du corps des volontaires lui permettrait de déplacer ce chef sans trop de bruit. Il était d'ailleurs très préoccupé de sa situation financière, et la comptabilité des corps francs lui paraissait à ce point de vue exiger un complet remaniement. L'administration de la guerre ne se faisait pas faute des plus honteuses dilapidations, et, tandis que les volontaires, comme les troupes, étaient laissés dans le plus affreux dénûment, des sommes énormes figuraient chaque jour au budget de la guerre sous cette rubrique : « Dépenses des corps francs. » Il fallait obtenir à tout prix des économies dans un service si coûteux. Ce fut à de telles considérations que l'indépendance du Tyrol et la sécurité des frontières italiennes furent sacrifiées. Les volontaires qu'on ramenait à Brescia, sous prétexte de les discipliner, donnaient l'exemple d'un profond respect pour la discipline, car ils obéirent sans résistance aux injonctions du gouvernement provisoire. Il est si vrai, d'ailleurs, que leur organisation ne demandait aucune réforme, que, quinze jours après leur départ pour Brescia, ils rentrèrent en campagne avec les mêmes officiers. Seulement le général Allemandi avait été remplacé par le frère du général Durando. Avant toutefois de reprendre les armes, ils durent résister à de vives instances qu'on leur fit pour entrer dans des corps privilégiés qu'on promettait de former. On espérait ainsi dissoudre une armée que le roi Charles-Albert voyait depuis long-temps d'assez mauvais œil. Presque tous les volontaires refusèrent obstinément d'échanger contre le service des troupes régulières la vie de partisan à laquelle ils étaient habitués. On leur déclara alors qu'on n'accepterait plus de

volontaires, s'ils ne consentaient à servir jusqu'à la fin de la guerre. Ils s'engagèrent sur-le-champ à ne déposer les armes qu'après l'expulsion des Autrichiens. Quinze jours donc après l'abandon du Tyrol, on dirigea de nouveau les corps de volontaires vers Salò. Ni les dispositions, ni l'organisation de ces corps n'étaient changées ; mais l'esprit des populations au milieu desquelles ils retournaient était loin d'être le même.

Le départ des volontaires avait indisposé profondément les paysans tyroliens contre les Lombards et les Piémontais. La consternation était grande dans toutes les vallées. Des créatures de l'Autriche, dont le nom a acquis dans le Tyrol une triste célébrité, les Salvotti, les Torresani, les De Bette, s'abattirent sur la ville de Trente, et y déterminèrent une nombreuse émigration. Une partie de ces émigrés se constitua en comité à Milan et entreprit de défendre les intérêts du Tyrol auprès du gouvernement lombard et du roi de Piémont. Quelques-uns se rendirent au camp pour implorer les secours de Charles-Albert ; d'autres formèrent une légion qui prit le nom de légion tridentine et se joignit aux autres corps francs. Une seconde légion se porta dans la Vénétie et se conduisit héroïquement dans l'affaire de Vicence. Là ne s'arrêtèrent pas les efforts des Tridentins. L'assemblée des états germaniques était déjà établie à Francfort, et elle avait protesté contre l'invasion du Tyrol italien par les troupes lombardes, sous prétexte que, le Tyrol appartenant à la nation germanique, cette invasion n'était rien moins qu'une attaque à main armée, et sans aucune déclaration préalable, contre un pays neutre. Les Tyroliens envoyèrent de leur côté des députés à la diète de Francfort pour repousser, au nom du pays même, la dénomination de province allemande que la diète avait appliquée au Tyrol. « Nous sommes Italiens, dirent ces députés, parce que la nature du pays

et des hommes l'a voulu ainsi ; mais nous le sommes aussi non pas seulement à cause des lois de la nature, mais par l'invincible impulsion de notre cœur. Nous sommes Italiens d'abord, nous voulons l'être ensuite ; nous avons le droit et nous tâcherons d'avoir la force de le devenir. Ne vous donnez pas la peine de nous défendre contre les Italiens. Entre les Italiens et nous il n'est aucun besoin d'un médiateur. L'intégrité de votre territoire ne saurait être violée par le fait que les Italiens d'une province vont visiter ou secourir les Italiens d'une autre province. »

Arrivés à Salò, les volontaires furent laissés pendant plus de deux mois dans une inaction absolue et dans le dénûment le plus complet. Quand ils rappelaient la promesse et le projet de l'expédition sur Trente, on leur répondait que le roi de Piémont refusait les secours nécessaires, et que d'ailleurs les protestations de la diète germanique devaient être prises en considération. Les diverses colonnes de volontaires avaient été échelonnées dans l'ordre suivant : Mannara, avec cinq cents hommes, au poste avancé de Monte-Suelo et du pont de Caffaro, à l'extrémité du lac d'Idro ; le commandant Cresia, avec mille hommes, dans le village de Bagolino ; le colonel Thanberg et ses mille volontaires un peu plus en arrière, sur la rive droite du lac d'Idro ; les Polonais à l'arrière-garde, et le général Durando, avec un corps de mille hommes, dans la forteresse de Rocca d'Anfo, position réputée imprenable, et qui domine un défilé si étroit, que deux hommes à peine peuvent passer de front. Ces divers corps formaient une petite armée de quatre mille combattans, pleins d'ardeur, et qui attendaient avec impatience le moment de rentrer en campagne. Quelques excursions sur le territoire occupé par les avant-postes autrichiens n'interrompirent que bien rarement la monotonie de leurs tristes loisirs. Elles procuraient aux volontaires l'occasion

de se mesurer avec l'ennemi, de remporter quelques avantages insignifians ; mais elles leur révélaient en même temps l'implacable rancune de ces montagnards, qui ne pardonnaient pas aux Lombards de les avoir abandonnés au moment du danger. Les mêmes villages qui s'étaient ouverts avec empressement pour recevoir les légions lombardes se fermaient devant elles, ou ne leur accordaient qu'une hospitalité dérisoire. Le drapeau jaune et noir avait partout remplacé le drapeau tricolore. Les montagnards cachaient leurs provisions, s'ils n'aimaient mieux les vendre au poids de l'or. Leur mauvais vouloir fut quelquefois poussé jusqu'à la trahison. C'est ainsi qu'un corps de volontaires napolitains, poursuivant près de Storo un détachement autrichien, se laissa entraîner, par de perfides indications, dans un guet-apens où il essuya des pertes cruelles. Également suspects aux gouvernemens italiens et aux populations qu'ils venaient défendre, traités avec dédain par leurs propres chefs, ne recevant aucune nouvelle ni de leur patrie ni de leurs familles, couchant sur la dure, minés par la fièvre, sans même avoir de tentes pour s'abriter, les volontaires italiens purent se demander plus d'une fois quelle faute ils expiaient par de si rudes épreuves, quel sort étrange on réservait à leur patriotisme.

Dans les derniers jours de juillet, un ordre de marche vint enfin, mais c'était pour abandonner la frontière du Tyrol que les colonnes devaient se mettre en mouvement. Une grande surprise accueillit la notification de cet ordre. Pourquoi donc ouvrir aux Autrichiens un passage important et jusqu'alors gardé avec tant de sollicitude ? La paix était-elle signée ? Le général Durando ne répondit à ces questions qu'en recommandant l'obéissance, et il dispersa ses quatre mille hommes le long du lac de Garda, dans la direction de Brescia. C'est dans ces nouvelles positions que les

volontaires passèrent les quelques jours qui s'écoulèrent de la fin de juillet au 5 août. Ce jour-là, le bruit du mouvement rétrograde de l'armée piémontaise et de sa marche sur Milan se répandit dans le camp des volontaires. Ceux-ci, presque tous Milanais, supplièrent qu'on les ramenât vers la capitale, si gravement menacée. Le général Durando résista à ces nouvelles instances. Le rôle des volontaires allait finir. La Lombardie touchait à une crise dernière et décisive. Les jours qui précédèrent la dissolution de l'armée des volontaires furent marqués toutefois par un glorieux combat, qui montra ce qu'on aurait pu attendre de cette brave jeunesse, si on avait su mieux diriger sa fougue. Le colonel Kaminsky, chef de la légion polonaise, ayant appris qu'un corps d'Autrichiens stationnait dans le bourg de Lonate, à peu de distance du camp, obtint du général Durando la permission de marcher contre l'ennemi. Il appela aussitôt autour de lui les jeunes volontaires de la colonne Mannara, ses propres Polonais et quelques volontaires de la colonne Borra. On devine si l'annonce d'un prochain combat les réjouit. Dès le soir même, la petite troupe couchait à Curzago, sur la route de Lonate, et le lendemain matin elle rencontrait un détachement d'infanterie autrichienne, précédé par un nombreux corps de cavalerie. Une première charge des volontaires disperse la cavalerie ; l'infanterie résiste plus long-temps, mais elle finit par plier. Soutenus par l'émotion du succès et plus encore par l'idée qu'à cette heure même Milan est peut-être livrée aux horreurs du pillage, les Lombards poursuivent les Autrichiens jusqu'au-delà de Lonate et les atteignent dans leurs retranchemens. Un combat acharné s'engage. Cette fois encore les Autrichiens ont le dessous ; mais, avant de se retirer, ils ont enlevé aux assaillans leur chef intrépide : une balle a frappé le colonel Kaminsky, qui est tombé au

milieu de leurs rangs, et que l'on a cru mort. Les volontaires s'arrêtent alors ; de nombreux renforts demandés par les Autrichiens se dirigent vers le lieu du combat. Une plus longue poursuite compromettrait la victoire. Polonais et Lombards retournent porter la nouvelle de leur succès au camp du général Durando. Là une autre nouvelle les attend, terrible, accablante : Milan a capitulé. Le gouvernement auquel ils obéissaient, celui de la Lombardie indépendante, n'existe plus. L'ordre leur est donné de se séparer, de quitter la frontière, où toute opération militaire doit cesser. La stupeur empêcha dans ce moment tout désordre, et, parmi les jeunes soldats licenciés après tant d'inutiles fatigues, il n'y eut ni menaces ni révolte. Les uns allèrent grossir les bandes qui se maintenaient avec Garibaldi sur un autre point de la frontière ; les autres passèrent en Suisse, espérant s'unir aux réfugiés lombards de toutes les classes qui se portaient sur ce territoire, et former ainsi le noyau d'une nouvelle armée de l'indépendance ; mais la Suisse désarma les débris de nos bandes fugitives et ainsi s'évanouit le dernier espoir de ces infatigables partisans.

Si j'ai insisté sur cette triste histoire de l'armée des volontaires du Tyrol, c'est que jamais on ne l'a présentée sous son véritable jour. Les reproches les plus contradictoires ont été prodigués à ces jeunes soldats : on les a tour à tour taxés de lâcheté et de témérité, d'indiscipline et de mollesse ; ce qu'il y a de vrai, c'est que leur patience a été soumise aux plus pénibles épreuves, et que, s'ils ont péché par l'inexpérience des devoirs militaires, il n'a pas tenu à eux de faire moins suspecter leur courage en se mesurant plus souvent avec l'ennemi. On se tromperait toutefois si on résumait toute l'histoire de l'insurrection du Tyrol dans les mouvemens des corps de volontaires. D'autres bandes, composées de montagnards indigènes, s'étaient maintenues après l'ordre qui

avait éloigné de la frontière les colonnes du général Allemandi. Les désastres du mois d'août ont été là, comme ailleurs, le dénoûment de la guerre. Les incidens de cette lutte soutenue dans les montagnes et au cœur même du Tyrol, ont été ignorés jusqu'à ce jour. Il nous a été donné de les connaître, et c'est de la bouche même du principal acteur de ces événemens que nous en tenons le récit.

Des bandes de volontaires indigènes occupaient plusieurs vallées tyroliennes au moment du départ des colonnes lombardes. Ces bandes étaient commandées par des membres de cette classe moyenne dont nous avons signalé l'influence dans le Tyrol. Des avocats, des médecins, tels étaient les hommes qui partageaient avec les montagnards les rudes fatigues de la vie du guerillero. Le formidable défilé du Tonale, qui termine la Vallée du Soleil du côté du territoire de Bergame, était occupé depuis le mois de mai par les docteurs Taddei et Martinoli avec quatre cents hommes. Ce fut à cette petite troupe que revint l'honneur de livrer les derniers combats dont les montagnes du Tyrol furent le théâtre en 1848. La physionomie des chefs n'était pas moins étrange que celle des soldats. Rien, par exemple, ne révélait chez le docteur Martinoli le partisan appelé à diriger une guerre de montagnes à travers mille fatigues et mille dangers. Dans cet homme calme et grave, qui ne quittait jamais ses lunettes, et dont les cheveux grisonnaient sur un front ridé par l'étude, personne assurément n'eût deviné à première vue un intrépide guerillero. La vie de M. Martinoli, avant les événemens si inattendus de 1848, avait été consacrée tout entière à la science. Après avoir exercé la médecine à Vienne avec un grand succès, il était revenu, dans son pays natal, jouir paisiblement d'une fortune considérable. C'est au milieu de ces loisirs achetés par une vie laborieuse que la ré-

volution tyrolienne était venue le surprendre et lui imposer des devoirs dont il avait promptement saisi toute la portée.

Le caractère étrange du pays et des hommes se retrouve dans tous les accidens de la petite guerre qui se continua pendant quelques mois au sein des vallées tyroliennes. Un des combats les plus importans fut celui qui amena la bande des docteurs Taddei et Martinoli à occuper les plateaux élevés du Montocio (Mont de l'Œil). C'est le docteur Taddei qui en conçut le plan. Un corps nombreux de chasseurs du Tyrol autrichien étaient prêts à descendre dans le Tonale du côté de la vallée d'Ulter. M. Taddei confia deux cents hommes à son ami, le docteur Martinoli, en l'engageant à prendre position sur le Montocio, qui, s'élevant au nord du Tyrol, dominait précisément les vallées menacées par l'invasion des chasseurs autrichiens. Le docteur Martinoli se rendit au poste qui lui était indiqué. Il y était depuis quelques jours à peine, lorsque ses vedettes l'avertirent de l'approche de cinq cents chasseurs ennemis. Cette nouvelle n'inquiéta nullement le docteur, qui avait mis à profit les quelques jours passés sur le Montocio pour organiser un système de défense digne des temps homériques. Par ses ordres, d'énormes quartiers de granit avaient été réunis en plusieurs tas, et dix hommes avaient été placés auprès de chaque tas avec mission de faire pleuvoir, au premier signal, ces redoutables projectiles sur les assaillans. Le moment d'exécuter cette manœuvre arriva bientôt, et l'expédient du docteur eut un plein succès. Les quartiers de rocher, roulant sur les pentes de la montagne, culbutèrent les soldats autrichiens et mirent le désordre dans tous les rangs. Profitant du retard que cette surprise avait causé dans la marche des Autrichiens, le docteur et ses montagnards purent atteindre une position des plus favorables à un combat de tirailleurs ; sur la limite même où

toute végétation cesse, près des plus hauts sommets de la montagne, quelques bouquets d'arbustes leur offraient un abri derrière lequel ils pouvaient attendre avec confiance le choc de l'ennemi. Quand celui-ci revint à la charge, il fut chaudement reçu par les carabines de ces chasseurs, habitués à tirer le chamois en dépit de sa course et de ses bonds agiles. Ce feu meurtrier déconcerta les Autrichiens, qui prirent la fuite, et laissèrent aux vaillans compagnons du docteur Martinoli la libre possession de la montagne.

Le Montocio offrit dès ce moment une sûre retraite à ce petit corps de volontaires. Tandis que M. Taddei gardait le Tonale, M. Martinoli se réserva la défense du Mont de l'Œil. Sur cette montagne, comme sur la plupart des Alpes, de vertes prairies s'étendent entre les cimes rocheuses, et derrière les pentes les plus arides se déroulent les richesses ignorées d'une végétation luxuriante. Au milieu de ces plaines cachées dans les replis de la montagne serpentent avec un doux murmure des sources qui plus loin se transforment en torrens et en cascades bruyantes. C'est dans une de ces oasis alpestres que les volontaires du docteur Martinoli se tinrent pendant deux mois après leur combat contre les chasseurs autrichiens. Durant ces deux mois, ils furent cinq fois attaqués et cinq fois vainqueurs. Cette vie étrange d'une poignée de montagnards entourés d'ennemis dans les solitudes des Alpes est un de ces épisodes que la guerre du Tyrol seule pouvait offrir. On devait cependant prévoir le moment où il serait impossible de prolonger la résistance. Vers la fin de juillet, les inquiétudes qui commençaient à agiter les populations lombardes pénétrèrent dans le Tyrol, et le docteur Taddei reçut des rapports alarmans sur les progrès des armées autrichiennes. Un corps de chasseurs du Tyrol allemand descendait par la vallée d'Ulter vers

le Tonale, et menaçait de prendre la bande du docteur en flanc, tandis qu'un autre corps de soldats autrichiens, descendant vers le mont Stelvio, la prendrait par derrière. Il n'y avait qu'un moyen pour les volontaires tyroliens de continuer la guerre : c'était de pénétrer dans la vallée de Non, où on pouvait occuper des positions plus sûres et résister plus long-temps ; mais, pour exécuter avec succès ce mouvement en présence des Autrichiens, qui approchaient de toutes parts, il fallait autant d'habileté que de courage. M. Taddei s'entendit encore une fois à ce sujet avec son ami Martinoli. Les deux chefs se partagèrent la conduite de la périlleuse entreprise. M. Taddei devait passer du Tonale dans la vallée du Soleil, et de là dans la vallée de Non. M. Martinoli, avec trois cents hommes, devait marcher vers la même vallée en traversant le Saint-Bernard, le Rabbi, la vallée de Bressinone, en longeant la vallée d'Ulter, puis en tournant brusquement à droite par Ocagno. Le lieu du rendez-vous pour les deux troupes était le bourg de Clés.

Cette marche sur Clés fut fatale aux volontaires tyroliens et amena leurs derniers combats. À peine le docteur Martinoli avait-il quitté avec sa petite bande les verdoyantes retraites du Montocio, qu'il se voyait menacé de tous côtés par des corps nombreux d'Autrichiens. L'un venait du nord-ouest, l'autre arrivait par le nord, un troisième par le sud-est. Un seul côté demeurait libre ; mais M. Martinoli savait bien que cette route ne resterait pas long-temps ouverte, et que les Autrichiens partis du mont Stelvio allaient l'intercepter. En somme, deux mille soldats aguerris cernaient presque entièrement les trois cents montagnards. M. Martinoli comprit qu'il ne lui restait qu'un moyen de salut : c'était de s'ouvrir un passage à la baïonnette du côté du nord-ouest, afin de gagner quelque gorge écartée du Stelvio. L'in-

trépide docteur fit appel au courage de ses compagnons, et ceux-ci lui répondirent comme il s'y attendait. On se précipita sur les Autrichiens, et on réussit à fendre les rangs ennemis ; toutefois cette héroïque retraite ne s'opéra point sans faire de nombreuses victimes. Le docteur Martinoli lui-même, perdant son sang par trois blessures et laissé pour mort sur le champ de bataille, ne revint à lui que long-temps après la fin du combat. Les ennemis l'avaient dépouillé de ses vêtemens ; mais le cadavre d'un officier autrichien, près duquel il était tombé, lui fournit les moyens de se compléter un costume qui était en même temps un excellent déguisement. Revêtu des habits de l'officier ennemi, le docteur put se traîner jusqu'à une chaumière voisine, et les habitans, qui reconnurent l'uniforme redouté de l'Autriche, n'osèrent pas lui refuser l'hospitalité. Retenu pendant plusieurs jours par ses blessures dans cet humble asile, le docteur Martinoli put enfin quitter ses hôtes, non pour courir à de nouveaux combats, mais pour s'éloigner d'une patrie où la lutte armée contre l'Autriche avait complètement cessé. Aujourd'hui, le dernier chef des partisans du Tyrol mène dans l'exil une vie obscure. Ceux des volontaires commandés par MM. Martinoli et Taddei qui ont pu échapper aux soldats de l'Autriche se sont pour la plupart retirés en Suisse. Ainsi a fini une guerre qui semblait ne promettre à l'Italie que des triomphes, et que le mauvais vouloir, l'impéritie ou la mésintelligence de quelques chefs a transformée en un déplorable enchaînement de revers.

Les vallées du Tyrol italien sont retombées sous la domination autrichienne. La police impériale y sévit avec une rigueur impitoyable. Le Tyrol, jusque dans ses vallons les plus reculés, est transformé en un vaste camp soumis à la loi militaire, et sur plusieurs points on a vu des soldats autrichiens commettre des vio-

lences qui rappellent les plus tristes scènes de la Gallicie. S'ensuit-il que le mouvement du Tyrol italien vers l'indépendance soit arrêté ? Non sans doute ; mais ce mouvement se poursuit sous une nouvelle forme. Il ne met plus les armes aux mains de quelques partisans aventureux, il ne place plus même son avenir dans une armée généreuse et indisciplinée ; il se continue par des protestations et par des négociations. À la diète de Francfort, l'attitude des députés tyroliens n'a pas changé, et, si une conférence européenne s'ouvre sur les affaires d'Italie, le Tyrol y aura des mandataires qui défendront énergiquement sa cause. La communauté d'origine, de langue, d'intérêts, le droit des populations, leurs vœux manifestés à diverses reprises, tout fait à l'Europe un devoir de la reconnaissance de la nationalité italienne du Tyrol méridional. Les destinées de l'Italie et de cette partie du Tyrol ont été trop étroitement unies durant la guerre de 1848, pour qu'elles puissent rester long-temps séparées. L'indépendance de la Lombardie a pour conséquence naturelle l'indépendance du Tyrol, on le comprendra de plus en plus. Les deux pays ont été associés dans le même désastre ; le même jour aussi devra éclairer leur affranchissement.

*Christine Trivulce de Belgiojoso.*

## Sources et licence

Texte : https://fr.wikisource.org/wiki/L%E2%80%99Italie_et_la_r%C3%A9volution_italienne_de_1848. Domaine public ; transcription Wikisource CC BY-SA 4.0. Mise en forme : liregratuitement.com. Tout ce que nous ajoutons reste libre.